



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraits de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec la Greffière adjointe au 613-764-5444, poste 228 ou par courriel à aroy@nationmun.ca.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Si vous avez des questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour, veuillez communiquer avec la Greffière au 613-764-5444 poste 235 ou par courriel à jbrizard@nationmun.ca



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2022-23

Type : Ordinaire

Date : 3 octobre 2022

Heure : 16 h 00

Endroit : Hôtel de ville, 958 route 500 ouest, Casselman

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16 h 00 : Huis Clos

18 h 00 : Frais de redevances d'aménagement

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Adoption des procès-verbaux des réunions précédentes

5.1 Procès-verbaux des réunions du Conseil tenues le 19 et 26 septembre 2022

5.2 Procès-verbaux des réunions de zonage tenues le 13 juin, 27 juin, et le 29 août 2022

6. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal
7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

7.1 Nadia Knebel, Trésorière

7.1.1 Frais de redevances d'aménagement (18 h 00)
Présentation et règlement proposé

7.2 Marc Legault, Directeur des travaux publics

7.2.1 Rapport TP-19-2022
Glissières sur le ponceau Indian Creek

7.2.2 Rapport TP-20-2022
Mise à jour sur le pont Touchette

7.3 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

7.3.1 Rapport RE-11-2022
Paving Change Order Request, McDonald Brothers
Sports Complex

8. Avis de motions proposées

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Demandes au comité de division de terrains de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement no 115-2022
Drain municipal Ranger

12.2 Règlement no 117-2022
Réglementation relative aux parties de lots de terrain
41 57-59, rue Adam

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

14.1 Demande de don
Maison de la famille d'Embrun
Campagne de collecte de fond pour habits de neige 2022

15. Rapports mensuels divers

15.1 BSEO
Avis de flambée

16. Correspondance

- 16.1** Agence canadienne d'inspection des aliments, Influenza aviaire (H5N1) chez les volailles domestiques en Ontario
- 16.2** Bureau de santé de l'est de l'Ontario, COVID-19 et d'autres maladies respiratoires à l'arrivée de l'automne
- 16.3** Ministère des Affaires municipales et du Logement, consultation publique sur le processus d'aménagement du territoire
- 16.4** Commissions des services policiers de la Municipalité de East Ferris, N'oublions pas Adam (sécurité des autobus scolaires)
- 16.5** Cantons de Tay Valley et Alnwick Haldimand, Programme ontarien d'indemnisation des dommages causés par la faune, frais d'administration
- 16.6** AMO, Infolettre
- 16.7** Municipalité de Grey Highlands, Augmentation des amendes pour excès de vitesse
- 16.8** Chambre de commerce Prescott-Russell, rappel ateliers
- 16.9** Bureau de santé de l'est de l'Ontario, augmentation des surdoses liées aux drogues dans Cornwall et la région

17. Événements à venir

- 17.1** Association des pompiers de Limoges
Souper communautaire et bingo
30 septembre 2022
- 17.2** Réunion de conseil ordinaire, 17 octobre 2022

18. Huis clos

- 18.1** Procès-verbaux des sessions à huis clos tenues le 25 juillet, 8 août, 29 août, 12 septembre et 19 septembre 2022
- 18.2** Josée Brizard, DG-Greffière
 - 18.2.1** Sécurité d'un bien fond de la municipalité
Section 239 (a) la sécurité des biens de la municipalité ou du conseil local
 - 18.2.2** Avis d'ordonnance définitive numéro MO-4259-F
Section 2 (e) les litiges actuels ou éventuels, y compris les questions dont les tribunaux administratifs sont saisis, ayant une incidence sur la municipalité ou le conseil local

18.2.3 Drain Municipal

Section 2 (f) les conseils qui sont protégés par le secret professionnel de l'avocat, y compris les communications nécessaires à cette fin

18.3 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

18.3.1 Bâtiment patrimonial

Rapport séance tenante

Section 239 (e) les litiges actuels ou éventuels, y compris les questions dont les tribunaux administratifs sont saisis, ayant une incidence sur la municipalité ou le conseil local

18.4 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

18.4.1 Rapport RE-12-2022

Négociation avec une corporation

Section 239 (2) (k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

18.4.2 Rapport RE-13-2022, Embauche

Section 239 (b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local et (d) relation de travail

19. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

20. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-Verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2022-21

Type : Extraordinaire

Date : 19 septembre 2022

Heure : 16h00

Endroit : Zoom

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Présence des membres du Conseil

Maire François St-Amour, oui

Conseillère quartier 1 Marie-Noëlle Lanthier, oui

Conseiller quartier 2 Alain Mainville, oui

Conseiller quartier 3 Danik Forgues, oui

Conseiller quartier 4 Francis Brière, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière

Aimée Roy, Greffière adjointe

Sujets à l'horaire précis

Aucune

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 405-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

14.1 Demande de permis pour une occasion spéciale

Ferme Albert Forgues et la Microbrasserie Cassel Brewery

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 406-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Danik Forgues a déclaré son conflit d'intérêt pour le point 14.1, a laissé son siège et a quitté la réunion électronique.

5. Adoption des procès-verbaux des réunions précédentes

6. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8. Avis de motions proposées

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Demandes au comité de division de terrains de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

14. Autres

14.1 Demande de permis pour une occasion spéciale

Ferme Albert Forgues et la Microbrasserie Cassel Brewery

Danik Forgues a déclaré son conflit d'intérêt pour le point 14.1, a laissé son siège et a quitté la réunion électronique.

Résolution : 407-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le Conseil de la municipalité de La Nation endosse et appuie la Ferme Albert Forgues et la Microbrasserie Cassel Brewery pour la demande auprès de la province pour un permis d'occasion spéciale pour l'événement qui aura lieu le 1 et 2 octobre 2022 à St-Albert, ceci étant une activité municipale significative.

Qu'il soit aussi résolu que la municipalité de La Nation n'assume aucune responsabilité pour les réclamations et/ou poursuites éventuelles résultant de ces activités.

Adoptée

15. Rapports mensuels divers

16. Correspondance

17. Événements à venir

18. Huis clos

Ajournement

Résolution : 408-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **16h06** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la *Loi municipale* 2001 :

Section 239 (2)

- (b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local; et
- (d) les relations de travail ou les négociations avec les employés

Adoptée

Réouverture

Résolution : 409-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **16h12**.

Adoptée

18.1 Josée Brizard, DG-Greffière

18.1.1 Rapport ADRH-04-2022, Employé

Section (2) (b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local; et (d) relations de travail

Résolution : 410-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée dans le rapport ADRH-04-2022.

Adoptée

19. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 411-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le règlement no. 113-2022, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion extraordinaire du 19 septembre 2022, soit lu et adopté en première, deuxième et troisième lecture.

Adoptée

20. Ajournement

Résolution : 412-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **16h13**.

Adoptée



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2022-22

Type : Ordinaire

Date : 26 septembre 2022

Heure : 18h00

Endroit : Hôtel de ville, 958 route 500 ouest, Casselman

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

19h00 : Rapport des ingénieurs sur le drain municipal Adam

Présence des membres du Conseil

Maire François St-Amour, oui

Conseillère quartier 1 Marie-Noëlle Lanthier, oui

Conseiller quartier 2 Alain Mainville, oui

Conseiller quartier 3 Danik Forgues, oui

Conseiller quartier 4 Francis Brière, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière

Aimée Roy, Greffière adjointe

Nadia Knebel, Trésorière

Présence des invités

Éric Leroux, Leroux Consultant
Monica Shade, P. Eng., Shade Group Inc.

Ordre du jour**1. Ouverture de l'assemblée**

Résolution : 413-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour**Modification**

Le contenu du rapport BLD-10-2022, au point 7.1.1, a été mis à jour et modifié.
Les membres du Conseil ont reçu une copie mise à jour, qui a également été publiée sur le site Web de la municipalité.

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 414-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt**5. Adoption des procès-verbaux des réunions précédentes****5.1 Procès-verbaux de la réunion ordinaire du Conseil tenue le 12 septembre 2022**

Résolution : 415-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de l'assemblée suivante soit adopté tel que présenté :

- Procès-verbal de la réunion ordinaire tenue le 12 septembre 2022

Adoptée

6. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

6.1 Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la Bibliothèque publique de La Nation tenu le 9 juin 2022

Résolution : 416-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la Bibliothèque publique de La Nation tenue le 9 juin 2022 soit approuvé tel que présenté.

Adoptée

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

7.1 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

7.1.1 Rapport BLD-10-2022

Remboursement des dépôts de construction

Résolution : 417-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le Conseil autorise le Service de Construction de rembourser les dépôts de construction pour les permis émis entre le 1 juin 2019 et le 31 août et qu'ils soient exemptés de la section 2 de la cédule B du règlement 85-2005 (Règlement de permis de construction).

Adoptée

7.2 Nadia Knebel, Trésorière

7.2.1 Rapport F-21-2022

Taxes à recevoir

Résolution : 418-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le conseil approuve la recommandation telle que présentée dans le rapport F-21-2022, portant sur les taxes à recevoir.

Adoptée

7.2.2 Rapport F-22-2022

Résultats du 3^e trimestre

Résolution : 419-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le conseil accuse réception du rapport F-22-2022 portant sur les résultats du 3^e trimestre.

Adoptée

7.3 Josée Brizard, Directrice générale - Greffière

7.3.1 Demande d'appui

Canton de Champlain – Action Champlain

Résolution : 420-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le conseil donne son appui aux démarches d'Action Champlain en écrivant une lettre au ministre Guibeault en lui indiquant que la Municipalité de La Nation appuie la demande de désignation soumise par Action Champlain le 30 août 2022 pour désigner le projet de cimenterie à L'Original en vertu de la Loi sur l'évaluation d'impact (la LEI) (2019).

Adoptée

7.4 Eric Leroux, Leroux Consultant, Surintendant de drainage

7.4.1 Désignation d'urgence pour un drain (18h45)

7.4.2 Rapport des ingénieurs, Drain municipal Adam

8. Avis de motions proposées

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Demandes au comité de division de terrains de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement no 110-2022

Pour nommer un commissaire à l'intégrité

12.2 Règlement no 112-2022

Partie de lot, 213 rue Mabel

Résolution : 421-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que les règlements tels que décrits à l'ordre du jour du 13 juin 2022, soient lus et adoptés en première, deuxième, et troisième lecture.

- Règlement 110-2022
Pour nommer un commissaire à l'intégrité
- Règlement 112-2022
Partie de lot, 213 rue Mabel

Adoptée

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 422-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les comptes payables jusqu'au 30 septembre 2022.

Pièce justificative 18 : 4 276 544,58 \$

Adoptée

14. Autres

14.1 Demande de don

Club le Réveil de Fournier

Résolution : 423-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 1 200,00\$ au Club Le Réveil de Fournier pour un party de Noël, 700,00\$ provenant du compte de don du Maire et 500,00\$ provenant du quartier 1.

Adoptée

14.2 Demande de don

Union culturelle des Franco-Ontariennes

Résolution : 424-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 1 300,00\$ à l'Union Culturelle des Franco-Ontariennes, 700,00\$ provenant du compte de don du Maire, 500,00\$ provenant du compte de don du quartier 1 et 100,00\$ provenant du compte de don du quartier 2.

Adoptée

14.3 Demande de don

Nation & Area Senior's

Résolution : 425-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 1 300,00\$ à Nation & Area Senior's pour un party de Noël, 700,00\$ provenant du compte de don du Maire et 600,00\$ provenant du compte de don du quartier 1.

Adoptée

14.4 Demande de fermeture de chemins et de participation des pompiers

Parade du Père-Noël de St-Isidore (Noël des enfants 2022)

Résolution : 426-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la demande du Club Optimiste de St-Isidore leur permettant d'organiser une parade de Noël le 10 décembre 2022.

Qu'il soit aussi résolu que le Service d'incendie de La Nation participe afin d'assurer la sécurité et le contrôle de la circulation.

Qu'il soit aussi résolu que le trajet soit soumis à la municipalité de La Nation pour approbation.

Adoptée

15. Rapports mensuels divers**15.1** BSEO

Avis de flambée

15.2 Police provinciale de l'Ontario

Présentation de la facturation de l'OPP

16. Correspondance**16.1** AMO, Infolettres**16.2** Corps de Cadets 2804 de Casselman, Lettre de remerciement**16.3** Leadership féminin Prescott-Russell, Infolettre**16.4** Conservation de la Nation Sud, Avis de réunion pour l'élargissement de la CSN**16.5** Canton de Champlain, Approbation de la pétition pour la cimenterie Colacem

Résolution : 427-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l'ordre du jour du 26 septembre 2022 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

17.1 Réunion de conseil ordinaire, 3 octobre 2022

18. Huis clos

19. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 428-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le règlement no 114-2022, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 26 septembre 2022, soit lu et adopté en première, deuxième et troisième lecture.

Adoptée

20. Ajournement

Résolution : 429-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **19h49**.

Adoptée



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2022-03

Type : Zonage

Date : 13 juin 2022

Heure : 17h30

Endroit : Hôtel de ville, 958, route 500 ouest, Casselman

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : [l'enregistrement de cette réunion est disponible sur la chaîne YouTube de La Nation](#)

Présence des membres du Conseil

Maire François St-Amour, Oui
Conseillère quartier 1 Marie-Noëlle Lanthier, Oui
Conseiller quartier 2 Alain Mainville, Oui
Conseiller quartier 3 Danik Forgues, Oui
Conseiller quartier 4 Francis Brière, Oui

Présence des membres du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière
Guylain Laflèche, Urbaniste
Aimée Roy, Greffière adjointe
Jasmin Lemieux, Assistant administratif

Régistration publique

Darwin Patterson

Donna Patterson

Renée Marcil

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée publique

Résolution : 273-2022

Proposé par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée publique convoquée selon l'article 34 de la Loi sur l'aménagement du territoire (1990) soit ouverte à **17h30**.

Adoptée

2. Présentation des modifications

3. Commentaires

Il n'y a pas eu de questions du public sur YouTube.

4. Fermeture

Résolution : 274-2022

Proposé par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée publique convoquée selon l'article 34 de la Loi sur l'aménagement du territoire (1990) soit ouverte à **17h45**.

Adoptée



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2022-04

Type : Zonage

Date : 27 juin 2022

Heure : 17h30

Endroit : Hôtel de ville, 958, route 500 ouest, Casselman

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : [l'enregistrement de cette réunion est disponible sur la chaîne YouTube de La Nation](#)

Présence des membres du Conseil

Maire François St-Amour, Oui
Conseillère quartier 1 Marie-Noëlle Lanthier, Oui
Conseiller quartier 2 Alain Mainville, Oui
Conseiller quartier 3 Danik Forgues, Oui
Conseiller quartier 4 Francis Brière, Oui

Présence des membres du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière
Guylain Laflèche, Urbaniste
Aimée Roy, Greffière adjointe

Régistration publique

Serge Binette

Richard Ayotte
Amber Warnat
Stéphane Pomerleau
David Mushing
Phil Warren

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée publique

Résolution : 286-2022

Proposé par : Francis Brière

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée publique convoquée selon l'article 34 de la Loi sur l'aménagement du territoire (1990) soit ouverte à **17h30**.

Adoptée

2. Présentation des modifications

3. Commentaires

M. Laflèche a reçu une lettre avant la réunion, comme indiqué à l'annexe A.

Trois personnes ont posé des questions dans le Live Chat de YouTube, voir annexe B.

4. Fermeture

Résolution : 287-2022

Proposé par : Danik Forgues

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que la présente assemblée publique convoquée selon l'article 34 de la Loi sur l'aménagement du territoire (1990) soit ouverte à **17h55**.

Adoptée

Annexe A

To Whom It May Concern:

Regarding the application for zoning by-law amendment ZBL-9-2022, the undersigned hereby protest its approval.

The approval of the proposed amendment and the resulting increase in density of our local area would have several adverse effects. The appeal of the homes in the bend of Bourdeau Blvd. between Ottawa St. and Royal Court St. is the generous yards and ample spacing between houses, which creates views of wide open spaces and gives the feeling of being more secluded, more surrounded by nature. This is a premium compared to more densely developed areas nearby.

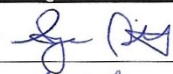
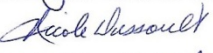
The proposed development project would greatly reduce the spacing between houses, increase traffic and noise, and reduce the value of surrounding homes by negating their current premium features.

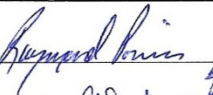
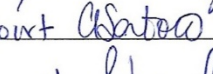
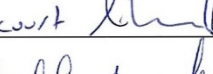
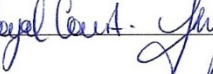
The home at 102 Bourdeau Blvd. for example, has its master bedroom adjacent to the proposed roadway. This would significantly impact the noise levels experienced in a resting space. The roadway also runs along the backyard of the property at 102 Bourdeau Blvd, where its occupants would now be visible to passers by, and young children would have to contend with traffic along two edges of the property.

In a metropolitan area with little to no development options, this might be more appealing. In a small town surrounded by fields and forests, increasing the urban density is pure greed at the expense of the area's inhabitants.

We appeal to the council or committee reviewing this proposal to reject it. If the applicant provides sufficient cause for the council to approve the amendment, we then appeal that it be granted with the caveat that the project meet the following requirements, at the developer's sole expense:

- Privacy fences are installed between the roadway and adjacent private properties;
- Privacy fences are installed between new properties and adjacent private properties;
- Privacy fences must be of sufficient height and material density that occupants on the new roadway and on the ground level of new properties cannot see into adjacent private properties;
- Occupants on stories above ground level should not be able to see into adjacent properties through the window, either by not placing windows on sides of buildings facing adjacent private properties, or by installing privacy screens so limiting occupants' visibility;
- Privacy fences must be properly maintained and repaired;
- The removal of trees should be kept to a minimum, and new trees should be planted in number equal to or greater than the number of those removed.

Name	Address	Signature	Date
Serge Binette	102 Bourdeau Blvd.		2022-06-22
Nicole Dussault	106 BOURDEAU BLVD.		22/6/2022

Name	Address	Signature	Date
RAYMOND + JEANNE	107 ROYAL COURT		June 26-22
Annette Santoro	109 Royal Court		June 26-2022
Stéphane Bouchard	111 Royal Court		June 26-2022
Fanny + Christopher Cormier	113 Royal Court		June 26-22

Annexe B



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation Nous sommes en pause jusqu'à 17h30



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation We are on break until 5:30 p.m.



Amber Warnat Amber Warnat here



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation Good evening, please send an email to aroy@nationmun.ca to confirm your presence at the zoning meeting. If possible please include your telephone number and mailing address.



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation Bonjour, si possible veuillez envoyer votre nom, numéro de téléphone et adresse postale afin de confirmer votre présence à cette réunion de zonage. merci



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation à aroy@nationmun.ca.



Stéph PomPom Stéphane Pomerleau



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation Good evening, the public meeting for zoning has opened. Today's topic is 104 Bourdeau, Limoges, file ZBL-9-2022 (By-law 92-2022).



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation Bonjour, la réunion de zonage est ouverte. Le point à l'ordre du jour porte sur le 104 Bourdeau, Limoges, filière ZBL-9-2022 (règlement 92-2022)



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation If you have any questions or comments, please enter them here. They will be read out loud and answered.



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation Si vous avez des questions ou des commentaires, veuillez les soumettre ici. Ils seront lus et répondus.



Renee Marcil I can't hear anything. Am I the only one?



Amber Warnat I have concerns about the growing size of the plans



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation The mic was not placed properly. It has since been fixed. Please let me know if you still cannot hear him.



Amber Warnat Hi Renee I had to open it separately



Renee Marcil finally working thanks



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation Thank you for confirming

S

Stéph PomPom C'est quoi la distance des cours arrières pour les maisons qui longe la rue Royal court?

S

Stéph PomPom This isn't the core of the town of Limoges, and the example is not in the town of Limoges

A

Amber Warnat Moving to high density in this area is problematic. We are already low on water most of the summer and now we are adding a high density area.

A

Amber Warnat That could leave to environmental issues and a possible problems for access to water for people already living in the area. Especially given the increasing environmental degradation globally.

A

Amber Warnat Yes! It is asking for exceptions! Why? We also have nothing against development but then develop without exceptions.

A

Amber Warnat You did not address my concern about the growing size of the plans. Regardless of whether the previous plans were approved you are not answering.

A

Amber Warnat Then why is there a water ban every summer?

A

Amber Warnat Water bans literally means there is a shortage of water



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation A-t-il autre questions ou commentaires?



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation Are there any other questions or comments

A

Amber Warnat You keep talking about how this has nothing to do with Royal Court but that actually distracts from the concern. Please address the concern of the growing size.

A

Amber Warnat it might be close but it is still an exception.



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation All the above comments have been noted by the Director of Planning. Thank you



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation Tous les commentaires ont été noté par le Driecteur de l'urbanisme. Merci



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation La réunion de zonage est terminée. Merci



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation The Zoning meeting is now closed. Thank you.

A

Amber Warnat It is true we need smaller dwellings; however, why didn't the tiny homes work out?

A

Amber Warnat So the zoning meeting is closed and yet all my concerns were not addressed



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation All the comments and questions submitted today will be combined for the final report to council.



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation Following this meeting, please send a detailed list of all your concerns to glaf1che@nationmun.ca



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation ** I apologize, there was a typo: the email is glaf1eche@nationmun.ca

A

Amber Warnat I would like highlight there was a large list of concerns brought forward by the gentleman in person. They should have been addressed one by one.

A

Amber Warnat Instead, they were glossed over and the response was basically "we have provincial support to build." That demonstrates a disregard for the concerns.

A

Amber Warnat Even if you end up with the same answer (building), by not addressing the gentleman's concerns directly you have dismissed him.

A

Amber Warnat This seems to suggest you had made up your mind prior to this meeting, and had no intention of addressing any of his concerns.



The Nation Municipality / La municipalité de La Nation The final report will address all of the concerns and comments brought forth tonight.

A

Amber Warnat I look forward to reading them; however, there is no room for the gentleman to rebut.



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2022-05

Type : Zonage

Date : 29 août 2022

Heure : 17h30

Endroit : Hôtel de ville, 958, route 500 ouest, Casselman

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : [l'enregistrement de cette réunion est disponible sur la chaîne YouTube de La Nation](#)

Présence des membres du Conseil

Maire François St-Amour, Oui

Conseillère quartier 1 Marie-Noëlle Lanthier, Oui

Conseiller quartier 2 Alain Mainville, Oui

Conseiller quartier 3 Danik Forgues, Oui

Conseiller quartier 4 Francis Brière, Oui

Présence des membres du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière

Guylain Laflèche, Urbaniste

Aimée Roy, Greffière adjointe

Jasmin Lemieux, Assistant administratif

Régistration publique

Rene Giocondese

Martine Heiler

Mario Laroche

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée publique

Résolution : 374-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que la présente assemblée publique convoquée selon l'article 34 de la Loi sur l'aménagement du territoire (1990) soit ouverte à **17h30**.

Adoptée

2. Présentation des modifications

2.1 1747 Route 500 Ouest, filière ZBL-12-2022 (Règlement 103-2022)

2.2 106 Dolores, filière ZBL-13-2022 (Règlement 104-2022)

3. Commentaires

M. Laflèche a reçu trois commentaires avant la réunion de zonage concernant la filière ZBL-13-2022 (106 Dolores). Une lettre d'objection de la part de Mme. Suzanne Piquette et M. Garth von Einsiedel comme indiqué à l'annexe A, un courriel de Mme. Lorraine Haynes à l'annexe B et une pétition comprenant la signature de 34 individus, voir annexe C.

Aucune question du public reçu sur le clavardage en direct sur YouTube.

Quelques commentaires ont été reçus des membres du public présent dans la salle du public.

Martine Heiler a commenté qu'elle se demandait où la neige ira cet hiver lors des déneigements en raison de la grosseur des terrains. Elle craint que la neige sera empiété chez les autres terrains déjà existants et que la construction de semi détachés changera complètement l'esthétique du voisinage.

Rene Giocondese craint que le changement d'une densité résidentielle faible à une densité résidentielle moyenne viendrait causer des problèmes au

niveau de la congestion et du déneigement, perturbant ainsi le milieu communautaire et la qualité de vie des résidents déjà présents.

Mme. Heiler a ensuite rajouté que si nous faisons un changement à ce terrain, que d'autres terrains similaires de la région suivraient le même sort et de là la crainte de certains autres résidents de la communauté notamment les résidents sur le chemin Giroux. Elle se demande aussi pourquoi diminuer des terrains qui sont déjà là pour faire des petits semi-détachés alors qu'il y a déjà un gros terrain en développement du côté de la rue Savage. Mme. Heiler fait aussi la remarque que personne ne sait plein lors de la première demande de changement de zonage, lorsqu'il y avait comme plan pour le terrain une maison unifamiliale (bungalow) au lieu d'un semi-détaché.

M. Laflèche commente que toute construction fait de la poussière et du bruit donc qu'il s'agit d'un développement d'un semi-détaché ou non l'effet reste le même. Il indique aussi que la demande de zonage concerne seulement la façade du côté de la rue Dolores et non la portion arrière du terrain. Il assure qu'il y aura une autre réunion publique de zonage si jamais il y a des projets futurs pour la partie restante du terrain. Il indique aussi qu'il n'a jamais vue la valeur foncière d'une maison diminuer en raison de la construction.

4. Fermeture

Résolution : 375-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée publique convoquée selon l'article 34 de la Loi sur l'aménagement du territoire (1990) soit ajournée à **18h02**.

Adoptée

Annexe A

Nous, les soussignés et résidents au 107 rue Mayer s'objectent fortement à la proposition en objet pour les raisons suivantes :

- Si/quand la construction débute, le bruit, la poussière et les activités de construction vont avoir un impact néfaste sur la paix et la tranquillité que nous jouissons au moment actuel;
- Quand nous avons choisi ce terrain, en grande partie pour avoir une bonne distance entre voisins, notre constructeur (Falcon Entreprises) nous a dit qu'il n'y aurait pas de construction future derrière notre propriété; si nous aurions su que ce nouveau projet serait possible, nous aurions choisi un autre terrain en 2010;
- La proposition et le schéma ne fournissent aucune information sur le statut ou l'usage futur du terrain directement derrière chez nous; nous avons entendu les rumeurs à l'effet que la municipalité pourrait faire un parc ou, encore pire, construire un bloc appartement et stationnement derrière nous!; ce manque total de transparence et d'information dans la proposition est complètement inacceptable et, si la « phase 2 » implique la construction d'un bloc appartement, celle-ci réduirait la valeur marchande de notre propriété;
- Du point de vue architecturale, la construction d'une duplexe sur un terrain si étroit nous semble ridicule et va sérieusement nuire à l'allure de la rue Dolores; non seulement qu'une telle structure aurait l'air différente et déplacée, mais les occupants futurs se tanneraient sans doute rapidement de vivre dans un si petit immeuble;
- La municipalité impose déjà les restrictions sur l'usage d'eau par les résidents pour l'arrosage du gazon, le remplissage des piscines, ou le lavage des voitures; l'ajout de deux autres résidences au système d'eau déjà surchargé va juste aggraver la situation; et
- Quand nous avons acheté cette propriété, notre avocat nous a informé que cette propriété était un peu « hors de l'ordinaire » dans le sens que notre terrain se rendait jusqu'à la courbe en avant et que le « droit de passage » se trouvait en arrière; donc, il incombe sur la ville de clairement indiquer la localisation de ce droit de passage sur les plans, schémas, et dessins architecturaux.

Si, malgré ces objections, la municipalité et le constructeur insistent sur « l'imposition de cette proposition » à travers le processus approuvé, nous devons insister sur les conditions suivantes:

1. Que la municipalité établisse un horaire pour les activités de construction, soit de 7h30 à 16h30 du lundi au vendredi, sans aucune activité de construction durant les fins de semaine, à être strictement surveillé par les autorités municipales compétentes;
2. Que la municipalité construise et entretienne à perpétuité, à ses propres frais, une clôture sur la longueur arrière de notre terrain pour parier au bruit et maintenir la sécurité et la vie privée; et
3. Alors que cette nouvelle construction représente les revenus de taxe additionnels pour la municipalité, réduire le montant de nos taxes foncières d'au moins 10% pour refléter l'impact sur notre vie privée et l'usage réduit de notre cour arrière, sans mentionner la réduction probable de la valeur marchande de la propriété.

Signé :

Suzanne Piquette

Garth von Einsiedel

Date: le 28 août 2022

Annexe B

Good day Mr. Lafleche,

First I would like to thank you for returning my call last Monday and for providing me with some background information regarding the subject propose amendment.

As I mentioned during our brief telephone conversation, I have reservations regarding building semi-detached dwellings on a much smaller lot than usual. Before we moved here, we were residing in a high density area in Orleans so I have experience in living in a tight environment. Since moving here, we have enjoyed and embraced the additional outdoor space we now have and I believe that the majority of my neighbours also appreciate this new lifestyle.

Adding additional semi-detached homes on this street may and probably would have some negative impact on this small part of this community. I have already noted that snow removed from the driveways of the semi-detached dwellings completed last year, ended up partly on the road and partly in their neighbours front yard. As there are no sidewalks on the street it was always a challenge to navigate that area when walking to the mail and getting out of the way from vehicles.

While I understand the need for more housing, I believe that a single house in that location would better serve this community.


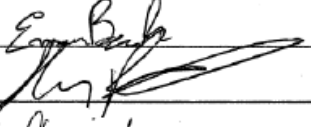
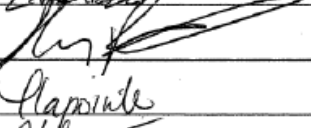
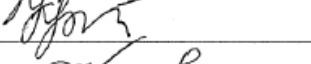

I noted that the official plan requires that residential construction should be should be 70% low density (single homes), 20% should be medium density (semi-detached) and 10% high density (apartments and townhouses). I also noted that a lot, if not most, of the residential constructions in this village this summer have been semi-detached and townhouses. I also verified that the newest approved development, the one requiring the extension of Mayer Street, does not meet the official plan ratio of low/medium/high density residences as the single homes only make up 48% of the development! Therefore, I am wondering if the proposed by-law amendment is for meeting this ratio or for the benefit of the developer.

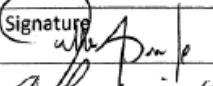


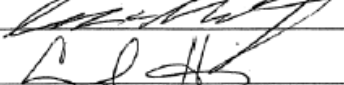

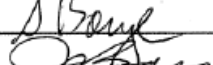
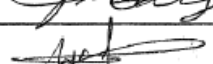
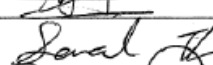
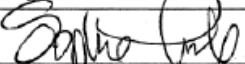
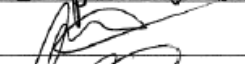
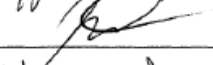
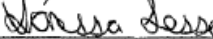
I would appreciate it if you would pass my concerns to the committee meeting today.

Sincerely;

Lorraine Haynes

Annexe C

Name / Nom	Signature	Address / Adresse	Date
RENE SIOCONJESE			27/08
MARTINE HEILER	Martine Heiler		27 AUG
Emanuel Boucher			27 Aug
Shawn Parent			27 Aug
Theresa Lapointe	Lapointe		Aug 27
Valentina Krupenko			Aug 27
Volodymyr Krupenko			aug 27

Name / Nom	Signature	Address / Adresse	Date
Gilles BRULÉ			Aug 27
Charlene L. Brulé	Charlene L. Brulé		Aug 27
S. Camalansalam			Aug 27
V. Vithapakorn			Aug 27
Geoff McVetty			Aug 27
Carol Hill			Aug 27
Sebastien Bongi			Aug 27
Josianne Bongi			Aug 27
Tiju Thomas			Aug 27
Sarah Thomas			Aug 27
Sophie Lavallée			Aug 27
Josianne Pitre			Aug 28 th
Jusrin Couron			Aug 28
Vanessa Lessard	Vanessa Lessard		Aug 28

Name / Nom	Signature	Address / Adresse	Date
Nancy McCauley	Nancy McCauley		08/28/22
JOHN MEDICRAFT	John Medicraft		08/28/22
Brandon McCauley	Brandon McCauley		08/28/22
Amber McCauley	Amber McCauley		08/28/22
Marc-Andre Beriault	Marc-Andre Beriault		08/28/22
Michel Hage	Michel Hage		08/28/22
Math Carraro	Math Carraro		08/28/22
Martin Boisdieu	Martin Boisdieu		08/28/22
Mathieu Berthiaume	Mathieu Berthiaume		08/28/22
LORRAINE Haynes	Lorraine Haynes		08/28/22
Clifford Haynes	Clifford Haynes		08/28/22
Amanda Kairouz	Amanda Kairouz		08/28/22
Melanie Coderre	Melanie Coderre		2022/08/29

THE NATION MUNICIPALITY

2022 DEVELOPMENT CHARGES BACKGROUND STUDY

Prepared by ZanderPlan Inc. in partnership with
Clem Pelot Consulting and Jp2g Consultants Inc.

Public Review of Draft Report

- ▶ First draft report submitted April 2020
- ▶ Consultation suspended due to pandemic

- ▶ Revised draft report submitted June 2022
- ▶ Public notice for 60 day review period
- ▶ Public meeting tonight seeks input
- ▶ Report will be finalized for Council approval

New information since 2020

- ▶ Bill 197 (the COVID-19 Economic Recovery Act)
- ▶ Bill 109 (the More Homes for Everyone Act)
- ▶ The 2021 Census
- ▶ The 2022 Hemson Growth Management Strategy Update
- ▶ Building permits issued by The Nation in 2020/2021
- ▶ Development Charges collected in 2020/21
- ▶ The new Fire Master Plan approved by Council in 2022
- ▶ The Roads Planning list (2022–2031) prepared by staff
- ▶ The new Parks and Recreation Master Plan (2020 to 2034)

LEGISLATIVE BASIS FOR DEVELOPMENT CHARGES

- ▶ DC's recover some capital costs associated with growth within the Municipality
- ▶ Governed by the *Development Charges Act, 1997*
- ▶ Must complete a DC background study every five years

Nation Growth Projections to 2031

- ▶ Annual population growth projected at 1.25%
- ▶ Total population of 15,116 by end of 2031
- ▶ Residential development 66 new dwellings per year
- ▶ Commercial/ industrial development at 36,000 square feet per year

General Government Projects

- ▶ Review of the Official Plan in 2023
- ▶ DC Background Studies in 2026 and 2031

Fire Department Project Highlights

- ▶ Replace St. Isidore Pumper Truck in 2023
- ▶ Replace St. Albert Station 400 in 2024
- ▶ Additional Pumper Truck for Limoges in 2026
- ▶ Purchase 23M Ladder Truck in 2029

- ▶ The total eligible cost of all Fire Department 2022–2031 projects is \$2,807,899

Public Works Project Highlights

- ▶ Total road projects \$1,929,155
- ▶ Growth related facilities \$382,188
- ▶ Equipment \$691,795

- ▶ The total eligible cost of all Public Works 2022–2031 projects is \$3,003,138.

Recreation Project Highlights

- ▶ Construction of the Limoges Recreation Complex
- ▶ New 6km walkway and bike path in 2023
- ▶ Convert Bowling Alley in St. Isidore Arena in 2024
- ▶ Construct new Dog Park in 2024
- ▶ Phase 1 of Seguinbourg park in 2025

- ▶ The total eligible cost of all Recreation 2022–2031 projects is \$6,866,214.

Library Project Highlights

- ▶ Expand the collection of reading materials at the Limoges branch
- ▶ New shelving/ work stations
- ▶ Relocation of the Limoges branch (2027).

- ▶ The total eligible cost of all Library 2022–2031 projects is \$412,800.

Recommended Charges

The Nation's Residential DC has not changed since 2019

Dwelling type	Current	Proposed*
▶ Single Detached	\$4,120.66	\$5,042.27
▶ Semi-Detached	\$3,635.88	\$4,449.06
▶ Row House	\$3,151.10	\$3,855.85
▶ Apartment	\$2,181.53	\$2,669.44

* To be increased 2% annually

▶ Commercial/Industrial	\$0	\$2/sq ft
-------------------------	-----	-----------

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW No. [REDACTED]

BEING a By-law for the imposition of Development Charges.

WHEREAS the Nation Municipality has and will continue to experience growth through development;

AND WHEREAS Council desires to ensure that the capital cost of meeting growth related demands for, or burden on, Municipal Services do not place an undue financial burden on the Municipality or its taxpayers;

AND WHEREAS The Development Charges Act, 1997 (the “Act”) provides that the Council of a municipality may by By-law, impose Development Charges against land to pay for increased capital costs required because of increased needs for Services;

AND WHEREAS a Development Charges background study has been completed in accordance with the Act;

AND WHEREAS Council has before it a report entitled Development Charges Background Study, Draft Report prepared by ZanderPlan Inc dated June 9, 2022;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality has given notice and held a public meeting and open house on October 3rd, 2022 in accordance with the Act and regulations thereto;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- 1) That, where lawfully permitted by the Act, the Development Charges established by this By-law are hereby imposed on all classes of residential and non-residential property as hereinafter set forth on Schedule “A” attached to and forming part of this By-law.
- 2) That this By-law applies to all lands in The Nation Municipality whether or not the land or use thereof is exempt from taxation under Section 13 of the Assessment Act. Notwithstanding the preceding, this By-law shall not apply to lands that are owned by and used for the purposes of:
 - The Municipality or a local board thereof;
 - A Board of Education;
 - The Corporation of the United Counties of Prescott-Russell or a local board thereof.
- 3) That the Development Charges are established as per Schedule “A” per single detached dwelling unit, semi-detached or duplex dwelling unit, row house or townhouse dwelling unit, apartment or other multiple dwelling unit.
- 4) Notwithstanding Section 3 of this By-law and in accordance with the statutory exemptions set out in the Act, Development Charges shall not be imposed with respect to:
 - An enlargement to an existing dwelling unit;
 - One or two additional dwelling units in an existing single detached dwelling unit;
 - One additional dwelling unit in any existing residential building;
 - Agricultural use buildings or structures.
- 5) For the purposes of demolitions or loss of property, this By-law shall not apply to development where, by comparison with the land at any time within 24 months previous to the imposition of the charge:
 - No additional dwelling units are being created;
 - No additional non-residential gross floor area is being added.

The exemption from the charge is applicable only to the registered owner(s) on title of the subject property at the time of the event (non-transferable).

- 6) That notwithstanding Section 4), bullet two, of this By-law, Development Charges shall be imposed if the total gross floor area of the additional unit(s) exceeds the gross floor area of the existing dwelling unit.

- 7) That notwithstanding Section 4, bullet three, of this By-law, Development Charges shall be imposed if the additional unit has a gross floor area greater than:
- In the case of a semi-detached, duplex, row house or townhouse dwelling unit, the gross floor area of the existing dwelling unit;
 - In the case of an apartment or multiple attached dwelling, the gross floor area of the smallest unit contained in the residential building.
- 8) That the Development Charge is established at \$1.51 per square foot for non-residential development, subject to the footnote exemption shown on Schedule “A” of this By-law.
- 9) That notwithstanding Section 8 of this By-law and in accordance with the statutory exemptions set out in the Act, no Development Charge is payable for an enlargement of the gross floor area of an existing industrial building where the gross floor area is enlarged by 50 percent or less.
- 10) That, if the gross floor area of an existing industrial building is enlarged by greater than 50 percent, the amount of the Development Charge payable in respect of the enlargement is the amount per square foot as set out in Section 8), for each square foot in excess of 50 percent of the existing industrial building.
- 11) That for the purpose of Sections 9) and 10) herein, “existing industrial building” is used as defined in the Regulation made pursuant to the Act.
- 12) That the categories for services for which Development Charges are imposed under this By-law are as follows:
- Administration
 - Library
 - Recreation
 - Public Works (Roads)
 - Fire Protection Services
- 13) That notwithstanding the provisions of Section 1) of this By-law, every place of worship and land used in connection therewith, and every churchyard, cemetery or burying ground are wholly exempted from the Development Charges imposed pursuant to this By-law.
- 14) That the Development Charges imposed by this By-law shall be calculated and be payable in money or by provision of services as may be agreed upon, or by credit granted by the Act, on the date that a building permit is issued in relation to a building or structure on land to which the Development Charge applies, or in a manner or at a time otherwise lawfully agreed upon.
- 15) That the terms “single detached dwelling”, “semi-detached dwelling”, “duplex dwelling”, “row house dwelling”, “townhouse dwelling” “apartment dwelling” and “multiple attached dwelling” have the meanings assigned to them in the Comprehensive Zoning By-law of the Corporation of The Nation Municipality.
- 16) That Council may adjust the Development Charges in this By-law one or two times annually in accordance with the “Construction Price Statistics” (Ontario Series) as published by Statistics Canada quarterly (Catalogue No. 62-007) pursuant to paragraph 10 of subsection 5(1) of the Development Charges Act, and Section 7 of Ontario Regulation 82/98. Such adjustment to a Development Charge shall not require an amendment to this By-law.
- 17) This By-law repeals By-law No. 93-2015 and By-law No. 8-2016, and all amendments thereto.
- 18) This By-law shall come into force and take effect on the [redacted] day of **October, 2022**.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS [redacted] DAY OF **OCTOBER, 2022.**

François St. Amour, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

SCHEDULE “A” TO BY-LAW No. [REDACTED]

DEVELOPMENT CHARGES

**RESIDENTIAL AND NON-RESIDENTIAL USES
(Proposed 5-year phase-in)**

Land Use Category	Persons per Unit	Development Charges per Residential Unit and per Square Foot of Non-Residential Floor Space
January 2022 – to present		
Single Detached	3.4	\$4,120.66
Semi-detached or Duplex	3.0	\$3,635.88
Row House or Townhouse	2.6	\$3,151.10
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,181.53
Non-Residential	N/A	\$-/sq ft ²
2022¹ – after adoption of by-law		
Single Detached	3.4	\$5,042.27
Semi-detached or Duplex	3.0	\$4,449.06
Row House or Townhouse	2.6	\$3,855.85
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,669.44
Non-Residential	N/A	\$2.00/sq ft ²
2023¹		
Single Detached	3.4	\$5,143.11
Semi-detached or Duplex	3.0	\$4,538.04
Row House or Townhouse	2.6	\$3,932.97
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,722.82
Non-Residential	N/A	\$2.00/sq ft ²
2024¹		
Single Detached	3.4	\$5,245.96
Semi-detached or Duplex	3.0	\$4,628.79
Row House or Townhouse	2.6	\$4,011.62
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,777.27
Non-Residential	N/A	\$2.00 ²
2025¹		
Single Detached	3.4	\$5,350.89
Semi-detached or Duplex	3.0	\$4,721.37
Row House or Townhouse	2.6	\$4,091.85
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,832.82
Non-Residential	N/A	\$2.00/sq ft ²
2026¹		
Single Detached	3.4	\$5,457.92
Semi-detached or Duplex	3.0	\$4,815.81
Row House or Townhouse	2.6	\$4,173.70
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,889.49
Non-Residential	N/A	\$2.00/sq ft ²

¹The Development Charges shall increase on January 1st of each year in accordance with the amounts shown in this Table, PLUS an additional amount equal to the “Construction Price Statistics” (Ontario Series) as published by Statistics Canada quarterly (Catalogue No. 62-007) which amount is to be added annually on an incremental basis over the 5-year period of this By-law.

²No Development Charges on the first building permit issued for a property, up to a maximum of 3,500 square feet, after which the full Development Charges shall apply.



THE NATION MUNICIPALITY

DEVELOPMENT CHARGES BACKGROUND STUDY

Draft Report June 9, 2022

Prepared by ZanderPlan Inc.

In partnership with:

Clem Pelot Consulting and

Jp2g Consultants Inc.

For Public Review and Comment

TABLE OF CONTENTS

EXECUTIVE SUMMARY.....	3
1.0 INTRODUCTION.....	6
2.0 DEVELOPMENT CHARGES: LEGISLATIVE BASIS, POLICY AND PROCEDURE.....	6
2.1 IMPACT OF BILL 108 (2019), BILL 197 (2020) AND BILL 109 (2022).....	7
2.2 APPLICATION OF THE DEVELOPMENT CHARGES BY-LAW.....	10
2.3 EXEMPTIONS AND INELIGIBILITY	10
2.4 DEVELOPMENT CHARGES BACKGROUND STUDY	13
2.5 BY-LAW DURATION	14
2.6 NOTIFICATION PROCESS	14
2.7 APPEAL PROCESS.....	14
2.8 COMPLAINT PROCESS	15
2.9 ANNUAL REPORTING.....	15
3 POPULATION AND GROWTH PROJECTIONS.....	16
3.1 DEMOGRAPHIC ANALYSIS AND POPULATION GROWTH	16
3.2 BUILDING PERMIT ACTIVITY.....	17
4 ELIGIBLE CAPITAL EXPENDITURES AND MUNICIPAL SERVICE STANDARDS	19
4.1 GENERAL GOVERNMENT	20
4.2 FIRE DEPARTMENT	21
4.3 PUBLIC WORKS.....	25
4.4 RECREATION DEPARTMENT	33
4.5 LIBRARY	37
5 DEVELOPMENT CHARGES CALCULATION.....	38
5.1 SURROUNDING MUNICIPALITY COMPARISONS	38
5.2 ASSESSMENT ANALYSIS.....	39
5.3 DEVELOPMENT CHARGES SUMMARY	39
6.0 IMPLEMENTATION	44
7.0 SUMMARY OF NEW DEVELOPMENT CHARGES.....	45

EXECUTIVE SUMMARY

The Nation Municipality's current Development Charges By-law was scheduled to expire on June 1, 2020; however, the Ontario Government issued a Regulation to address the impact of the Covid-19 pandemic, which suspended this deadline until further notice. Prior to the adoption of a new Development Charges By-law, the Municipality is required to complete a Development Charges Background Study in order to identify the services to which the Development Charges will relate for the next five years.

A draft Development Charges Background Study was submitted by the Consultants in April 2020, but the public review process was suspended due to the pandemic; that draft has now been updated based on the following new information provided by the Municipality and the Consultants:

- The Ontario Government's *Bill 197* (An Act to amend various statutes in response to COVID-19 and to enact, amend and repeal various statutes) received Royal Assent in July 2020. *Bill 197*, the *COVID-19 Economic Recovery Act*, resulted in changes to the *More Homes, More Choice Act*, 2019, the *Development Charges Act*, 1997 and the *Planning Act* (relating to community benefits charges). This information was used to update Section 2 of the new draft Development Charges Study.
- In 2022, the Government passed *Bill 109* (the *More Homes for Everyone Act*). This legislation was introduced by the Government on March 30th, receiving Royal Assent on April 13th, 2022. A new section 2.9 in this Development Charges Study describes the requirement for the municipal treasurer to publish an annual statement of development charges for the public's review.
- 2021 Census data from Statistics Canada is now available. This information was used to update the Nation's current population and the current number of private dwellings in Section 3.
- The 2022 Growth Management Strategy Update prepared by Hemson for the United Counties of Prescott and Russell (UCPR), was used to determine the new forecasts for housing starts and non-residential development (2022 to 2031) contained in Section 3.
- Building permits issued by The Nation (residential and non-residential) in 2020 and 2021, Development Charges collected by the Nation in 2020 and 2021, as well as 2021 assessment data were used to update Sections 3 and 5.
- The new Fire Master Plan approved by Council in 2022 was used to update the Fire Department capital projects in Section 4.
- The new Roads Planning list (2022 to 2031) prepared by Municipal staff, was used to update the list of capital projects for Public Works in Section 4.
- The new Parks and Recreation Master Plan (2020 to 2034) and ensuing Recreation Facility Assessment Summary, were used to update the list of capital projects for parks and recreation in Section 4.

Currently, residential Development Charges in effect in the Nation Municipality range from \$2,181.53 per unit for an Apartment or Multiple Attached Dwelling to \$4,120.66 for a Single Detached Dwelling; these rates have not increased since 2019. The Development Charge for Non-Residential development was \$1.05 per square foot until the end of 2018 and there has been no Development Charge for Non-Residential projects levied since the beginning of 2019.

Changes were made to the *Development Charges Act* and the *Planning Act* following the enactment of Ontario's *Bill 108 More Homes, More Choices Act* in June of 2019. The *Development Charges Act* now sets out a specific list of services for which development charges may be applied.

Population growth in the Nation is projected to be 1.25% annually for the next ten years, attaining a total population of 15,116 residents by the end of 2031. Residential development is expected to average 66 new dwellings per year over the next ten years. Commercial and industrial development is expected to be 36,000 square feet annually.

A capital program has been defined in this background study for each of the Nation Municipality's development charge service categories. Each program identifies the capital projects that will be required to service the Municipality as it grows over the next 10 years. The forecast was developed collaboratively with Municipal staff and details each growth-related project and its associated cost (the gross cost for each project is adjusted as required by the *Development Charges Act*).

The Nation's 2022 Development Charge must not include an increase that would result in the level of service exceeding the average level of that service provided in the Municipality over the past ten year period. Average Service Levels have been determined for each of the service categories in this study, based on the assessed value of property/ buildings and the replacement cost for vehicles/ equipment:

- General Government N/A
- Fire Department \$662 per capita
- Public Works \$9,159 per capita
- Recreation \$525 per capita
- Library \$91 per capita

Municipal staff and the Consultants jointly prepared the list of eligible capital projects for 2022 to 2031. The 'growth-related' portion of each project has been determined and this ranges from 7.5% to 100%. The 2022-2031 Capital Projects proposed in this background study include the following highlights:

- General Government: this service category includes corporate studies related to growth (Official Plan update and two future Development Charges studies).
- Fire Department: replacement of the St Albert Fire Station; a new 23 meter Ladder Truck; replacement of several Tanker and Pumper Trucks. Total eligible cost of all Fire Department projects is \$2,807,899 (2022-2026).
- Public Works: growth related road projects, continuation of Innovation and Fournier garages, two intersection upgrades and growth-related equipment. The total eligible cost of all Public Works projects is \$3,003,138 (2022-2026).
- Recreation: construction of the Limoges Recreation Complex, developing a 6 kilometer bike path, renovations to local recreation centres and converting the Bowling Alley in St Isidore Arena. Total eligible cost of all Recreation projects is \$6,866,214 (2022-2026).
- Library: expand the collection of reading materials at the Limoges branch, new shelving/ work stations and relocate the Limoges branch (2027). Total eligible cost of all Library projects is \$412,800 (2022-2026).

Based on the analysis contained in this background study, the following 2022 Development Charges are recommended for the Nation Municipality:

<u>Dwelling type</u>	<u>Current</u>	<u>Proposed</u>
Single Detached	\$4,120.66	\$5,042.27
Semi-Detached or Duplex	\$3,635.88	\$4,449.06
Row House/ Townhouse	\$3,151.10	\$3,855.85
Apartment/ Multiple Attached	\$2,181.53	\$2,669.44
Non-residential	\$0	\$2/square foot

The recommended residential Development Charge represents a 22% increase over the current charge, primarily as a result of the new Recreation Complex in Limoges, a decline in the Nation’s projected population growth and the fact that the current DC has not been increased since 2019. The recommended charges would be increased by 2% annually, on January 1st of each year.

The recommended Non-residential Development Charge of \$2 per square foot would begin to align the Nation Municipality with the practices of its neighboring municipalities. This modest rate would generate expected revenue of \$360,000 over the next five years, which represents about 14% of the \$2.5M non-residential share of eligible capital projects over the next five years (see section 5.3).

NOTE: Results of the public consultation and Council input to the draft report will be added to the final report following the public meeting.

1.0 INTRODUCTION

The Nation Municipality currently has a Development Charges By-Law which took effect on June 1, 2015 (By-Law No. 93-2015), as permitted by the *Development Charges Act, 1997*, as amended. That By-Law was supported by a Background Study completed by Parsons in June 2015. The Nation Municipality has been collecting Development Charges since 2005 to help offset the cost of additional services required as a result of the growth that is projected in the Municipality, and wishes to continue this practice. The *Development Charges Act, 1997* as amended indicates that:

“The council of a municipality may by by-law impose development charges against land to pay for increased capital costs required because of increased needs for services arising from development of the area to which the by-law applies.” (Section 2(1))

Moreover, according to the *Development Charges Act, 1997*:

“Unless it expires or is repealed earlier, a development charge by-law expires five years after the day it comes into force.” (Section 9(1))

Based on the above, the Nation’s current Development Charges By-law was set to expire in June of 2020. However, as a result of the pandemic and ensuing Ontario Government Regulation, the Municipality’s 2015 Development Charges By-law remains in effect.

Before adopting a new Development Charges By-Law, the Municipality is required (as per Section 10(1) of the *Development Charges Act, 1997*), to complete a new Background Study in order to identify services to which the Development Charges will relate. The new Background Study shall “outline the increase in need for a service that is the result of growth, summarize the net growth-related capital costs of services for which a Development Charge will be collected, and determine the capital costs of the services that will be incurred during the term of the implementing Development Charges By-Law”.

As such, the Nation Municipality retained ZanderPlan Inc. (in cooperation with Clem Pelot Consulting and Jp2g Consultants Inc.) in early 2020 to undertake the preparation of the required Background Study and prepare the Nation’s new Development Charges By-Law. A draft Background Study was tabled in April 2020 but the public consultation process was suspended due to the pandemic. The draft Background Study has now been updated with information from 2020 and 2021 provided by the Municipality and the consultants. The following Report has been prepared by the consultant team, to support Council’s adoption of a new Development Charges By-Law in 2022.

2.0 DEVELOPMENT CHARGES: LEGISLATIVE BASIS, POLICY AND PROCEDURE

Development charges are used to recover some of the capital costs associated with residential and non-residential growth within the Municipality. The *Development Charges Act, 1997* as amended, enables municipalities to enact by-laws to impose development charges against lands to be developed to pay for

growth-related capital costs for municipal services. A municipality must complete a development charge background study and hold at least one public meeting before passing a development charge by-law.

2.1 IMPACT OF BILL 108 (2019), BILL 197 (2020), and BILL 109 (2022)

The *More Homes, More Choice Act, 2019 (Bill 108)* was intended to make housing more affordable and increase the housing supply in Ontario by limiting and providing certainty about municipal costs and development charges imposed on construction. The changes resulting from the *More Homes, More Choice Act, 2019* meant that municipalities would have two primary funding streams in the future to pay for increased services due to new development: development charges and community benefits charges.

Some key changes were made to the *Development Charges Act, 1997* with the enactment of Ontario's *Bill 108 More Homes, More Choice Act* (Schedule 3) in June of 2019. Bill 108 also introduced new Community Benefit Charges (CBC's) under the *Planning Act* (Schedule 12).

The Ontario Government's Bill 197 (An Act to amend various statutes in response to COVID-19 and to enact, amend and repeal various statutes) received Royal Assent in July 2020. Bill 197, the COVID-19 Economic Recovery Act, resulted in changes to the More Homes, More Choice Act, 2019, the Development Charges Act, 1997 and the Planning Act (relating to community benefits charges). The changes are meant to implement the continued goal in Ontario that "growth will pay for growth."

In 2022, the Government passed Bill 109 (the More Homes for Everyone Act). This legislation was introduced by the Government in March 30, receiving Royal Assent on April 13th, 2022. The Act includes several legislative changes, some taking effect immediately while others coming into force on July 1, 2022 or January 1, 2023. Bill 109 includes changes to the Planning Act and the Development Charges Act in Ontario.

2.1.1 DEVELOPMENT CHARGES ACT, 1997

Schedule 3 of *Bill 197* amended the *Development Charges Act* and repealed/ replaced certain amendments made by the *More Homes, More Choice Act* to the *Development Charges Act*. The list of services in subsection 2(4) of the *Development Charges Act* for which a development charge can be imposed was expanded from the list that was included in the *More Homes, More Choice Act*.

Municipal Services Eligible for Development Charges

As a result of Bill 197, all of the services included in the Nation's 2015 Development Charges Bylaw are eligible to be included in the next DC Bylaw. Subsection 2(4) of the *Development Charges Act* now includes the following eligible services that are relevant to the Nation Township:

- Water supply services, including distribution and treatment services
- Waste water services, including sewers and treatment services
- Storm water drainage and control services
- Services related to a highway as defined in subsection 1(1) of the *Municipal Act, 2001*
- Electrical power services

- Transit services
- Waste diversion services
- Policing services
- Fire protection services
- Ambulance services
- Services provided by a Board within the meaning of the *Public Libraries Act*
- Services related to long term care
- Parks and recreation services, but not the acquisition of land for parks
- Services related to public health
- Child care and early years programs and services
- Housing services
- Services related to proceedings under the *Provincial Offences Act*
- Services related to emergency preparedness

Timing for payment of Development Charges for certain types of development

As a result of the *More Homes, More Choice Act*, a new section 26.1 was added to the *Development Charges Act* setting out rules for when a development charge is payable in respect of rental housing, institutional development, and non-profit housing. Unless certain exceptions apply, the charge shall be paid in annual instalments (21 instalments in the case of non-profit housing development, and six instalments in the case of the other types). The instalments begin on the date of issuance of an occupancy permit or the date the building is first occupied, whichever comes first. Section 52 is amended to set out equivalent rules in respect of these five types of development in the context of non-parties to a front-ending agreement.

When the amount of a Development Charge is determined

Important changes have been introduced that affect when the amount of a development charge shall be determined. Also as a result of the *More Homes, More Choice Act*, a new section 26.2 was added to the *Development Charges Act* setting out these new rules. The amount is determined based on the date of an application under Section 41 of the *Planning Act* (Site Plan Control) or, if there is no such application, on the date of an application under Section 34 of the *Planning Act* (zoning by-laws). If neither such application has been made, the amount continues to be determined in accordance with Section 26 of the *Act*, at the time of issuance of a building permit. If a specified period of time has elapsed since the approval of the relevant application, the amount continues to be determined in accordance with Section 26 of the *Act*.

Bill 109 introduced minor changes to the Development Charges Act which now require annual reporting by the treasurer to the public regarding development charges and associated reserve funds. These changes are intended to improve transparency to the public.

2.1.2 PLANNING ACT

There are also several changes to the *Planning Act* resulting from *Bill 108* (Schedule 12), *Bill 197* (Schedule 17) and *Bill 109* (Schedule 5). For the purposes of this study, the focus is on Section 37 of the *Planning Act*. As a result of the *More Homes, More Choice Act in 2019*, height and density bonusing provisions under Section 37 of the *Planning Act* were replaced with a new Community Benefits Charge (CBC) framework. Bill 197 resulted in further changes in 2020 to the *Planning Act*, relating to community benefits charges (sections 37 and 37.1) as well as to the parkland conveyance policies (section 42). Also, a new subsection 2(4.1) of the *Development Charges Act* sets out the relationship between development charges and the community benefits charges that can be imposed under the *Planning Act*. Further changes and new policies were introduced under Bill 109, requiring regular review and reporting of any community benefit charges by-law that is in place.

Community Benefit Charges

Under the *Planning Act*, municipalities are only permitted to impose Community Benefit Charges (CBCs) for higher density residential development.

Bill 197 replaced Sections 37 and 37.1 of the *Planning Act* in 2020. The re-enacted Section 37 permits the council of a local municipality “to impose community benefits charges against land to pay for the capital costs of facilities, services and matters required because of development or redevelopment in the area to which the by-law applies”. Subsection 37(4) provides that a community benefits charge may not be imposed with respect to development or redevelopment of fewer than 10 residential units or in respect of buildings or structures with fewer than five stories. Subsection 37(5) of the *Planning Act* clarifies that municipalities may impose CBCs for both parkland purposes and for the services enumerated in the newly amended subsection 2(4) of the *Development Charges Act*. However, a municipality may not recover capital costs for the same service more than once. Essentially, CBCs can fund capital costs of municipal services that are not being recovered under a parkland by-law or a DC by-law.

Before passing a CBC by-law, the municipality must have a CBC strategy which identifies what will be funded by the charges and meets requirements in the regulation, including estimates of increased need for services or facilities attributable to the anticipated development which would be subject to the charge. These requirements appear similar to parts of what are addressed in the Development Charge study process.

Landowners can be allowed to provide in-kind contributions to be deducted from the CBCs owed under the by-law. Notably, CBC by-laws can be appealed to the LPAT. On appeal, the LPAT may either dismiss the appeal, repeal or amend the by-law, or order that the council of the municipality repeal or amend the by-law. As with the limitations on the LPAT powers on Development Charge appeals, the LPAT cannot increase a CBC, make it payable earlier, or change exemptions.

Pursuant to the CBC regulation, the amount of a CBC payable shall not exceed 5% of the value of land on the date of the first building permit. Section 37 sets up a process involving an exchange of appraisal reports to resolve disputes over the value of the land, with a third appraiser from a municipal roster, if required.

Based on the restrictions around Community Benefits Charges and their application to higher density housing only, this does not appear to be a tool that smaller municipalities such as the Nation Township will be using at this time.

2.2 APPLICATION OF THE DEVELOPMENT CHARGES BY-LAW

The Municipality has the right under Section 2, Subsection (1) of the *Development Charges Act, 1997* as amended to impose development charges to contribute to the cost of increased services that result from additional growth and development in the Municipality. As new households establish in the Municipality, new residents will place increasing pressure on the Municipality's services; the collection of Development Charges is intended to help offset these ongoing growth pressures. Under Section 2(2) of the *Development Charges Act, 1997* Development Charges can be applied as follows:

“A development charge may be imposed only for development that requires,

- (a) the passing of a zoning by-law or of an amendment to a zoning by-law under section 34 of the Planning Act;*
- (b) the approval of a minor variance under section 45 of the Planning Act;*
- (c) a conveyance of land to which a by-law passed under subsection 50 (7) of the Planning Act applies;*
- (d) the approval of a plan of subdivision under section 51 of the Planning Act;*
- (e) a consent under section 53 of the Planning Act;*
- (f) the approval of a description under section 9 of the Condominium Act, 1998; or*
- (g) the issuing of a permit under the Building Code Act, 1992 in relation to a building or structure.”*

As per Section 2(6), the Development Charges By-Law may also be applied to services that are provided outside the municipality, as well as the entire municipality or only part of it (Section 2(7)). In addition, more than one development charge by-law may apply to the same area (Section 2(8)). These policies are intended to give the Municipality greater flexibility to impose area-specific charges where applicable, or to apply the charges to services such as recreation and libraries that may be located outside the Municipality's geographic boundaries. Historically in the Nation Municipality, there has only been one applicable Development Charge.

2.3 EXEMPTIONS AND INELIGIBILITY

Section 2(3) outlines instances in which a Development Charge shall not apply, where the purpose of the development in question is to:

- (a) permit the enlargement of an existing dwelling unit; or*
- (b) permit the creation of up to two additional dwelling units as prescribed, subject to the prescribed restrictions, in prescribed classes of existing residential buildings.*

Section 3.1 of the Act also notes the following:

(3.1) The creation of a second dwelling unit in prescribed classes of proposed new residential buildings, including structures ancillary to dwellings, is, subject to the prescribed restrictions, exempt from development charges. 2019, c. 9, Sched. 3, s. 2.

Additional provisions related to second dwelling units have also been included in Ontario Regulation 82/98 which is associated with the *Development Charges Act*. The Regulation indicates that, for the purposes of interpreting Section 2(3)(b) of the *Act* which is described above, the following exceptions shall apply to the creation of additional dwelling units:

Item	Name of Class of Existing Residential Building	Description of Class of Existing Residential Buildings	Maximum Number of Additional Dwelling Units	Restrictions
1.	Existing single detached dwellings	Existing residential buildings, each of which contains a single dwelling unit, that are not attached to other buildings.	Two	The total gross floor area of the additional dwelling unit or units must be less than or equal to the gross floor area of the dwelling unit already in the building.
2.	Existing semi-detached dwellings or row dwellings	Existing residential buildings, each of which contains a single dwelling unit, that have one or two vertical walls, but no other parts, attached to other buildings.	One	The gross floor area of the additional dwelling unit must be less than or equal to the gross floor area of the dwelling unit already in the building.
3.	Existing rental residential buildings	Existing residential rental buildings, each of which contains four or more dwelling units.	Greater of one and 1% of the existing units in the building	None
4.	Other existing residential buildings	An existing residential building not in another class of residential building described in this table.	One	The gross floor area of the additional dwelling unit must be less than or equal to the gross floor area of the smallest dwelling unit already in the building.

The following table is also included in Ontario Regulation 82/98, setting out “the name and description of the classes of proposed new residential buildings that are prescribed and the restrictions for each class.”

Item	Name of Class of Proposed New Residential Buildings	Description of Class of Proposed New Residential Buildings	Restrictions
1.	Proposed new detached dwellings	Proposed new residential buildings that would not be attached to other buildings and that are permitted to contain a second dwelling unit, that being either of the two dwelling units, if the units have the same gross floor area, or the smaller of the dwelling units.	<p>The proposed new detached dwelling must only contain two dwelling units.</p> <p>The proposed new detached dwelling must be located on a parcel of land on which no other detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling would be located.</p>
2.	Proposed new semi-detached dwellings or row dwellings	Proposed new residential buildings that would have one or two vertical walls, but no other parts, attached to other buildings and that are permitted to contain a second dwelling unit, that being either of the two dwelling units, if the units have the same gross floor area, or the smaller of the dwelling units.	<p>The proposed new semi-detached dwelling or row dwelling must only contain two dwelling units.</p> <p>The proposed new semi-detached dwelling or row dwelling must be located on a parcel of land on which no other detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling would be located.</p>
3.	Proposed new residential buildings that would be ancillary to a proposed new detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling	Proposed new residential buildings that would be ancillary to a proposed new detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling and that are permitted to contain a single dwelling unit.	<p>The proposed new detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling, to which the proposed new residential building would be ancillary, must only contain one dwelling unit.</p> <p>The gross floor area of the dwelling unit in the proposed new residential building must be equal to or less than the gross floor area of the detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling to which the proposed new residential building is ancillary.</p>

These recent legislative changes provide greater opportunity for homeowners to establish additional dwelling units within their homes, without any Development Charges impacts. This is consistent with the Provincial directive in recent years to allow for a greater range of housing types including secondary dwellings and secondary dwelling units. This change will need to be considered in the future application of Development Charges for the Nation Municipality and will also need to be considered when the Municipality undertakes its next Official Plan review.

The *Development Charges Act, 1997* sets out the following exemptions from the Development Charges By-Law:

- (a) Second dwelling units in new residential buildings (section 3.1)
- (b) lands owned by a municipality or a board as defined in the *Education Act*; and
- (c) various exemptions for industrial development (Section 4)

As required by the legislation, this background study itemizes both the quantity and quality of municipal assets within all eligible service categories to determine the level at which service has been provided in the Municipality over the last ten years. The DCA stipulates that the increase in the need for service attributable to anticipated development “must not include an increase that would result in the level of service exceeding the average level of that service provided in the municipality over the 10-year period immediately preceding the preparation of the background study required under section 10” “(s.5(1)(4)). The historic 10-year average service levels thus form the basis for the future development charge for each eligible service category. The calculated service level determines the maximum amount of future capital costs that may be funded through development charges over the planning period under review.

2.4 DEVELOPMENT CHARGES BACKGROUND STUDY

Section 10(1) of the *Development Charges Act, 1997* indicates that: *'Before passing a development charge by-law, the council shall complete a development charge background study'*.

In preparing a Background Study to support a new Development Charges By-Law for the Municipality, and in order to make an appropriate recommendation for a new Development Charge rate, it is necessary to evaluate historic building permit activity and population data, and establish the level of service that residents of the Municipality have enjoyed in each of the affected service areas over the previous period. Through an analysis of the historic information and the expected expenditures in each of the service areas, it is possible to calculate the total amount of Development Charge that the Municipality can apply to the expansion of those services in the future.

2.4.1 BACKGROUND STUDY METHODOLOGY

Section 5(1) of the *Development Charges Act, 1997* prescribes the method by which the Municipality is to determine the development charges it intends to implement. These steps for calculation include the following:

1. Estimate the amount, type and location of development;
2. Estimate the increase in need for service attributable to the anticipated development;
3. Indicate Council's intention to ensure such an increase in need will be met;
4. Exclude an increase that would result in the level of service exceeding the average level of that service provided over the 10-year period immediately preceding the background study;
5. Reduce the increase in the need for service by the part of that increase that can be met using the municipality's excess capacity;
6. Reduce the increase in the need for the service by the extent to which an increase in service would benefit existing development or by the ability of existing services to meet the needs through existing capacity;
7. Estimate the capital costs necessary to provide the increased services, reduced by capital grants, subsidies, and other contributions.
8. Develop rules to determine if a development charge is payable; and
9. Develop rules to provide for full or partial exemptions for types of development and the phasing in of development charges, as well as the indexing of development charges.

Moreover, there are particular items which must be included in a Development Charges Background Study, in order to provide the context for the associated calculations and recommended rates. As per Section 10(2) of the *Development Charges Act, 1997*, the following information must be included in the study:

(a) the estimates under paragraph 1 of subsection 5 (1) of the anticipated amount, type and location of development;

(b) the calculations under paragraphs 2 to 8 (Note: to be changed to "2 of 7" upon proclamation by the Lieutenant Governor)

of subsection 5 (1) for each service to which the development charge by-law would relate;

(c) an examination, for each service to which the development charge by-law would relate, of the long term capital and operating costs for capital infrastructure required for the service;

(c.1) unless subsection 2 (9) or (11) applies, consideration of the use of more than one development charge by-law to reflect different needs for services in different areas;

(c.2) an asset management plan prepared in accordance with subsection (3); and

(d) such other information as may be prescribed. 1997, c. 27, s. 10 (2); 2015, c. 26, s. 5 (1).

The following services will be included in the Nation Municipality’s 2020 Development Charges Study:

- General Government (Studies)
- Library
- Recreation
- Public Works
- Fire Protection

Detailed descriptions for these services are included in Section 4 below. Once the Background Study is complete, the *Development Charges Act, 1997* outlines specific public notification and appeal processes which must be followed. According to Section 11, “A development charge by-law may only be passed within the one-year period following the completion of the development charge background study”.

Prior to passing the By-Law, the municipality must host at least one public meeting and give the public at least twenty days of notice prior to this meeting, while also making the by-law and background study available to the public. Section 10(4) of the *Act* indicates that “the council shall ensure that a development charge background study is made available to the public at least 60 days prior to the passing of the development charge by-law and until the by-law expires or is repealed by posting the study on the website of the municipality or, if there is no such website, in the municipal office.” In addition, the public must be notified of the relevant opportunities for appeal to the Local Planning Appeal Tribunal.

2.5 BY-LAW DURATION

Once all official processes ensue and the By-Law is adopted, the Development Charges By-Law is valid for a period of not more than five years after it comes into effect (Section 9(1)). Council may choose to repeal or revise the By-law during that time, as circumstances change.

2.6 NOTIFICATION PROCESS

In order to pass the proposed Development Charges By-Law, the Background Study must be presented to the public in at least one duly advertised public meeting for which the public has been given at least twenty (20) days advance notice. As noted above, Council must also ensure that the proposed By-Law and Background Study are made available to the public at least sixty days before the adoption of the DC Bylaw. If Council approves the By-Law, the public must be given forty (40) days of notice of the adoption, commencing the day after the By-Law is adopted.

2.7 APPEAL PROCESS

According to Section 14 of the *Development Charges Act, 1997*:

“Any person or organization may appeal a development charge by-law to the Ontario Land Tribunal by filing with the clerk of the municipality on or before the last day for appealing the by-law, a notice of appeal setting out the objection to the by-law and the reasons supporting that objection”.

The last day for an appeal of a Development Charges By-Law is forty (40) days after the day the By-Law is passed by Council (Section 13(1)). Should any person or organization choose to appeal, the appeal is submitted to the Ontario Land Tribunal by the Clerk within 30 days of the last day of appeal (Section 15(2)). The Tribunal may hold a hearing to determine whether the appeal is to be heard or dismissed in whole or in part, may order the municipality to repeal or amend the by-law, or may repeal or amend it in a way satisfactory to the Tribunal (Section 16(3)). The Tribunal will also decide who will be given notice of the hearing and in what manner (Section 16(2)).

Should the Ontario Land Tribunal appeal or amend the Development Charges By-Law, the municipality shall refund any development charges paid under the by-law, or the difference between a charge paid within 30 days after the Board’s order, or 30 days after the repeal or amendment by Council (Section 18(1), Section 19(2)).

2.8 COMPLAINT PROCESS

In addition to an appeal, a property owner may make an official complaint to the Council of the Municipality in the following circumstances:

- (a) *“the amount of the development charge was incorrectly determined;*
- (b) *Whether a credit is available to be used against the development charge, or the amount of the credit or the service with respect to which the credit was given, was incorrectly determined; or*
- (c) *there was an error in the application of the development charge by-law” (Section 20(1)).*

This complaint must be made no longer than 90 days after the day of the charge is paid, must be in writing, and must include the complainant’s name, mailing address, and reasons for the complaint (Section 20(2); Section 20(3)). Council shall hold a hearing and allow an opportunity for the complainant to make representations, and the Clerk shall mail notice of the Council’s decision and notify the complainant of the last day to appeal the decision (40 days after the decision is made) (Section 21(2); Section 21(1)). Further appeals can be made to the Local Planning Appeals Tribunal.

2.9 ANNUAL REPORTING

Bill 109, the *More Homes for Everyone Act, 2022*, has introduced a requirement for the municipal treasurer to publish an annual statement for the public’s review. Section 43 of the *Development Charges Act* already includes an annual reporting requirement to Council; the amendments to the *Act* now require the municipality to make this annual report available to the general public on the municipality’s website or, if there is no website, for the public’s review in the municipal office.

3 POPULATION AND GROWTH PROJECTIONS

3.1 DEMOGRAPHIC ANALYSIS AND POPULATION GROWTH

3.1.1 DEMOGRAPHIC ANALYSIS

A UCPR report prepared by Hemson in February of 2022 anticipates a fairly modest population growth on a County-wide basis, to a total of 110,170 residents by 2031 (representing an annual growth rate between 1% and 1.4%). The anticipated population growth in the Nation is likely to be similar over the period of 2022 to 2031.

According to the 2021 Census, the Nation’s population increased by 4.2% between 2016 and 2021, to a total population of 13,350. This growth rate was much lower than the previous 10 year period, with Census data indicating a 9.4% growth in the Nation’s population between 2006 and 2011 and a 9.8% increase in population between 2011 and 2016. So, in the ten years preceding 2016, the Nation’s population growth was more than double that of the Province of Ontario (4.6% between 2011 and 2016). However, from 2016 to 2021, Ontario’s population grew by 5.8% as compared to 4.2% growth for the Nation. Therefore, the Nation’s population has been growing at a lower rate than the Provincial average for the past five years.

According to Census data, the number of persons per household in The Nation remains consistent, averaging 2.6 persons/ household (all dwelling types combined) from 2006 to 2021. The Municipality’s population and household data for the period from 2011 to 2021 is shown in Table 1 below. The Table illustrates a modest decline in the number of new private dwellings built in the Nation since 2016, with an annual population growth rate between 1% and 1.5%; nonetheless, the Nation Municipality is continuing to experience moderately higher than average growth as compared to the County.

YEAR	POPULATION	POPULATION GROWTH OVER 5 YEARS	NEW PRIVATE DWELLINGS	TOTAL PRIVATE DWELLINGS	PERSONS PER HOUSEHOLD
2011 Census	11,668	9.4%	N/A	4,432	2.6
2016 Census	12,808	9.8%	485	4,917	2.6
2021 Census	13,350	4.2%	342	5,259	2.6

3.1.2 POPULATION GROWTH PROJECTION

Three sources of data were used to project the number of persons and households in the Nation for the ten year period from 2022 to 2031 (depicted in Table 2): the historical Census data displayed in Table 1, the forecast in the 2022 Hemson report to UCPR and the number of anticipated new dwellings provided by Municipal staff.

The rate of population growth anticipated for the Nation Municipality is 1.25% annually for the next ten years. This aligns with the rate of growth reported between 2016 and 2021 in the Census and is slightly

higher than the population forecast for The Nation contained in the 2022 Hemson report to UCPR. A constant average household size of 2.6 persons/ household was also assumed in this calculation. This is seen as a conservative but reasonable projection based on historic trends.

It is therefore expected that the Municipality will experience 1.25% average annual growth in its population, attaining a total population of 15,116 residents and 5,919 households by the end of 2031.

TABLE 2: THE NATION MUNICIPALITY POPULATION GROWTH PROJECTION (2022 – 2031)				
YEAR	POPULATION	NEW PRIVATE DWELLINGS	NUMBER OF HOUSEHOLDS	PERSONS/HOUSEHOLD
2021	13,350 (Census)		5,259 (Census)	2.6
2022	13,517	66	5,325	2.6
2023	13,686	66	5,391	2.6
2024	13,758	66	5,457	2.6
2025	13,857	66	5,523	2.6
2026	14,206	66	5,589	2.6
2027	14,383	66	5,655	2.6
2028	14,563	66	5,721	2.6
2029	14,745	66	5,787	2.6
2030	14,929	66	5,853	2.6
2031	15,116	66	5,919	2.6

3.2 BUILDING PERMIT ACTIVITY

The *Development Charges Act* requires municipalities to forecast the amount, type and location of new development during the established planning periods so that the required capital needs may be properly identified. The development forecast included in this study is based on a ten-year (2022 to 2031) planning period for all services. The residential forecast includes estimates of population and housing unit growth by unit type.

3.2.1 NEW RESIDENTIAL BUILDING PERMIT ACTIVITY

New residential development in the Nation was been relatively constant over the past five years, as it relates to new single family dwellings and semi-detached homes. Residential development was slightly higher than average in 2017, due to the number of apartments and multiple dwellings built that year.

Table 3 depicts residential development in the Nation from 2017 to 2021; it excludes permits issued for demolitions and permits issued for renovations/ construction projects for existing homes (decks, garages, pools, sheds, etc). The five year period resulted in 318 new dwelling units (an average of 64 new homes per year) and \$956,069 in Development Charges collected by the Municipality.

TABLE 3: RESIDENTIAL BUILDING PERMIT ACTIVITY: 2017-2021						
YEAR	NEW SINGLE FAMILY DWELLINGS	NEW SEMI-DETACHED DWELLINGS	NEW ROW-HOUSE DWELLINGS	APARTMENT OR MULTIPLE DWELLINGS	TOTAL NEW DWELLINGS	DEVELOPMENT CHARGES COLLECTED
2017	43	4	6	21	74	\$192,007
2018	33	8	1	11	53	\$168,086
2019	29	14	8	0	51	\$157,238
2020	35	10	6	12	63	\$184,469
2021	34	22	20	1	77	\$254,269
TOTAL	174	58	41	45	318	\$956,069

3.2.2 COMMERCIAL/INDUSTRIAL BUILDING PERMIT ACTIVITY

The Nation Municipality experienced moderate growth for non-residential projects from 2017 to 2019, but there was a significant increase in the number of projects in 2020 and 2021. Table 4 summarizes new non-residential development (excluding renovations) in the Nation Municipality from 2017 to 2021.

TABLE 4: THE NATION MUNICIPALITY COMMERCIAL AND INDUSTRIAL ACTIVITY (2017-2021)				
YEAR	VALUE OF NEW CONSTRUCTION AS INDICATED BY APPLICANT	NUMBER OF PERMITS	SQUARE FOOTAGE OF NEW CONSTRUCTION	DEVELOPMENT CHARGES COLLECTED
2017	\$1,750,000	5	8,307	\$8,554
2018	\$217,000	2	14,836	\$11,797
2019	\$856,000	8	11,801	\$0*
2020	\$11,103,100	33	190,002	\$0
2021	\$10,485,000	15	106,208	\$0
TOTAL	\$24,411,100.00	63	331,154	\$20,351

* Municipal Council suspended development charges for non-residential development in 2019

The average square footage of new construction for non-residential activity in the Nation Municipality from 2017 to 2021 was 66,231 square feet per year.

Municipal Council made the decision to discontinue the collection of development charges for non-residential growth effective January 1, 2019. New commercial development is needed in Limoges to expand services to local residents and waiving Non-Residential Development Charges was intended to stimulate this development.

3.2.3 BUILDING PERMIT ACTIVITY FORECAST

The Nation Municipality's residential development has been relatively strong over the past ten years and is expected to continue for the coming ten year period, as the Municipality continues to grow. Over the next ten year period, a total of 660 new residential dwellings are anticipated, resulting in 1,766 additional residents in the Municipality by the year 2031; this represents a similar rate of growth as compared to the past five years.

Key residential development projects are anticipated in the Nation Municipality for the coming ten years as listed below. All but one of these developments is located in Limoges:

- L'Erabliere Subdivision (31 row houses) 2021*
 - Parc Des Dunes Phase 2 (61 singles/134 semi-detached/78 row houses/44 apartments) 2021*
 - Garland Subdivision (143 single family/24 semi-detached/76 row houses/132 apartments) 2021*
 - L'Erabliere Tower (33 apartments) 2023*
 - LGN Subdivision Phase 2 in St-Albert (36 apartments/30 semi-detached) 2024*
 - Lauzon Subdivision (160 singles/220 semi-detached/140 row houses/36 apartments) 2024*
 - South Indian Phase 3 (100 singles, 40 semi-detached, 16 row houses) 2025*
- (*anticipated construction of first homes)

It is recommended that the Nation Municipality's projected new residential permit activity be based on a total of 660 units over the next ten year period. This projection is based on residential building permit activity from 2017 to 2021, the projected rate of population growth of 1.25% annually and information provided by Municipal staff about anticipated future residential development.

It is notable that recent legislative changes in Ontario have allowed for the construction of additional apartments in existing residential dwellings which are exempt from Development Charges. While this newer form of construction is difficult to quantify at this time, it may result in additional new residents to the Municipality.

Based on the growing rate of new non-residential (commercial/ industrial) building permit activity over the period of 2017 to 2021, it is recommended that the Nation Municipality's projected new non-residential building permit activity be based on 36,000 square feet per year over the next ten year period.

4 ELIGIBLE CAPITAL EXPENDITURES AND MUNICIPAL SERVICE STANDARDS

ELIGIBLE PROJECTS

The *Development Charges Act, 1997* sets out the Municipal services to which a Municipality may impose a Development Charge. These charges are intended to cover increasing capital costs associated with the services which result from population growth in the Municipality.

A 2022-2031 capital program has been included in this background study for each of the Nation Municipality's development charge service categories. Each program identifies the capital projects that will be required to service the Municipality as it grows over the next 10 years. Most of the growth-related capital projects have been reviewed and approved by Municipal Council and were based on previous development charge studies, available master planning documents, and servicing needs stated in secondary plans, as well as discussions with staff. The forecast details the growth-related projects and gross costs, as well as their net capital costs, after making a number of required deductions, including alternative funding sources, capital grants, service discounts, and non-growth-related shares, as required by the *Development Charges Act*.

The Nation Municipality's available development charge reserves are applied to capital projects within each service category. All positive reserve balances are assumed to fund a share of future project costs, thereby reducing the total amount to be funded by future DCs. All negative reserve balances are included in the capital program such that recovery of the balance can be sought through the development charges for the coming ten year period.

The final adjustment to the 2022-2031 capital program is a reduction of 10 per cent of net project costs for particular services as specified by S. 5(1)8 of the DCA. Within this background study, the 10 per cent mandatory discount has been applied to Library and Recreation services. The 10 per cent discount does not apply to Fire Protection Services or Public Works.

AVERAGE LEVEL OF SERVICE

Section 5(1)(4) of the *Development Charges Act* notes that the proposed development charge "... must not include an increase that would result in the level of service exceeding the average level of that service provided in the municipality over the 10-year period immediately preceding the preparation of the background study."

Accordingly, Average Service Levels have been determined for each of the service categories included in this study.

ASSET MANAGEMENT PLAN

The *Development Charges Act* (Section 10(c.2)) requires that the background study includes an Asset Management Plan related to new infrastructure. Section 10 (3) of the *Act* stipulates that the Asset Management Plan shall deal with all assets whose capital costs are proposed to be funded under the development charge by-law and demonstrate that all the assets are financially sustainable over their full life cycle.

Municipal staff at the Nation are currently working on a comprehensive new Asset Management Plan, which will be completed in 2022. As a result, the preparation of this background study has relied upon the 2014 Asset Management Plan provided by the Municipality.

4.1 GENERAL GOVERNMENT

The *Development Charges Act* does not permit the collection of development charges for general administration, administration buildings or daily government activities. However, development charges can be collected towards the preparation of growth-related studies such as Development Charges Background Studies and Official Plan updates.

4.1.1 GENERAL GOVERNMENT AVERAGE SERVICE LEVEL

Over the past ten years, the Nation Municipality completed a review of the Official Plan and two Development Charge Background Studies. The same three studies are anticipated over the ten year horizon covered by this background study. The full cost of growth related studies can be recovered through Development Charges.

4.1.2 GENERAL GOVERNMENT – ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

2023	Official Plan Review and Update (Limoges and St Isidore, \$35,000)
2026	Development Charges Background Study (\$30,000)
2031	Development Charges Background Study (\$30,000)

General Government: \$95,000 eligible for Development Charges 2022-2031

General Government: \$47,500 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

4.2 FIRE DEPARTMENT

The Nation Fire Department provides a range of programs designed to protect the lives and property of residents and visitors, including from the adverse effects of fires, sudden medical emergencies or exposure to dangerous conditions. Key services include fire prevention, public education, rescue and suppression.

On January 1st 2014, the Nation Municipality hired its first full time Fire Chief and established a Deputy Fire Chief position. Since 2001, a shared services agreement has been in place by which the Casselman Fire Department responds to emergencies in those parts of the Nation Municipality immediately surrounding the Village of Casselman (By-law 63-2016). The Nation Fire Department has a complement of 85 firefighters.

A new Master Fire Plan 2021-2025 was prepared to provide a framework to guide future policy, organizational, capital and operational planning decisions for The Nation Fire Services. The plan was formally approved by Council on February 28, 2022 and several of the recommended capital projects were identified by Municipal staff for inclusion in the new Development Charges study.

4.2.1 FIRE STATIONS

The Nation Fire Department provides fire protection services from five fire stations:

Fire Station 100 in St-Isidore was built in 1988 and renovated in 2018. It is 6,650 square feet with two front bays and has a 2022 assessed value of \$428,000.

Fire Station 200, located adjacent to the Caledonia Community Centre in St-Bernardin, was built in 2000 and additional space was constructed in 2016. It is 2,570 square feet with two bays and a hose tower. Fire Station 200 has a 2022 assessed value of \$112,726.

Fire Station 300 in Fournier was built in 1993 and shares the site with the Public Works Department's Depot and office space. It is 3,670 square feet with three front bays and two back bays. Fire Station 300 has a 2022 assessed value of \$369,653.

Fire Station 400 in St-Albert was built in 1975. It is 2,750 square feet with two bays and has a 2022 assessed value of \$118,000.

Fire Station 500 in Limoges was built in 2012. It is 9,000 square feet with 3 front bays and two back bays. Fire Station 500 has a 2022 assessed value of \$780,000.

The total 2022 assessed value for all five Nation Fire Stations is \$1,808,379.

The new Fire Master Plan 2021-2025 included the following recommendations relating to Fire Stations:

Recommendation #13: It is recommended that planning commence immediately to bring a design proposal for Council’s Consideration to replace Station 400 with a new, two single bay satellite fire station (estimated construction cost of \$3M plus land).

Recommendation #14: It is recommended that the Station 100 Public Works Bay be transferred to the Fire Department and a design proposal be developed to remove the partition between the bays and any other renovations required to provide adequate decontamination and bunker gear storage for Council’s consideration.

Recommendation #17: It is recommended a specific OG procedure be developed for Station 400 to address parking as well as for starting, moving and backing apparatus recognizing the extremely limited apron space and minimal clearances between walls and apparatus bay doors.

4.2.2 FIRE DEPARTMENT VEHICLES AND EQUIPMENT

The Nation Fire Department maintains a fleet of 15 vehicles and a range of equipment to meet the needs of the Municipality. Table 5 lists Fire Department vehicles for the five Fire Stations, with estimated 2022 replacement costs.

TABLE 5: THE NATION MUNICIPALITY’S FIRE DEPARTMENT 2022 VEHICLE REPLACEMENT SCHEDULE						
Unit #	Vehicle Type	Model of Vehicle	Year of Vehicle	Years of Service	Replacement Year	Estimated 2022 Replacement Cost
T-100	Tanker St Isidore	International	2009	13	2039	\$376,520
T-200	Tanker St Bernardin	International	2006	16	2036	\$354,803
T-300	Tanker Fournier	GMC Topkick	2001	21	2031	\$321,356
T-400	Tanker St Albert	International	2012	10	2036	\$354,803
T-500	Tanker Limoges	International	2003	19	2027	\$354,803
6104	Pick Up Fire Chief	Ford XLT 150	2014	8	2023	\$63,672
R-100	Rescue St Isidore	International	2015	7	2040	\$278,174

P-100	Pumper St Isidore	P-100 International /2000	1999	23	2023	\$636,725
P-200	Pumper St Bernardin	International	2010	10	2040	\$891,568
P-300	Pumper Fournier	Freightliner	1996	26	2029	\$717,056
P-400	Pumper St Albert	International	1999	23	2029	\$717,056
P-500	Pumper Limoges	International	2002	20	2032	\$760,945
R-500	Rescue Limoges	International	2016	4	2041	\$421,620
S-500	Rehab vehicle	Ford Econoline	2001	21	2026	\$247,756
Total 2022 replacement cost for Existing Fire Department Vehicles.....						\$6,496,857

Firefighter equipment and equipment on fire vehicles is estimated at \$125,000 per station or \$625,000 for the five fire stations.

4.2.3 FIRE DEPARTMENT AVERAGE SERVICE LEVEL

The total replacement cost for the Nation Fire Department vehicles in 2022 dollars is \$6,496,857. The 2022 replacement cost for fire truck/ firefighter equipment is \$625,000 and the five Fire Station buildings have a 2022 assessed value of \$1,808,379. In total, the 2022 replacement cost for the Nation Municipality’s Fire Department is **\$8,930,236**. Therefore, the average service level for fire protection services in the Nation Municipality in 2020 is \$662 per capita. This is determined by dividing the 2022 replacement cost (\$8,930,236) by the number of Nation residents in 2022 (13,517).

4.2.4 FIRE DEPARTMENT – ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

The new Fire Master Plan 2021-2025 recommends that the Nation Fire Department develop an apparatus replacement schedule based on a 20 year replacement of apparatus. As a result, Municipal staff have determined that the following new vehicles will be needed:

TABLE 6: NATION FIRE DEPARTMENT ANTICIPATED CAPITAL EXPENDITURES					
YEAR	ITEM	VALUE (2022 DOLLARS)	GROWTH RELATED PORTION	NET ELIGIBLE COST	NOTES
2022	Light Rescue Truck	\$154,907	7.5%	\$11,618	
2023	New dry hydrant	\$7,000	20%	\$1,400	Seguinbourg, Corner of Route 400 / Ch Lemieux
2023	Replace Pumper Truck St. Isidore	\$636,725	7.5%	\$4,754	P-100
2023	Pick up truck	\$63,672	7.5%	\$4,775	For fire chief
2024	Replace Station 400	\$3,500,500	10%	\$350,000	A new, two single bay satellite fire station, cost includes land
2024	Breathing Apparatus	\$75,000	80%	\$60,000	10 new Firefighters in Limoges
2025	Firefighting Equipment	\$35,000	80%	\$28,000	10 new Firefighters in Limoges
2025	Firefighting Equipment for Fire Trucks	\$100,000	20%	\$20,000	Hoses, Hand tools, ladders, Ventilators fans, valves, nozzles
2025	New dry Hydrant	\$20,000	20%	\$4,000	In Limoges area
2026	New (additional) Pumper Truck	\$610,000	80%	\$488,000	Expand capacity of the Limoges Fire Station
2026	Replace Ford E450	\$247,756	7.5%	\$18,582	Rehab vehicle
2027	New Dry Hydrant	\$29,000	50%	\$14,500	Expand service for Innovation subdivision
2027	Replace Tanker Truck	\$354,803	7.5%	\$26,610	Limoges Tanker truck
2027	New (additional) Rescue Truck	\$225,000	80%	\$180,000	Expand capacity of the Limoges Fire Station
2029	Replace the St Albert Fire Hall	\$1,000,000	20%	\$200,000	Built in 1975
2029	Replace Pumper Fournier	\$717,056	7.5%	\$53,779	
2029	Replace Pumper St-Albert	\$717,056	7.5%	\$53,779	
2029	Purchase new 23M Ladder Truck	\$1,200,000	80%	\$960,000	For Station 500 Primarily to support growth
2030	Two new pick up trucks	\$80,000	80%	\$64,000	For two new positions (Deputy Chief & Chief in Service)
2031	Replace Tanker Truck	\$321,356	7.5%	\$24,102	Fournier Tanker purchased in 2001

2031	New Tanker Truck	\$300,000	80%	\$240,000	For Fire Station 400 (St-Albert) Primarily to support growth
TOTAL		\$10,394,831		\$2,807,899	

Fire Department Summary

Fire Department: \$2,807,899 eligible for Development Charges 2022-2031

Fire Department: \$1,403,949 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

4.3 PUBLIC WORKS

4.3.4 PUBLIC WORKS DEPARTMENT

The Nation Public Works maintains a fleet of heavy and small vehicles/equipment, yards, and roadways to meet the transportation needs of the Municipality. Table 7 lists public works item and the estimated 2022 replacement cost (using a 2% annual inflation from the 2014 estimate replacement costs shown within the Asset Management Plan for the Nation Municipality prepared by Public Sector Digest, dated December 14, 2014).

4.3.5 PUBLIC WORKS AVERAGE SERVICE LEVEL

The existing Public Works estimated replacement costs in the Nation are as follows:

TABLE 7: EXISTING PUBLIC WORKS EQUIPMENT				
Item	Asset Quantity	Unit	Estimated 2022 Replacement Cost	Average Level of Service
Arterial Roads	54	km	\$86,081,485	\$6,368
Collector Roads	380	km		
Sidewalks	20	km		
Traffic Signals	2	each	\$30,830,131	\$2,281
Bridges	27	each		
Large Culverts	18	each		
Culverts	812	each	\$3,514,978	\$260
Depots and Domes	2	each		
Trucks	62+	each	\$3,377,479	\$250
Heavy Equipment				
Small Vehicles				
Total			\$123,804,479	\$9,159

The total replacement cost for the Nation Public Works Department in 2022 dollars is estimated at \$123,804,479. **Therefore, the average service level for public works in the Nation Municipality in 2022**

is **\$9,159 per capita**. This is determined by dividing the 2022 replacement cost (\$123,804,479) by the number of Nation residents in 2022 (13,517).

4.3.6 ROAD SERVICES ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

A new Roads Planning list (2022 to 2031) prepared by Municipal staff was used to update the list of capital projects for Public Works in this section. Within this category, projects are considered eligible to collect a development charge if the project meets the following conditions:

- The road and sidewalk project must be as a direct result of growth.
- Maintenance operations (including normal re-construction as a result of wear and tear) are not eligible.
- Improvements that have a measurable benefit to the existing taxpayers must be discounted by the pro-rated value of that benefit.
- Only the cost of improving the road condition and not the complete re-construction cost is applicable.

If the above noted conditions are met for a project, the estimated cost for the anticipated road improvement is then calculated. The calculation is based on using “benchmark” costs for the various components relating to road construction, developed in consultation with the Nation Municipality.

Within the Nation Municipality, staff identified the major road projects that are anticipated to occur within the next 10 years. Table 8 below summarizes the estimated costs (including the portion that can be considered related to growth) for the capital projects identified by Municipal staff. Approximate road lengths were obtained from the 10-year road construction plan (2022-2031) prepared by the Nation Municipality.

At the present time, there are no Federal or Provincial funding programs known that would contribute to the capital cost of these projects. The projects mostly include reconstruction or resurfacing of the existing roads in order to meet the minimum desired level of service; however, a portion of all of the projects will involve widening and/or increasing the sub-surface of the road to meet increased traffic demands, a portion of which can be attributable to growth.

TABLE 8: ESTIMATED COST OF ROAD CAPITAL PROJECTS (PUBLIC WORKS)				
YEAR	DESCRIPTION	PROJECT TOTAL COST (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
2022	Concession 20 - reconstruct & paving	\$340,000.00	7.50%	\$25,500.00
	Concession 10 - 1500m - reconstruct & paving	\$335,000.00	7.50%	\$25,125.00
	Rue Gauthier - sidewalk - 220m	\$45,000.00	100.00%	\$45,000.00
	Rue Sabourin - curb and paving	\$58,000.00	7.50%	\$4,350.00
	Village Limoge - Rue des Pins - paving + curb	\$134,465.22	7.50%	\$10,084.89
		\$50,534.79	100.00%	\$50,534.79

TABLE 8: ESTIMATED COST OF ROAD CAPITAL PROJECTS (PUBLIC WORKS)				
YEAR	DESCRIPTION	PROJECT TOTAL COST (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
	Lavergne Rd. - 1500m - reconstruct & paving	\$200,000.00	7.50%	\$15,000.00
	Racette - 650m - reconstruct & paving	\$86,000.00	7.50%	\$6,450.00
	Rue Machabé - St-Albert (Sidewalk)	\$60,000.00	100.00%	\$60,000.00
	Mt Drouin Séquibourg - reconstruct & paving	\$185,000.00	7.50%	\$13,875.00
	Rue Savage - new construction (paved for trucks to do construction, will repave when subdivision done)	\$115,000.00	100.00%	\$115,000.00
2023	Concession 20 - reconstruct & paving	\$225,000.00	7.50%	\$16,875.00
	Concession 11 - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Ridge road - 2000m - resurfacing	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 10 - 1500m reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Calypso rd - 2000m - 5/8 & paving	\$124,151.70	25.00%	\$31,037.93
		\$25,848.30	100.00%	\$25,848.30
	Chemin Latour (rt 800 east) by-pass (reconstruct) paving	\$355,000.00	50.00%	\$177,500.00
	Route 700 West - reconstruct & paving	\$187,000.00	7.50%	\$14,025.00
	Route 700 East - 1000m - resurfacing	\$100,000.00	7.50%	\$7,500.00
	Lemieux rd - 1500m - resurfacing	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Route 300 East - 1500m - reconstruct & paving	\$187,000.00	7.50%	\$14,025.00
Pommainville rd - 2600m - Construction	\$100,000.00	25.00%	\$25,000.00	
2024	Concession 6 East - resurfacing - 400m	\$40,000.00	7.50%	\$3,000.00
	Concession 6 East - 1700m - reconstruct & paving	\$235,000.00	7.50%	\$17,625.00
	Concession 6 West - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Ridge road 2000m - resurfacing	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 19 - reconstruct & paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Concession 5 - 1000m reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Arena St. - Paving and Storm Sewer	\$250,000.00	7.50%	\$18,750.00
	Gagnon Rd. - 1000m - reconstruct & paving	\$113,130.16	7.50%	\$8,484.76
		\$41,869.84	100.00%	\$41,869.84
	Calypso rd - 2000m - 5/8 & paving	\$124,151.70	25.00%	\$31,037.93
		\$25,848.30	100.00%	\$25,848.30
	Baker rd – 1000m – reconstruct & paving	\$106,456.80	7.50%	\$7,984.26
		\$43,543.20	100.00%	\$43,543.20
	Route 700 East – 1000m - resurfacing	\$100,000.00	7.50%	\$7,500.00
Pommainville rd - 2600m - Construction	\$100,000.00	25.00%	\$25,000.00	
2025	Concession 6 West - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 19 - reconstruct & paving	\$125,000.00	7.50%	\$9,375.00
	Concession 17 East - 1700m - repave	\$125,000.00	7.50%	\$9,375.00

TABLE 8: ESTIMATED COST OF ROAD CAPITAL PROJECTS (PUBLIC WORKS)				
YEAR	DESCRIPTION	PROJECT TOTAL COST (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
	Concession 17 West – 2000m - 5/8 & paving each year	\$232,500.00	7.50%	\$17,437.50
	Concession 5 – 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 4 - 2800m - 5/8 & paving	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Ste-Rose South SDRD - 2700m - reconstruct & paving	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Village Limoge - Rue des Pins - paving & curb	\$134,465.22	7.50%	\$10,084.89
		\$50,534.79	100.00%	\$50,534.79
	Route 700 East - 1000m - resurfacing	\$100,000.00	7.50%	\$7,500.00
	Route 400 East - 1000m - reconstruct & paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Route 500 East - 3.4km - resurfacing	\$182,000.00	7.50%	\$13,650.00
Pommainville rd - 3350m - paving	\$92,000.00	7.50%	\$6,900.00	
2026	Skye rd - 1900m - reconstruct & paving	\$180,000.00	7.50%	\$13,500.00
	Concession 19 - reconstruct & paving	\$225,000.00	7.50%	\$16,875.00
	Concession 17 East - 1700m - repave	\$125,000.00	7.50%	\$9,375.00
	Concession 17 West - 2000m - 5/8 & paving each year	\$232,500.00	7.50%	\$17,437.50
	Concession 5 - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Rue Gauthier - paving - 220m	\$40,000.00	7.50%	\$3,000.00
	Concession 4 - 2800m - 5/8 & paving	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Ste-Rose South SDRD - 2700m - reconstruct & paving	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Village Limoge - Rue Linda - paving - 1300m	\$151,000.00	7.50%	\$11,325.00
	Route 700 East - 1000m - Resurfacing	\$100,000.00	7.50%	\$7,500.00
	Guerin rd - 1000m - reconstruct & paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Route 500 East - 3.4km - resurfacing	\$182,000.00	7.50%	\$13,650.00
	Pommainville rd - 3350m - Paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
2027	Concession 7 - resurfacing - 1500m	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Caledonia rd - 1500m - resurfacing	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Concession 6 West - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 11 - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Clemens road - 850m - reconstruct and paving	\$120,000.00	7.50%	\$9,000.00
	Scotch river road - resurfacing - 2500m	\$115,000.00	7.50%	\$8,625.00
	Concession 17 west - 2000m - 5/8 & paving each year	\$232,500.00	7.50%	\$17,437.50
	Concession 21 - 1250m - reconstruct & paving	\$145,000.00	7.50%	\$10,875.00
	Villeneuve - reconstruct & paving	\$167,000.00	7.50%	\$12,525.00
	Route 700 West - reconstruct & paving	\$205,000.00	7.50%	\$15,375.00
Pommainville rd - 3350m - Paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00	
2028	Concession 7 - resurfacing - 1500m	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00

TABLE 8: ESTIMATED COST OF ROAD CAPITAL PROJECTS (PUBLIC WORKS)

YEAR	DESCRIPTION	PROJECT TOTAL COST (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
	Caledonia rd - 1500m - resurfacing	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Concession 11 - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Scotch river road - resurfacing - 2500m	\$115,000.00	7.50%	\$8,625.00
	Concession 17 west - 2000m - 5/8 & paving each year	\$232,500.00	7.50%	\$17,437.50
	Desnoyers SDRD - 1400m - reconstruct & paving	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Guy St. - St-Isidore - repaving	\$120,000.00	7.50%	\$9,000.00
	Concession 16 - 1500m - reconstruct & paving	\$198,000.00	7.50%	\$14,850.00
	Route 600 west - resurfacing - 1500m each year	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
2029	Concession 7 - resurfacing - 1500m	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Caledonia rd - 1500m - resurfacing	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Concession 3 - 1800m - paving	\$93,000.00	7.50%	\$6,975.00
	Concession 16 - 1500m - reconstruct & paving	\$198,000.00	7.50%	\$14,850.00
	Calypso rd - 2000m - 5/8 & paving	\$154,561.70	7.50%	\$11,592.13
		\$32,938.30	100.00%	\$32,938.30
	Route 600 west - resurfacing - 1500m each year	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Route 400 west - resurfacing	\$190,000.00	7.50%	\$14,250.00
	Burelle rd – 1300m - paving	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Route 500 East - west of Lemieux rd - 1000m - resurface	\$120,000.00	7.50%	\$9,000.00
2030	Caledonia rd - 1500m - resurfacing	\$160,000.00	7.50%	\$12,000.00
	Chemin Mainville - 2580m - resurfacing	\$220,000.00	7.50%	\$16,500.00
	Concession 20 - reconstruct & paving	\$245,000.00	7.50%	\$18,375.00
	Concession 3 - 1800m - paving	\$93,000.00	7.50%	\$6,975.00
	Villeneuve - reconstruct & paving	\$142,000.00	7.50%	\$10,650.00
	Parent St - 1200m - reconstruct & paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Route 200 west (rue Pins) - 2300m - resurfacing	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Route 600 west - resurfacing - 1500m each year	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
2031	Concession 8 - resurfacing - 2000m	\$200,000.00	7.50%	\$15,000.00
	Scott rd - reconstruction and paving	\$85,000.00	7.50%	\$6,375.00
	Seguin rd - 1000m - reconstruction and paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Route 200 west (rue Pins) - 2300m - resurfacing	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Calypso rd - 2000m - 5/8 & paving	\$154,561.70	7.50%	\$11,592.13
		\$32,938.30	100.00%	\$32,938.30
Route 800 east - 1000m east of ct rd 7 resurfacing	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00	

In the case of the road projects listed in Table 8, the portion of the road improvements that includes widening of the road/sidewalk is considered a requirement due to growth in the Municipality and is therefore eligible for Development Charges. The total for the anticipated road projects is \$16,201,000. Of that, \$1,929,155 can be considered growth related. The percentage that has been attributed to growth based the anticipated growth rate of 7.5%, however some projects have more development related costs for widening (i.e. Calypso Road), which generates an overall growth-related rate of 11.91%.

Road Projects: \$1,832,030 can be attributed to growth

4.4.5 PUBLIC WORKS HOUSING FACILITIES ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

The Nation Municipality has constructed the Fournier Garage and Innovation Garage, which were both part of the 2010 and 2015 Development Charge studies. Within the 2010 DC study, it was anticipated that they would both have a 20-year DC charge for each project, however in the 2015 study the Fournier Garage is considered for a 10-year DC charge. Table 9 indicates the facility along with the growth-related DC amount (both initially and with the DC’s previously collected subtracted out). No other improvements or upgrades to public works housing facilities are planned in the next five-year period that is the subject of this Study.

TABLE 9: ESTIMATED COST OF HOUSING (PUBLIC WORKS)					
FACILITY	TOTAL COST PER APPROVED DC STUDY	APPROVED GROWTH RELATED RATE	AMOUNT RELATED TO GROWTH	DC'S PREVIOUSLY COLLECTED	REMAINING AMOUNT RELATED TO GROWTH
Innovation Garage: From 5 bay on Route 500w to 8 Bay related to Growth	\$1,500,000.00	80.00%	\$1,200,000.00	\$835,665.41	\$364,334.59
Fournier Garage	\$200,000.00	20.00%	\$40,000.00	\$22,146.35	\$17,853.65
TOTAL	\$1,700,000.00		\$1,240,000.00	\$857,811.76	\$382,188.24

Initially, the Municipality had \$1,240,000 that was growth related, however based on the DC’s collected, there is a balance of \$382,188 remaining that can be collected.

Public Works Facilities: \$382,188 can be attributed to growth

4.4.6 PUBLIC WORKS EQUIPMENT ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

Public Works equipment is also eligible for consideration for Development Charges. The Public Works equipment currently owned by the Municipality, as well as the anticipated year for future replacement (and 2022 replacement value where known) is listed in Table 10.

TABLE 10: ESTIMATED COST OF EQUIPMENT (PUBLIC WORKS)					
REPLACEMENT YEAR	TRANSPORTATION MAKE	Type	REPLACEMENT COST IN 2022 (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
Small Vehicles					
2022	New to replace 6057 that was transferred to environment Pick Up	Pick Up	\$39,770.89	7.50%	\$2,982.82
	¾ Tonne 4x4	Lg Pick Up	\$59,000.00	7.50%	\$4,425.00
	Ford Escape	Small SUV	\$32,640.00	7.50%	\$2,448.00
2023	2019 Chev. Silverado - Environment	Pick Up	\$40,566.31	7.50%	\$3,042.47
	2012 Silverado - Road Signs	Pick Up	\$40,566.31	7.50%	\$3,042.47
	2017 Dodge Ram - Road	Pick Up	\$40,566.31	7.50%	\$3,042.47
2024	2018 Chev. Silverado - Road	Pick Up	\$41,377.64	7.50%	\$3,103.32
2025	2017 Dodge Ram - By-Law	Pick Up	\$42,205.19	7.50%	\$3,165.39
	2017 Ford Escape - By-Law	Small SUV	\$34,637.83	7.50%	\$2,597.84
	2013 GMC Sierra - Recreation	Pick Up	\$42,205.19	7.50%	\$3,165.39
2026	2019 Equinox - Road	Small SUV	\$35,330.59	7.50%	\$2,649.79
	2019 Ford F150 – W/S	Pick Up	\$43,049.29	7.50%	\$3,228.70
	Chevrolet Sierra ¾ Tonne 4x4	Lg Pick Up	\$63,863.50	7.50%	\$4,789.76
2027	2016 Dodge Ram - Construction	Pick Up	\$43,910.28	7.50%	\$3,293.27
	2013 Ford F-350 C20 – W/S	Pick Up	\$43,910.28	7.50%	\$3,293.27
2028	2021 Equinox LS - Environment	Small SUV	\$36,757.94	7.50%	\$2,756.85
	2012 Silverado – Road Signs	Pick Up	\$44,788.48	7.50%	\$3,359.14
	2017 Dodge Ram - Road	Pick Up	\$44,788.48	7.50%	\$3,359.14
	Van – 2020 Cargo Nissan – W/S	Small SUV	\$36,757.94	7.50%	\$2,756.85
2029	2019 Chev. Silverado - Environment	Pick Up	\$45,684.25	7.50%	\$3,426.32
2030	2010 GMC Sierra - Environment	Pick Up	\$46,597.94	7.50%	\$3,494.85
2031	2009 Chev. Silverado - Road	Pick Up	\$47,529.90	7.50%	\$3,564.74
	2019 Equinox - Road	Small SUV	\$39,007.82	7.50%	\$2,925.59
Outside of Replacement Window	2009 GMC Sierra - Environment	Pick Up	\$48,480.50		
	2015 Cabover Fuso – Road Signs	Cabover	\$109,822.89		
Heavy Vehicles					
2022	2010 Inter - Road	Tandem	\$300,000.00	7.50%	\$22,500.00
	Tri-Axle Truck – 2014 Mack - Road	Tandem	\$300,000.00	7.50%	\$22,500.00
	2005 John Deere (6715) Lim. - Road	Tractor	\$160,000.00	7.50%	\$12,000.00
2024	2010 Inter - Road	Single Axle	\$186,506.15	7.50%	\$13,987.96
	2014 Western star - Road	Tandem	\$312,120.00	7.50%	\$23,409.00
2025	2016 Western star 4700SF - Road	Tandem	\$318,362.40	7.50%	\$23,877.18
	2008 McCormick CX105 St. Isadore - Road	Tractor	\$169,793.28	7.50%	\$12,734.50

TABLE 10: ESTIMATED COST OF EQUIPMENT (PUBLIC WORKS)					
REPLACEMENT YEAR	TRANSPORTATION MAKE	Type	REPLACEMENT COST IN 2022 (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
2026	2016 Western star 4700SF - Road	Tandem	\$324,729.65	7.50%	\$24,354.72
2028	2018 Western star - Road	Tandem	\$337,848.73	7.50%	\$25,338.65
2029	2019 Western star 4700 - Road	Tandem	\$344,605.70	7.50%	\$25,845.43
2030	2019 Western star 4700 - Road	Tandem	\$351,497.81	7.50%	\$26,362.34
	2020 Western star - Road	Tandem	\$351,497.81	7.50%	\$26,362.34
2031	2020 Western star - Road	Tandem	\$358,527.77	7.50%	\$26,889.58
Outside of Replacement Window	2010 Inter - Road	Tandem	\$365,698.33	X	X
	2014 Mack - Road	Tandem	\$373,012.29		
	2014 Mack - Road	Tandem	\$380,472.54		
	2016 Western star 4700SF - Road	Tandem	\$388,081.99		
	2017 Kubota B4060 – W/S	Sidewalk Tractor	\$60,949.72		
Heavy Equipment					
2023	Excavator – New to be Purchased	Excavator	\$243,798.88	100%	\$243,798.88
2024	2016 Limoges - Road	Hot Box	\$55,204.04	7.50%	\$4,140.30
2025	2015 Cabover Fuso - Road Signs	Cabover	\$90,092.99	7.50%	\$6,756.97
2028	2012 (Spare) - Road	Hot Box	\$59,754.63	7.50%	\$4,481.60
2031	2020 Western Star Hydro Vac - W/S	Sucker Truck	\$682,509.15	7.50%	\$51,188.19
Outside of Replacement Window	2016 Limoges - Road	Hot Box	\$64,680.33	X	X
Small Equipment					
2024	2007 John Deere 3320 SM St. Isi. - Road	Sidewalk tractor	\$52,020.00	7.50%	\$3,901.50
2025	Zamboni	Zamboni	\$120,000.00	7.50%	\$9,000.00
2026	2011 Kubota B3030 St-Albert - Road	Sidewalk tractor	\$54,121.61	7.50%	\$4,059.12
2030	2015 Kubota B3350 – Fournier Vil. - Road	Sidewalk tractor	\$58,582.97	7.50%	\$4,393.72
Other Equipment					
Outside of Replacement Window	2021 Continental Cargo – W&S	Trailer	\$202,918.69	X	X
	2014 Utility (Homemade) – W/S	Trailer	\$219,645.71		
	Water Boat & Trailer - 2014 (Homemade) – W&S	Trailer	\$219,645.71		
	2018 Galvanize Werberlane – W/S	Trailer	\$237,751.58		

While there are a number of pieces of equipment scheduled to be replaced (total \$6,217,086) during the period of this Study (2022-2031), it has been determined that only the new excavator can be attributed

directly to future growth. Other replacements are anticipated to be upgraded or expanded to partially reflect growth based on additional usage throughout the Municipality, and therefore the costs can be considered growth related (7.5%) for the purposes of this Study. Therefore, the total cost related to growth is \$691,795.

Public Works Equipment: \$691,795 can be attributed to growth

4.4.7 PUBLIC WORKS SUMMARY

In summary, the public works department anticipates a number of road improvements and equipment replacements over the ten-year period that is the subject of this Study. In addition, the continued development charge is expected for the constructed facilities. The eligible projects can be summarized as follows:

Growth-related road improvements:	\$1,929,155
Growth-related facilities improvements:	\$382,188
Growth-related equipment improvements:	\$691,795

Public Works: \$3,003,138 eligible for Development Charges 2022-2031

Public Works: \$1,501,569 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

4.4 RECREATION DEPARTMENT

The Nation Municipality’s Recreation Department oversees five community centres and a senior adult centre, ten parks and a variety of programs available to residents. The Nation Municipality worked with the consulting group *PRC Solutions* to develop a new Parks and Recreation Master Plan in 2020. This Master Plan provides guidance concerning the improvement, future development and management of parks, recreation and leisure services, programs, events, facilities and amenities, in a fiscally responsible and sustainable manner. Based on the new Master Plan, the Recreation Department developed a new Recreation Facility Assessment Report, which describes planned improvements and renovations to the Nation’s community centres.

4.4.1 Indoor Recreation Facilities

Limoges Community Centre has 4,000 square feet of space, excluding the library located in the same building. The Centre’s main hall can accommodate up to 500 people or can be divided into 2 halls, each with capacity for 200 people. The community centre can accommodate sports such as volleyball, basketball, badminton and floor hockey. There is also access to a full kitchen and outdoor amenities, including play structures and a soccer field. The Limoges Community Centre is owned by *Le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO)* and leased by The Nation municipality at an annual cost of \$44,000.

St-Albert Community Centre has 9,650 square feet of space, excluding the library located in the same building. The main hall has a capacity for 569 people and can be rented for wedding receptions,

anniversaries, banquets, funeral receptions and any other occasion. There is also a Conference Room with capacity for 25 people. The St-Albert Community Centre has a 2022 assessed value of \$938,000, which includes Jean-Maurice Lavergne park and the community centre.

The St-Isidore Recreation Centre provides 32,700 square feet of indoor space. The Main Hall has the capacity to accommodate 469 people. The Centre also has a Conference Room with capacity for 25 people and a Sports bar with a capacity of 75 people. The St-Isidore Recreation Centre has a 2022 assessed value of \$3,099,000, which includes the arena/community centre as well as St-Isidore park.

The Fournier Community Centre has 4,500 square feet of space with a capacity of 150 people and a fully equipped kitchen. The Centre provides versatile space for large or small events. The Fournier Community Centre has a 2022 assessed value of \$1,254,000.

Caledonia Community Centre is located in St-Bernardin and offers 11,360 square feet of indoor space situated in a park setting with a baseball field, a play structure and a tennis court. The Centre's Main Hall has capacity for 452 people, its Secondary Hall can accommodate 75 people and there is a Conference Room. The Caledonia Community Centre has a 2022 assessed value of \$611,000.

The Limoges Annexe is a 2,500 square foot space leased by the Nation Municipality from *Le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO)* for use by *Le Club du Bonheur*, which provides services and activities for older adults. Annual lease cost is \$24,804.

The total 2022 assessed value of the Nation Municipality's four (municipally owned) recreation centres, including three adjacent parks, is \$5,902,000.

4.4.2 Parks

Rodolphe Latreille Park is located in Limoges and offers the following amenities: a play structure, pedestrian bridge, outdoor rink, tennis court, splash pad, basketball, skate park, 2 baseball fields, a shelter, a tennis court, storage facilities, a bench, picnic tables and a bike path. Rodolphe Latreille Park has a 2022 assessed value of \$322,000.

Village Gagnon Park in Limoges has a gazebo, picnic table, an authentic 1880's house used as a museum and a newly installed accessible swing set. Village Gagnon Park has a 2022 assessed value of \$111,000.

Giroux Park, Limoges was constructed in 2016. This is the first park in The Nation Municipality that is fully accessible. The Play structure features a soft tile rubber surface. Parking is also available on site. Giroux Park has a 2022 assessed value of \$86,000.

Lavigne Park in Limoges features a play structure, basketball court, picnic table and bench. Lavigne Park has a 2022 assessed value of \$212,000.

Forest Park Park is located near Embrun on Route 500 West and features a play structure, outdoor rink and The Pax trail. Forest Park Park has a 2022 assessed value of \$205,000.

Jean-Maurice Lavergne Park in St-Albert includes the St-Albert Community Centre, a play structure, ball diamond and outdoor rink. The assessed value of Jean-Maurice Lavergne Park is part of the 2022 assessed value of the St-Albert Community Centre.

Ste-Rose Park, features a play structure and soccer field. Ste-Rose Park has a 2022 assessed value of \$52,000.

St-Isidore Park includes the St-Isidore Recreation Centre, a play structure, splash pad, ball diamond, basketball court and outdoor rink. The assessed value of St-Isidore Park is part of the 2022 assessed value of the St-Isidore Recreation Centre.

Fournier Park features a flower structure, bench, play structure, fun box, ball diamond and skating rink. Fournier Park has a 2022 assessed value of \$77,000.

Jean-Paul Charlebois Park is located at St-Bernardin and includes the Caledonia Community Centre, a bench, play structure, fun box, ball diamond and skating rink. The assessed value of Jean-Paul Charlebois Park is part of the 2022 assessed value of the Caledonia Community Centre.

The total 2022 assessed value of the Nation Municipality's remaining seven parks is \$1,065,000.

4.4.3 Recreation Department Average Service Level

The total 2022 assessed value for the Nation Municipality's indoor and outdoor recreation amenities is \$6,967,000. The Recreation Department's pickup truck and Zamboni have a 2022 replacement cost of \$126,120. In total, the 2022 replacement cost for the Nation Municipality's Recreation services is **\$7,093,120**. Therefore the average service level for Recreation services in the Nation Municipality in 2022 is \$525 per capita. This is determined by dividing the 2022 replacement cost (\$7,093,120) by the number of Nation residents in 2022 (13,517).

4.4.4 RECREATION DEPARTMENT – ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

The anticipated capital projects for the Recreation Department are summarized in Table 11 below. This is based on the municipality's capital plans as well as from information provided by staff. The portion that is attributable to growth and therefore eligible for development charges has been included in the Table.

TABLE 11: ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS (RECREATION AND PARKS)					
YEAR	ITEM	VALUE (2022 DOLLARS)	GROWTH RELATED PORTION (%)	GROWTH RELATED PORTION (\$)	NOTES
2022	Limoges Recreation Complex Construction	\$12,400,000	50%	\$6,200,000	Plus \$500,000 fundraising campaign; no grant confirmed
2022 to 2026	St-Albert Community Centre	\$1,391,760	5.0%	\$69,588	\$540K in 2023
2022 to 2026	St-Isidore Recreation Centre	\$1,522,340	3.0%	\$45,670	\$701K in 2026
2022 to 2026	Fournier Community Centre	\$355,440	1.0%	\$3,554	Major renovation in 2024
2022 to 2026	Caledonia Community Centre	\$942,658	1.0%	\$9,427	Largest projects in 2023 and 2026
2022	Construction of a new walkway	\$6,000	20%	\$1,200	St Albert Park
2023	Construct 6km of Bike Path	\$273,000	80%	\$218,400	Along road (6Km) and off-road (3Km)
2024	Convert Bowling Alley in St Isidore Arena	\$500,000	7.5%	\$37,500	Multi-purpose space for older adults
2024	Construct new Dog Park	\$65,000	80%	\$52,000	Limoges, location TBD
2025	Construct Phase 1 of new Seguinbourg park	\$100,000	80%	\$80,000	
2025	Replace Zamboni	\$100,000	7.5%	\$6,166	Purchased in 2010
2026	Further development of Savage Park	\$100,000	80%	\$80,000	In Limoges
2027	Replace Recreation Department pick-up	\$43,910	7.5%	\$3,293	Unit 6058 purchased in 2016
2027 to 2031	St-Albert Community Centre	\$308,640	2.0%	\$6,173	\$171K in 2031
2027 to 2031	St-Isidore Recreation Centre	\$2,212,170	2.0%	\$44,243	\$1.1M in 2030
2029	Relocate outdoor rink	\$120,000	7.5%	\$9,000	St Isidore Park
TOTAL		\$20,440,918	N/A	\$6,866,214	

Recreation Department Summary

Recreation Department: \$6,866,214 eligible for Development Charges 2022-2031

Recreation Department: \$3,433,107 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)**4.5 LIBRARY**

The Nation Municipality's Library provides a variety of services in both English and French at three branches, located in Limoges, St Albert and St Isidore. Services including loans of books, DVDs and Periodicals, Internet Access, E books and E periodicals on the Library Webpage, Children's Arts and Crafts, Storytime, Photocopies, Faxing and Laminating.

4.5.1 Nation Library Average Service Level

Limoges Municipal Library has 1250 square feet of space and a 2022 assessed value of \$144,048. St. Albert Municipal Library is located within St. Albert Community Centre; it has 1734 square feet of space and a 2022 assessed value of \$69,677. St. Isidore Municipal Library is 3400 square feet and has a 2022 assessed value of \$118,000. The Nation's Library 60,000 collection items have a replacement value of \$900,000.

In total, the 2022 assessed value/ replacement cost for the Nation Municipality's Library service is **\$1,231,725**. Therefore, the existing service level for library services in the Nation Municipality in 2022 is \$91 per capita. This is determined by dividing the Library's 2022 replacement cost (\$1,231,725) by the number of Nation residents in 2022 (13,517).

4.5.2 LIBRARY – ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

Table 12 includes the anticipated capital projects for the Township's library facilities. The portion that is attributable to growth has also been included.

TABLE 12: LIBRARY ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS					
YEAR	ITEM	VALUE (2020 DOLLARS)	GROWTH RELATED PORTION	NET ELIGIBLE COST	NOTES
2022-2026	Expand the collection of reading materials	\$100,000	80%	\$80,000	\$10,000 per year for Limoges branch
2022-2024	New shelving, work stations	\$6,000	80%	\$4,800	\$2,000 per year
2027	Relocate the Limoges branch	\$400,000	80%	\$320,000	Expand library to accommodate growth
2029	Expand the St Albert branch	\$10,000	80%	\$8,000	Renovate space adjacent to library
Total		\$516,000		\$412,800	

Library Summary

Library: \$412,800 eligible for Development Charges 2022-2031

Library: \$206,400 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

5. DEVELOPMENT CHARGES CALCULATION

5.1 SURROUNDING MUNICIPALITY COMPARISONS

Development Charges for new residential development in the Nation Municipality increased on average by 10% annually from 2015 to 2020, but have not increased in the past two years. The Nation Municipality's current rates, based on a per capita amount of \$1,211.96, are as follows (Sewer and water services are not included in the Nation Municipality's Development Charges):

Single Detached Dwelling Unit	\$4,120.66
Semi-Detached or Duplex Dwelling Unit	\$3,635.88
Row House or Townhouse Dwelling Unit	\$3,151.10
Apartment or Multiple Attached Dwelling Unit	\$2,181.53
Non-Residential	\$0

Three municipalities adjacent to the Nation Municipality were surveyed to determine their respective Development Charges for Residential and Non-Residential Development. As Table 13 illustrates, the Nation Municipality's Residential Development Charges are currently lower than neighbouring municipalities. As well, all three neighbouring municipalities apply Development Charges to Non-Residential development, while the Nation Municipality currently waives the DC for Non-Residential. It is important to note that all three municipalities surveyed include sewer and water services in their DC, so the 'DC – Municipality Wide' rate in the table below is the comparable amount to the Nation Municipality's current DC's.

TABLE 13: COMPARISON OF DEVELOPMENT CHARGES IN NEARBY MUNICIPALITIES				
	RUSSELL TOWNSHIP (serviced)	CASSELMAN	CLARENCE-ROCKLAND	NATION (PROPOSED)
Residential:				
Single Detached Municipality Wide	\$11,887	\$6,374	\$19,053	\$5,042.27
Non-residential:	Per square meter	Per square foot	Per square meter	Per square foot
Municipality Wide	\$14.95 (\$1.39/ sq ft)	\$2.93	\$87.64 (\$8.27/ sq ft)	\$2.00

5.2 ASSESSMENT ANALYSIS

The Nation Municipality's Assessment Roll includes all properties and their Current Value Assessment (CVA) as of January 1, 2022. The property tax split is a reasonable way to allocate growth-related capital expenditures. Table 14 below shows the split between residential and non-residential assessment in the Nation Municipality. The residential total includes detached singles and multi-residential units. The Non-Residential total includes non-residential properties, farms, managed forests and land used for a pipeline.

	ASSESSMENT	PERCENTAGE
RESIDENTIAL	\$1,369,213,000	58%
NON-RESIDENTIAL	\$998,506,673	42%
TOTALS:	\$ 2,367,719,673	100%

Non-residential development, including commercial/industrial and institutional activity, is seen to provide an inherent benefit to the Municipality as a whole; this type of development is desirable and should be encouraged. Since 2019, the Nation Municipality has chosen not to apply development charges to these activities, in order to encourage their establishment. Whether Development Charges are applicable to non-residential development or not, the entire charge that is applied in the Municipality should not be fully attributed to residential activity.

In addition to this adjustment, and as required by the *Development Charges Act*, Section 5(1)(8), the capital cost of the Nation Municipality's Recreation and Library services that are eligible for development charges must be reduced by 10%. This reduction does not apply to Fire Services or Public Works.

Section 33 of the *Development Charges Act* requires that municipalities set up reserve funds to manage Development Charges that are collected and track how they are allocated to each of the eligible service areas. Existing funds that are in Reserve in the Municipality, as a result of previous Development Charges that have been collected and not yet spent, must also be considered in this calculation. Therefore, in Table 15, existing Reserve funds in each of the service areas have been identified and the amount for each service area that can be collected from new Development Charges has been reduced accordingly. While municipalities may borrow monies from the reserve fund, ultimately "the money in a reserve fund established for a service may be spent only for capital costs" associated with that service (Section 35 of the *Development Charges Act*).

5.3 DEVELOPMENT CHARGES SUMMARY

In summary, the analysis and calculations above have been used to determine the maximum eligible development charges for the Nation Municipality. Since 2019, Development Charges have only been applied to residential growth in the Municipality; however, the relevant calculations for non-residential

activity are included below as well, to give Municipal Council an opportunity to consider their application to industrial/commercial growth in the future.

SERVICE AREA	ELIGIBLE COST FOR 2022-2026 DEVELOPMENT CHARGE (\$)	AFTER 10% REDUCTION (SEC. 5(1)8)	RESERVE FUND AMOUNT (\$)	AFTER DEDUCTION FOR RESERVES	RESIDENTIAL SHARE (58%) (\$)	NON RESIDENTIAL SHARE (42%) (\$)
General Government	\$47,500	\$47,500	\$17,485	\$30,015	\$17,409	\$12,606
Fire Department	\$1,403,949	\$1,403,949	\$67,616	\$1,336,333	\$775,073	\$561,260
Public Works	\$1,501,569	\$1,501,569	\$49,720	\$1,451,849	\$842,072	\$609,777
Recreation	\$3,433,107	\$3,089,796	\$121,047	\$2,968,749	\$1,721,874	\$1,246,875
Library	\$206,400	\$185,760	\$11,631	\$174,129	\$100,995	\$73,134
TOTAL:	\$6,592,525	\$6,228,574	\$267,499	\$5,961,075	\$3,457,423	\$2,503,652

5.3.1 MAXIMUM RESIDENTIAL DEVELOPMENT CHARGE

The data in Table 15 above can now be used to determine the maximum Development Charge that can be collected by the Municipality in each of the service areas for the upcoming five-year period, which can be applied to residential growth. Table 16 utilizes the calculations for each service area and the projected number of new residents (2022-2026) to determine the maximum per capita Development Charge.

SERVICE AREA	ELIGIBLE RESIDENTIAL SHARE (\$)	PROJECTED NUMBER OF NEW RESIDENTS 2022-2026	MAXIMUM PER CAPITA DEVELOPMENT CHARGE (\$)
General Government Studies	\$17,409	856	\$20.34
Fire Department	\$775,073	856	\$905.46
Public Works	\$842,072	856	\$903.73
Recreation	\$1,721,874	856	\$2,011.54
Library	\$100,995	856	\$117.98
TOTAL:	\$3,457,423	N/A	\$3,959.05

In summary, the maximum Development Charge that can be collected by the Municipality from residential growth, based on the information provided by the Municipality and calculated herein, is \$3,959.05 per capita.

TABLE 17: SUMMARY OF RESIDENTIAL DEVELOPMENT CHARGE CALCULATION			
SERVICE AREA	CURRENT DEVELOPMENT CHARGE (PER CAPITA) FROM BYLAW 93-2015	MAXIMUM DEVELOPMENT CHARGE PER CAPITA (2022 STUDY)	SUGGESTED 2022 DEVELOPMENT CHARGE (\$)
General Government Studies	\$79.26	\$20.34	\$10.01
Fire Department	\$306.38	\$905.46	\$445.41
Public Works	\$225.30	\$903.73	\$444.56
Recreation	\$548.41	\$2,011.54	\$525.00*
Library	\$52.61	\$117.98	\$58.04
TOTAL:	\$1,211.96	\$3,959.05	\$1483.02

* The Maximum Per Capita Development Charge for Recreation services listed in Table 16 exceeds the Average Service Level for Recreation calculated in Section 4 of this background study. As a result, the 2022 per capita Average Service Level (\$525) has been substituted in Table 17.

The recommended 2022 residential Development Charge is **\$1483.02** per capita. The rationale for recommending a charge lower than the maximum allowable is consideration of the development charges levied by adjacent municipalities, in particular Casselman. The recommended 2022 Development Charge for The Nation represents an increase of 22% as compared to the current per capita charge of \$1,211.96 (which has not increased since 2019). Table 18 includes an annual increase of 2% from 2022 to 2026, based on the 2022 Consumer Price Index Inflation Adjustment.

TABLE 18: SCHEDULE A TO PROPOSED 2022 DEVELOPMENT CHARGES BY-LAW			
Land Use Category	Persons Per Unit	Development Charges Per Capita	Development Charges Per Unit
2022			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,483.02	\$5,042.27
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,483.02	\$4,449.06
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,483.02	\$3,855.85
Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,483.02	\$2,669.44
2023			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,512.68	\$5,143.11
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,512.68	\$4,538.04
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,512.68	\$3,932.97
Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,512.68	\$2,722.82
2024			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,542.93	\$5,245.96
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,542.93	\$4,628.79
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,542.93	\$4,011.62
Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,542.93	\$2,777.27
2025			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,573.79	\$5,350.89
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,573.79	\$4,721.37
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,573.79	\$4,091.85

Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,573.79	\$2,832.82
2026			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,605.27	\$5,457.92
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,605.27	\$4,815.81
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,605.27	\$4,173.70
Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,605.27	\$2,889.49

5.3.2 MAXIMUM COMMERCIAL/INDUSTRIAL DEVELOPMENT CHARGE

In considering a Development Charge for industrial/commercial development in the Nation Municipality, it is notable that most municipalities in the area apply a charge based on the square footage of construction. In order to determine a reasonable square footage cost, it is appropriate to consider the average industrial/commercial construction that has taken place in the Municipality in recent years. Table 4 depicts commercial/industrial building activity over the previous five-year period in the Nation Municipality. The average square footage of industrial/commercial development that took place in the Nation between 2017 and 2021 was 66,231 square feet per year.

YEAR	VALUE OF NEW CONSTRUCTION AS INDICATED BY APPLICANT	NUMBER OF PERMITS	SQUARE FOOTAGE OF NEW CONSTRUCTION	DEVELOPMENT CHARGES COLLECTED
2017	\$1,750,000	5	8,307	\$8,554
2018	\$217,000	2	14,836	\$11,797
2019	\$856,000	8	11,801	\$0*
2020	\$11,103,100	33	190,002	\$0
2021	\$10,485,000	15	106,208	\$0
TOTAL	\$24,411,100	63	331,154	\$20,351

Based on the historic information, a modest but reasonable estimate for commercial/industrial growth in the next five year period is 36,000 square feet per year. As noted in Table 15 above, the maximum amount of Development Charges that can be collected for non-residential development over the five year period covered by this study is **\$2,503,652**. During the same five year period, 180,000 square feet of new non-residential development is anticipated.

As a result of the above, the maximum Development Charge that can be collected by the Municipality from non-residential growth, over the next five years, is **\$13.91 per square foot**. However, given the growth forecast for non-residential development in the Nation over the next decade, as well as the rates currently charged by neighbouring Municipalities, we recommend a maximum Development Charge rate of **\$2 per square foot**. Should Municipal Council choose to re-introduce a Development Charge for non-residential development of \$2 per square foot, this would result in approximately \$72,000 in annual revenue.

5.3.3 DEVELOPMENT CHARGE ACCOUNTING

As prescribed in the *Development Charges Act* and associated Regulations, the Municipality is required to create a separate Development Charge Reserve Fund, and track each of the service areas independently. Interest earned on the fund balance accrues to the fund and is an integral part of the Development Charge structure. Withdrawals from the fund should only be made to pay for the growth-related net capital costs associated with the services listed in this Report, or to refund overpayment to owners, with interest, if appropriate.

A sub-account for each of the service areas should be created and maintained, where the proportionate share of the Development Charge revenue should be deposited along with the interest accumulated, and any expenditure should be appropriately deducted. Sub-accounts for service categories which require a ten percent municipal contribution should be maintained separately from those that do not. The following Table summarizes how the Development Charges that are collected are to be allocated between Reserve Fund sub-accounts. It is easier for the Municipality to manage sub-accounts within one reserve fund account, rather than creating separate reserve fund accounts for each service area, as the Municipality will then have the ability to “borrow” funds from one service area to another without creating an overdraft in reserve fund. The Municipality’s Treasurer should be responsible for the reserve fund and the appropriate sub-accounts.

SERVICE CATEGORY	PROPORTIONAL SHARE OF DC's
Municipal Government (Studies)	1%
Fire Protection	30%
Public Works	30%
Recreation	35%
Library	4%
TOTAL:	100%

An annual report with details related to the Development Charges and reserve funds must be prepared by the Clerk-Treasurer and submitted to Municipal Council in accordance with the requirements of the *Development Charges Act*. The annual report is to include statements of the opening and closing balances of the reserve fund for the preceding year, and the transactions related to the reserve funds, and must be submitted to the Minister of Municipal Affairs and Housing within sixty (60) days of it being presented to Council. The annual report from the Clerk-Treasurer must include the following information:

For each reserve fund:

- A description of the service for which the fund was established (list of services in the service category).

- For any credits in relation to the service or service category for which the fund was established, detail the amount outstanding at the beginning of the previous year, the amount in the current year, the amount used in the year and the amount outstanding at the end of the year.
- The amount of any money borrowed from the fund by the Municipality during the previous year and the purpose for which it was borrowed, and the amount of interest accrued during the previous year on the money borrowed from the fund by the Municipality.
- The amount and source of any money used by the Municipality in the previous year to repay money borrowed from the fund or interest on such money.
- A schedule that identifies credit recognized under Section 17 of the *Development Charges Act* and, for each credit recognized, the service against which the credit is applied and the source of funds used to finance the credit.

For each project that is financed in whole or in part through Development Charges:

- The amount of money from each reserve fund that is spent on the project.
- The amount and source of any other money that is spent on the project.

Bill 109, the *More Homes for Everyone Act*, 2022, has introduced a new requirement for the municipal treasurer to publish an annual statement for the public's review.

6.0 IMPLEMENTATION

In the 2015 Nation Development Charges Study, an annually adjusted Development Charge rate was recommended to apply across the entire Municipality for residential development (by dwelling type). A similar approach is recommended in this Background Study, whereby the annual rate of increase for residential DC's over the next five years would be 2% and align with the 2022 Consumer Price Index Inflation Adjustment.

The Development Charges By-Law passed by Council to implement this Study expires five years after the day it comes into force and effect, unless Council chooses to impose an earlier expiry date, or repeal said by-law at an earlier date.

2022 Development Charges should be implemented in full on the date of passage of the By-Law, and should apply to all new residential building permit applications, and to commercial/industrial development if that is the wish of Council. The *Development Charges Act* identifies the building permit stage as the time when most Development Charges are payable. As services are required at or near the date that a building is occupied, it is appropriate to collect the Development Charge at the building permit stage.

The *Development Charges Act* requires the preparation of a brochure which is to be available to the general public and which describes the general purpose of the Development Charges that are being imposed, the rules for determining if a Development Charge is payable and the amount, along with a list of the services to which the Development Charges relate and a description of the general purpose of the Clerk-Treasurer's annual report. In addition, the public should be advised where the pamphlet can be viewed. One copy of the pamphlet is to be distributed free of charge to anyone requesting it.

The *Development Charges Act* requires that one of the conditions of approval on a Draft Plan of Subdivision is that the person(s) who first purchased the sub-divided land after the Final Approval of the Draft Plan must be informed, at the time the land is being transferred, of all of the Development Charges related to the development.

7.0 SUMMARY OF NEW DEVELOPMENT CHARGES

The final summary of the recommended Development Charges for the Nation Municipality is shown in Table 20.

DEVELOPMENT TYPE	PROPOSED DEVELOPMENT CHARGE
Single detached	\$5,042.27
Semi-detached or Duplex	\$4,449.06
Row House/ Townhouse	\$3,855.85
Apartment/ Multiple Attached	\$2,669.44
Commercial/Industrial	\$2/square foot

The following table shows the allocation of anticipated Development Charge revenue between the various service areas. The estimated revenue from DC's is based on a total of 66 new residential units per year (36 singles, 12 semi's, 9 row and 9 apartments) and 36,000 square feet of commercial/ industrial construction per year.

SERVICE AREA	%	\$
General Government (Studies)	1%	\$18,881
Fire Department	30%	\$566,433
Public Works	30%	\$566,433
Recreation	35%	\$660,839
Library	4%	\$75,524
TOTAL:	100%	\$1,888,110



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-19-2022

Sujet : Glissières de sécurité – ponceau double du chemin Indian Creek

Préparé par: Joanne Bougie-Normand, assistante

Révisé par : Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par : Directrice générale/greffière

Date de la réunion : 3 octobre 2022

Contexte

Après la construction du ponceau double dans le chemin Indian Creek, nous installerons des glissières de sécurité. Dans ce rapport, je vous présente les prix reçus de l'appel d'offres Road10-2022.

Rapport

L'appel d'offres a été publié sur la plateforme numérique «Bids & Tenders» pendant un mois. Deux compagnies ont déposé une soumission.

Fournisseur	Prix \$ Incluant T.V.H.	Date & heure Offre reçue électronique
535276 Ontario Inc.	64,493.52	9/27/2022 8:53
Peninsula Construction Ltd.	58,443.60	9/27/2022 8:20

Je recommande la soumission de Peninsula Construction étant la plus basse. C'est une entreprise qui offre un bon service et leur travail est bien fait. J'ai toujours été satisfait des travaux réalisés dans le passé.

Considérations financières

La construction de ce projet est à partager les dépenses à 50% avec la ville d'Ottawa. Notre part au budget 2022 est de 800 000 \$, compte G/L compte N-4000-8075-7500.

Recommandation

Il est résolu que le conseil municipal accepte le rapport TP-19-2022 du directeur des Travaux et que la soumission Road-10-2022 soit accordée à Peninsula Construction Inc. pour la somme 58 443,36 \$ incluant la taxe suivant les spécifications pour fournir et installer des glissières de sécurité au ponceau double dans le chemin Indian Creek.

Marc Legault, directeur des Travaux publics



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-20-2022

Sujet : Élargir la voie de circulation - Pont Touchette

Préparé par : Joanne Bougie-Normand, assistante au directeur

Révisé par : Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par : Josée Brizard, directrice générale/greffière

Date de la réunion : Le 3 octobre 2022

Contexte

Demande d'élargir la voie de circulation sur le pont Touchette situé sur la route 650 dans le secteur de Casselman.

Rapport

La firme d'ingénieurs McIntosh Perry a élaboré deux options que l'entrepreneur doit examiner et fournir une estimation budgétaire pour chacune afin d'élargir la voie de circulation à 5.8 m (19 pieds). Une comparaison des deux alternatives est fournie dans le tableau ci-dessous. Un croquis des deux alternatives est joint.

Alternative	Honoraires De l'entrepreneur	Honoraires et contingence*	Pour	Contre
Option 1: (garde-corps à deux tubes) Two-Tube Railing	60 500.00 \$	75 625.00 \$	- semblable à la conception originale - Coût le plus bas -Voie de 5,8 m prévue -Similar to original design - Lowest cost -5.8 m lane provided	-nécessite des bordures sur mesure -pont plus large requis -Requires custom curbs -Wider deck required.
Option 2: Mûr de parapet solide Solid Parapet Wall	92 250.00 \$	115 312,50 \$	- voie de 5,8 m prévue - 5.8 m lane provided	-obstrue la vue. Moins esthétique -plus lourd -coût plus élevé -déneigement plus difficile (plus susceptibles de provoquer des flaques d'eau) -Obstructs view. Less aesthetically pleasing -Heavier -Higher Cost -Snow clearing more difficult (more likely to cause ponding)

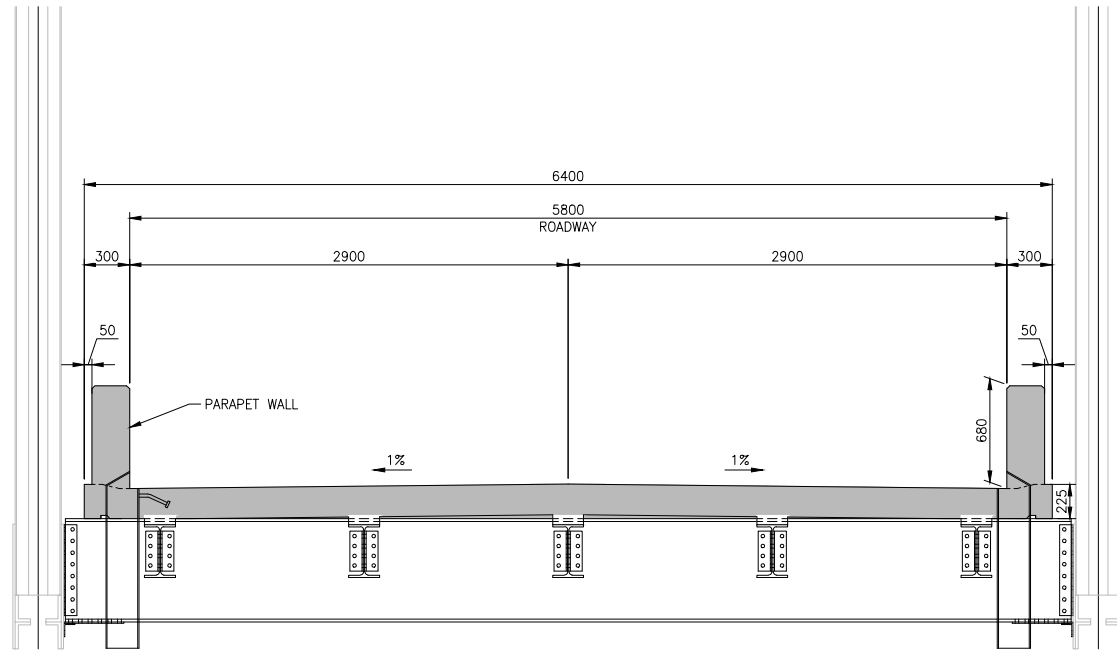
* 25 % de contingence supposée comme frais ci-dessus est préliminaire. Peut augmenter une fois les dessins sont révisés et terminés.

Donc, je recommande l'option 1.

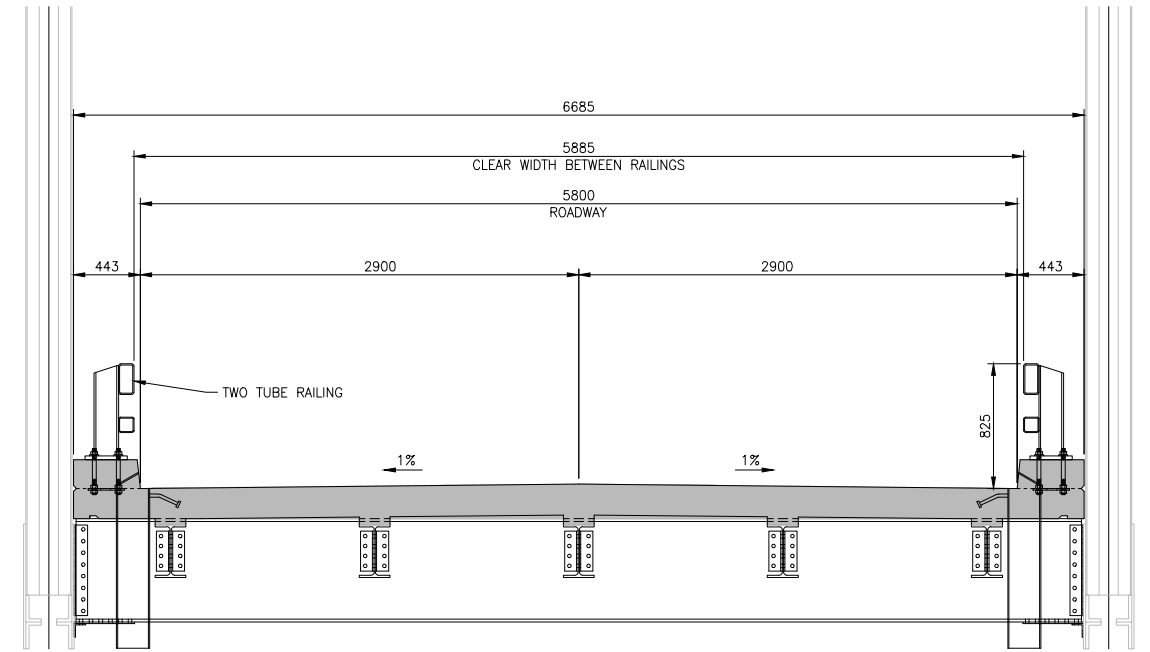
Recommandation

«Que le Conseil accepte son rapport le TP-20-2022 présenté par le directeur des Travaux publics et il est résolu que McIntosh Perry soit autorisé à préparer les dessins avec l'option 1 pour l'élargissement de la voie de circulation à 5.8m (19 pieds) au pont Touchette».

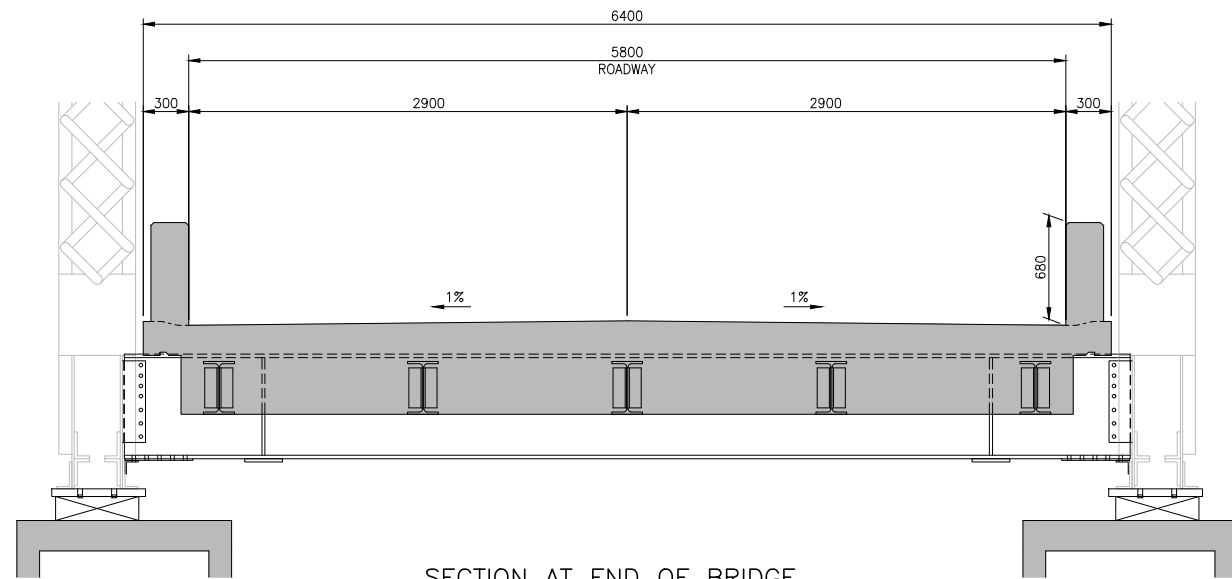
Marc Legault, directeur des Travaux publics.



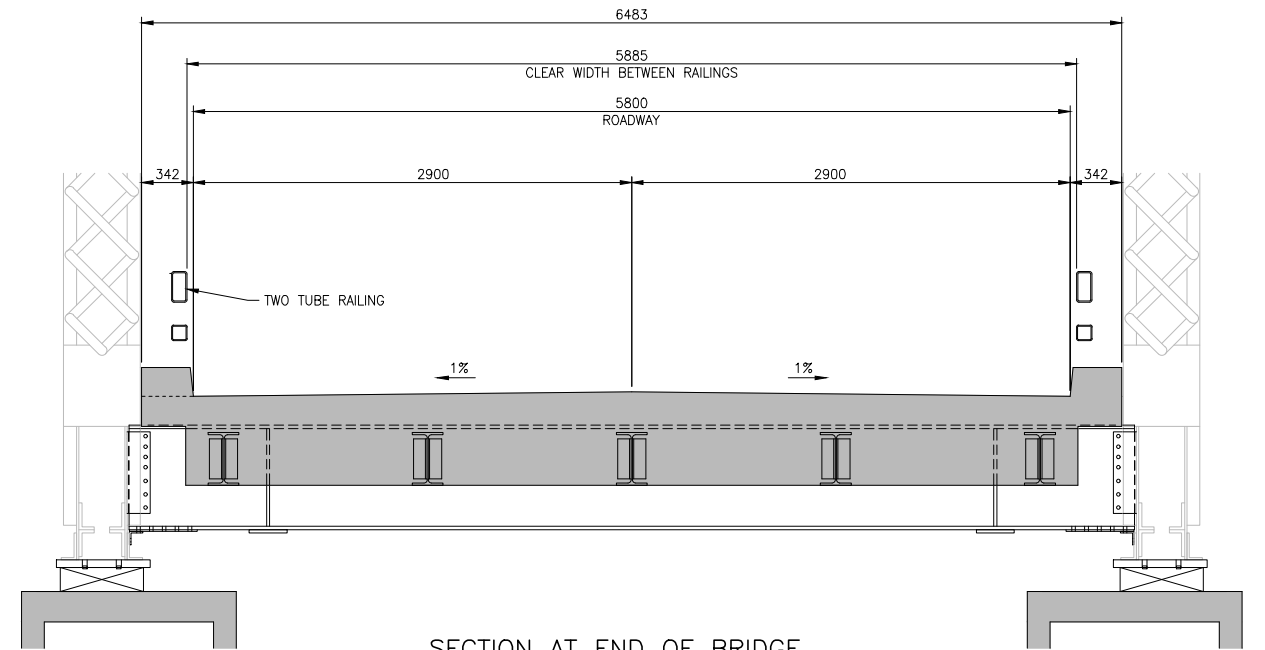
SECTION AT MIDSPAN
1:25



SECTION AT MIDSPAN
1:25



SECTION AT END OF BRIDGE
1:25



SECTION AT END OF BRIDGE
1:25

SECTION - OPTION 2 MODIFIED PARAPET WALL
1:25

SECTION - OPTION 1 TWO TUBE RAILING WITH REDUCED CURB WIDTH
1:25



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: RE-11-2022

Sujet: McDonald Brothers demande pour changement pour le pavage

Préparé par: Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

Revisé par: Josée Brizard, Directrice générale- Greffière

Date de la réunion: 3 octobre 2022

Contexte

McDonald Brothers demande de changement pour un indice de coût additionnel de 30 862,02 \$ + TVH pour le pavage au complexe sportif.

Rapport

AL Blair Construction, qui est le sous-contracteur responsable du pavage du stationnement du complexe sportif, a soumis une demande à McDonald Brothers pour des frais supplémentaires au montant de 28 056,38 \$ + TVH. Cette demande est basée sur le coût plus élevé de l'asphalte par tonne depuis l'appel d'offres du projet en 2021 (voir le devis ci-joint pour le changement). McDonald Brothers et IDEA ont examiné la demande et concluent qu'il s'agit d'une demande raisonnable basée sur l'indice des prix AC du MTO. McDonald Brothers a inclus un mark up de 10 % (2 805,64 \$ + TVH) dans la demande de modification soumise qui est permise dans leur contract.

Relation aux priorités

Le service des travaux publics a subi les effets de l'augmentation des prix des matières premières utilisées pour produire l'asphalte et son budget de pavage en a pâti. La Nation n'a aucune obligation de payer ce montant supplémentaire cependant le montant demandé est à la fois juste et raisonnable et AL Blair est également l'un de nos principaux fournisseurs de gravier.

Il y a cependant un problème avec la chaussée et nous ne sommes pas satisfaits de l'entrée - la chaussée est plus basse que le chemin de comté d'environ un pouce et CUPR ne l'acceptera pas car la charrue s'y accrochera cet hiver. Nous avons demandé que cette situation soit corrigée par le sous-contracteur. Ils faisaient plus de pavage jeudi, au moment où ce rapport était en cours de préparation, alors on espère qu'il sera déjà résolu par la réunion du Conseil.

Considérations financières

Il reste actuellement 83 827,28 \$ dans le budget de contingence et le projet est en voie d'achèvement et devrait respecter le budget.

Recommandation

Que la chaussée à l'entrée de la route du complexe sportif doive être rectifiée s'il n'a pas déjà été complété sans frais supplémentaires pour la municipalité et doit être inspectée et approuvée par le directeur des travaux publics.

Que le Conseil examine la demande de McDonald Brothers et décide d'un montant juste et équitable pour les frais supplémentaires.

Pièces jointes

MBCX-039R1-AL Blair AC Index Cost
AC Index MTO



Luc Nugent
IDEA
595 Byron Ave
Ottawa, ON
K2A 4C4

September 21, 2022
lnugent@integrateddesignca

Project Name: La Nation- Sports Complex
Project Number: MBC# 21-012
Regarding: MBCX# 039R1

Dear Mr. Nugent,

We are pleased to provide you with this MBCX that includes all the necessary pricing and cost breakdowns for the increase to asphalt pricing for a total of \$30,0862.02 + HST.

Should you require any further details or information, please do not hesitate to contact the undersigned.

Sincerely,

Paul McDonald
President
McDonald Brothers Construction Inc.

CC: Naly Jimenez; IDEA
Whitney Ramage; McDonald Brothers Construction Inc.



262 Westbrook Road, Ottawa, Ontario, K0A 1L0
613-831-6223 / www.mbc.ca



McDONALD BROS
CONSTRUCTION INC

McDonald Brothers Construction Inc.

262 Westbrook Rd
Ottawa Ontario K0A 1L0

Tel : (613)831-6223

Fax : (613)831-5528

QUOTATION FOR CHANGE

To: **La Nation Municipality**
958 Route 500 West
Casselman , Ontario K0A 1M0

Change Number: MBCX-039
Date: Aug 16, 2022
Project: 21-012 La Nation Sports Complex
243 Limoges Rd.

Attn:

Description: asphalt price index cost increase

Ln	Details of Proposed Change	Amount
1	Al Blair Quote - Index cost increase	\$28,056.38
2	MBC Mark Up - 10%	\$2,805.64

This quotation for change covers only the costs directly associated with the proposed change in the work described above. We reserve the right to assess the cumulative effect of this and other change orders on productivity, costs and time at a later date and to submit a claim for these costs and time extensions as they become known. This quotation has been priced to complete the work during normal daytime business hours unless we have specifically noted otherwise. Should it become necessary to complete the above noted work after normal daytime business hours, such as weekends, nights or statutory holidays, additional costs shall be chargeable. At this time, we see the contract completion date being delayed by _____ working days. No allowance has been made for additional cost related to the extension and/or acceleration of the schedule. Mark-ups for profit and overhead are for the overhead costs related to this change assuming it is completed within the original specified contractual date and during normal daylight business hours.
This quotation will be subject to review after:

Submitted By: Paul McDonald

Total Amount \$30,862.02
HST Extra

CLIENT ACCEPTANCE:

Name: _____ Date: _____ Signature: _____

MTO AC Price Index

(Price is listed per tonne of Asphalt Cement)

	2018	2019	2020	2021	2022
Jan	\$588.60	\$809.80	\$709.60	\$617.25	\$917.50
Feb	\$588.60	\$809.80	\$709.60	\$617.25	\$917.50
Mar	\$657.00	\$826.40	\$767.25	\$732.00	\$1,065.45
Apr	\$689.50	\$850.25	\$757.00	\$749.80	\$1,156.00
May	\$713.75	\$860.00	\$729.00	\$781.50	\$1,270.00
Jun	\$761.80	\$872.00	\$711.00	\$819.00	\$1,356.00
Jul	\$828.50	\$864.00	\$705.60	\$862.00	\$1,394.00
Aug	\$873.60	\$836.60	\$716.25	\$891.00	\$1,380.00
Sep	\$880.50	\$807.75	\$688.75	\$893.50	
Oct	\$870.00	\$787.00	\$662.40	\$904.60	
Nov	\$809.80	\$709.60	\$617.25	\$917.50	
Dec	\$809.80	\$709.60	\$617.25	\$917.50	

MTO AC Price Index

(Price is listed per tonne of Asphalt Cement)

	2018	2019	2020	2021	2022
Jan	\$588.60	\$809.80	\$709.60	\$617.25	\$917.50
Feb	\$588.60	\$809.80	\$709.60	\$617.25	\$917.50
Mar	\$657.00	\$826.40	\$767.25	\$732.00	\$1,065.45
Apr	\$689.50	\$850.25	\$757.00	\$749.80	\$1,156.00
May	\$713.75	\$860.00	\$729.00	\$781.50	\$1,270.00
Jun	\$761.80	\$872.00	\$711.00	\$819.00	\$1,356.00
Jul	\$828.50	\$864.00	\$705.60	\$862.60	\$1,394.00
Aug	\$873.60	\$836.60	\$716.25	\$891.00	\$1,380.00
Sep	\$880.50	\$807.75	\$688.75	\$893.50	
Oct	\$870.00	\$787.00	\$662.40	\$904.60	
Nov	\$809.80	\$709.60	\$617.25	\$917.50	
Dec	\$809.80	\$709.60	\$617.25	\$917.50	

MARKET PRICE AT TENDER

MARKET PRICE TODAY

Naly Jimenez, Dip. Arch. Tech
Technologist

IDEA

INTEGRATED DESIGN
ENGINEERING + ARCHITECTURE

595 Byron Ave. | Ottawa | Tel 613.728.0008 x507
421 Bay St. Suite 507 | Sault Ste. Marie | Tel 705.949.5291
www.integrateddesign.ca



3. DEBENTURE(S)

The Corporation may issue debenture(s) for the amount borrowed less the total amount of:

- (a) grants received under section 85 of the *Drainage Act*;
- (b) monies paid as allowances;
- (c) commuted payments made in respect of lands and roads assessed with the municipality;
- (d) money paid under subsection 61(3) of the *Drainage Act*; and
- (e) money assessed in and payable by another municipality.

4. PAYMENT

Such debenture(s) shall be made payable within _____ years from the date of the debenture(s) and shall bear interest at a rate not higher than 2% more than the municipal lending rates as posted by Infrastructure Ontario on the date of sale of such debenture(s).

- (1) A special equal annual rate sufficient to redeem the principal and interest on the debenture(s) shall be levied upon the lands and roads as shown in the schedule and shall be collected in the same manner and at the same as other taxes are collected in each year for _____ years after the passing of this by-law.
- (2) For paying the amount _____ being the amount assessed upon the lands and roads belonging to or controlled by the municipality a special rate sufficient to pay the amount assessed plus interest thereon shall be levied upon the whole rateable property in the Municipality of The Nation in each year for _____ years after the passing of this by-law to be collected in the same manner and at the same time as other taxes collected.
- (3) All assessments of _____ or less are payable in the first year in which the assessments are imposed.

5. SCHEDULE OF ASSESSMENTS OF LANDS AND ROADS

in the Municipality of The Nation

Property Description				Equal Annual Rate to be Imposed
Lot or Part Lot No.	Concession	Geographic Township	Parcel Roll No.	
Total				

6. CITATION

This by-law comes into force on the passing thereof and may be cited as the

" Adam Municipal Drain _____ by-law".

First reading 2022/10/03

Second reading 2022/10/03

Provisionally adopted this 3 day of October, 20 22

Name of Head of Council (Last, First Name) <u>François St-Amour</u>	Signature
--	-----------

Name of Clerk (Last, First Name) <u>Josée Brizard</u>	Signature
--	-----------

Third reading 2022/10/17

Enacted this 17 day of October, 20 22

Name of Head of Council (Last, First Name) <u>François St-Amour</u>	Signature
--	-----------

Name of Clerk (Last, First Name) <u>Josée Brizard</u>	Signature
--	-----------



I, Josée Brizard

clerk of the Corporation of the Municipality of The Nation,
certify that the above by-law was duly passed by the council of the Corporation and is a true copy thereof.

Name of Clerk (Last, First Name) <u>Josée Brizard</u>	Signature
--	-----------



ADAM MUNICIPAL DRAIN

S. 78 ENGINEER'S REPORT
THE NATION MUNICIPALITY

SHADE
GROUP INC

PREPARED BY
SHADE GROUP INC
P.O. BOX 1716
ALMONTE, ONTARIO
K0A 1A0

AUGUST 2022

EXECUTIVE SUMMARY

This Engineer's Report has been prepared under Section 78 of the *Drainage Act, R.S.O. 1990, c. D. 17* (henceforth referred to as *the Act*). The initial purpose of this undertaking was to update the Engineer's Report to reflect the current alignment of the municipal drain and address changes that have been made to the previously adopted system. As part of the undertaking, a landowner requested an improvement by way of an enclosure. This has been included as part of the project.

Shade Group Inc. (SGI) was appointed as the engineer for the Adam Municipal Drain project under by-law 23-2022 on February 28, 2022, with the request to prepare a Section 78 Engineer's Report to amend the 1978 Engineer's Report.

The previous adopted Engineer's Report was prepared in July 1978 by Lascelles, Seguin, Tremblay Consulting Engineers. The Engineer's Report prepared in 1978 includes the Demers-Cayer, Adam and Quirouette Municipal Drains, all of which were petitioned under Section 4 of the Drainage Act (1975). This report has been prepared in reference only to the Adam Municipal Drain – maintenance works associated with the Demers-Cayer and Quirouette Municipal Drain remain under separate cover.

Enclosed within the Appendices of this report you will find: a location plan showing the location of the watershed and drain (Appendix A); a map of the watershed (Appendix B), profile drawings (Appendix B), an updated assessment schedules for the distribution of costs (Appendix C) and construction specifications (Appendix D).

TABLE OF CONTENTS

1.0	OBJECTIVE	1
2.0	DRAIN HISTORY	1
3.0	DRAINAGE ACT, 1990, PROCESS	1
3.1	TO DATE.....	1
3.2	NEXT STEPS.....	2
3.3	LIMITATIONS	2
4.0	DESCRIPTION OF THE WATERSHED + ALIGNMENT OF DRAIN.....	3
4.1	1978 ALIGNMENT & WATERSHED.....	3
4.2	CHANGES MADE TO THE 1978 ALIGNMENT.....	3
4.3	ABANDONMENT – UPPER REACHES.....	3
4.4	2022 ALIGNMENT & WATERSHED	4
4.5	2022 ENCLOSURE.....	4
5.0	PLAN.....	5
6.0	PROFILE	5
7.0	DESIGN CONSIDERATIONS	5
7.1	WATERSHED	5
7.2	FARM CROSSING	6
7.3	1978 CROSS-SECTION.....	6
7.4	2022 CROSS-SECTION – STATION 0+000 – 0+567	6
7.5	2022 ENCLOSURE – STATION 0+567 – 0+835	6
7.6	1978 PROFILE	6
7.7	2022 PROFILE	6
8.0	ASSESSMENTS	7
8.1	LAND USE FACTORS.....	8
8.2	DISTANCE FACTORS.....	8
8.3	SUB-SECTION FACTORS	8
9.0	2022 ENGINEERING COSTS	8
10.0	2022 CONSTRUCTION COSTS.....	9
11.0	FUTURE MAINTENANCE.....	10
12.0	GRANTS	10
13.0	CLOSING	11

APPENDICES

APPENDIX A: LOCATION PLAN

APPENDIX B: PLAN & PROFILE DRAWINGS

APPENDIX C: ASSESSMENT SCHEDULES

APPENDIX D: CONSTRUCTION SPECIFICATIONS

DRAFT

1.0 OBJECTIVE

This Engineer's Report has been prepared under Section 78 of the *Drainage Act, R.S.O. 1990, c. D. 17* (henceforth referred to as *the Act*). The process was initiated as a means of updating the Engineer's Report to reflect the current alignment of the municipal drain and address changes that have been made to the previously adopted system. Over the years, the drain had been partially filled in with a new channel outlet constructed; and the upper reaches of the drain were filled in and tile drained. This report is intended to provide an updated Engineer's Report outlining the existing conditions, addressing any improvements needed to ensure the system provides appropriate service levels per standard industry practice, and provide a means for the municipality to undertake future maintenance.

As part of the process, a landowner requested improvements be undertaken to the existing system by way of a partial enclosure. Details of the enclosure have been outlined in **Section 4.5**.

For more information on the previous report (July 1978), refer to **Section 2** of this report; Drain History.

2.0 DRAIN HISTORY

In consultation with the Township's Drainage Superintendent, we understand that the most current Engineer's Report was prepared in July 1978 by Lascelles, Seguin, Tremblay Consulting Engineers. The Engineer's Report prepared in 1978 includes the Demers-Cayer, Adam and Quirouette Municipal Drains, all of which were petitioned under Section 4 of the Drainage Act (1975).

This report has been prepared only to address the Adam Municipal Drain. For maintenance specifications and associated assessments for the Demers-Cayer or Quirouette Drains, refer to the 1978 Engineer's Report (Lascelles, Seguin, Tremblay Consulting Engineers) (or the most recent associated report, as applicable.)

3.0 DRAINAGE ACT, 1990, PROCESS

3.1 TO DATE

Shade Group Inc. (SGI) was appointed as the engineer for the Adam Municipal Drain project under by-law 23-2022 on February 28, 2022, with the request to prepare a Section 78 Engineer's Report to amend the 1978 Engineer's Report to reflect the current conditions.

An on-site meeting was held on April 28, 2022 with all of the landowners within the watershed for the Adam Municipal Drain. The meeting was held roadside at Aurele Road.

A field survey was carried out on April 28, 2022 following the on-site meeting to collect topographic information pertaining to the existing conditions. This topographic information was used to prepare the updated engineering drawings.

Consultation with applicable parties was carried out throughout the project, including consultation and input from:

- Landowners;
- Tile drain contractors;
- The drainage superintendent.

3.2 NEXT STEPS

Following the submission of this report, the report will be brought to a Meeting to Consider (Section 42).

The clerk of the municipality shall send a copy of the report and a notice stating the date on which the report was filed, the name or designation of the drainage works; and the date of the council meeting at which the report will be considered to the prescribed people (Section 41).

The Meeting to Consider is then held by council, and council may then adopt the report by provisional by-law by giving two readings (Section 45(1)).

Following the Meeting to Consider, and assuming a provisional by-law is adopted, a notice is sent including a copy of the provisional by-law (exclusive of the Engineer's Report), and a letter advising of the time and place for the first sitting of the Court of Revision.

Following the completion of addressing all appeals; or the time for appealing has expired, the council may pass the provisional by-law, thereby authorizing construction (or maintenance) of the drainage works. Work may then be commenced as early as ten days after the by-law is passed if no notice of intention to make an application to quash the by-law has been filed with the clerk of the council (Section 58(1)).

3.3 LIMITATIONS

The process overview provided in Section 3.2 is provided as a general summary of the next steps to completion. Should the process described herein conflict with the specifications of the Drainage Act, the Drainage Act shall govern. The process described is provided as a summary only, the Township clerk shall be responsible for ensuring that the applicable administrative works are completed in accordance with the specifications of the Drainage Act.

4.0 DESCRIPTION OF THE WATERSHED + ALIGNMENT OF DRAIN

4.1 1978 ALIGNMENT & WATERSHED

The Adam Municipal Drain as adopted under the 1978 Engineer's Report offered drainage outlet for the east half of Lot 13, Concession 8 through the west half of Lot 14, Concession 8, former geographic Township of Cambridge, now in the Nation Municipality.

The upstream limits of the drain were at the eastern lot line of the east half of Lot 13, Concession 8, from which the drain flowed in a westerly direction for approximately 2,380 ft (~725 m) before continuing in a northerly direction, ultimately outletting to the Quirouette Municipal Drain at approximately 14+07 (Quirouette Municipal Drain Stationing, 1978). The total length of the 1978 Adam Municipal Drain was approximately 4,050 ft (1,234 m).

The total watershed area was approximately 132.2 acres (1978 Engineer's Report).

4.2 CHANGES MADE TO THE 1978 ALIGNMENT

Based on available historical aerial imagery, it appears that the upper reaches of the Adam Municipal Drain (east half Lot 13, Stations 36+23 to Station 40+50, 1978) was enclosed in the early 2000s. Per discussions with the landowners, we understand that the lands were tile drained, with a tile drain installed within the open ditch. The open ditch was then filled in. Historical aerial imagery suggests that the works were done prior to 2013. Information on the Ontario Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs AgMaps system has this tile drainage system labelled as 2012. No information was available at the time of this report as to the specifics of what was installed nor as to the limits of the tile drained lands. Instead, data from the AgMaps system has been used to guide design and review of the system.

Also based on historical aerial imagery, it appears that the lower limits of the drain were filled in sometime between November 2015 and September 2016 (based on Google Earth aerial imagery and as confirmed by AgMaps which has the tile drainage labelled as 2015). The lower portion of the 1978 Adam Municipal Drain was filled in, with a new outlet excavated from Station 25+30 of the Adam Municipal Drain, continuing in a northerly direction and outletting to the Quirouette Municipal Drain at approximately Station 22+62 (Quirouette Municipal Drain Stationing, 1978).

4.3 ABANDONMENT – UPPER REACHES

Given the changes made to the upper reaches of the drain as outlined in Section 4.2, and through discussions with the landowner of the subject property (ID #3 – **Appendix B**), it has been proposed that the upper reaches of the Adam Municipal Drain are to be abandoned. Specifically, Station 36+26 through 40+50 (1978 Stations) are to be abandoned. The existing open ditch will terminate at approximately Station 36+23 (now 0+835) at the property line between the east half of Lot 13 and the west ¼ of Lot 13, Concession 8, however an approximately 1 m section (Station 0+835 – 0+836) of enclosed drain will continue to have legal status under the Drainage Act. **This 1m extension will not be maintained by the municipality.** It will remain the responsibility of the

landowner to maintain all enclosed works on the east half of Lot 13, Concession 8. The 1 m section (Station 0+835 through 0+836) is intended only to ensure that it is clear that the system has been designed with the intention of this private system being permitted legal, direct connection to the Adam Municipal Drain.

4.4 2022 ALIGNMENT & WATERSHED

As described in Section 4.2, changes have been made to the alignment of the drain since the system was originally adopted in 1978. The new adopted alignment under this report is to be as follows:

The upper limits of the drain is considered to be Station 0+836, approximately 1 m east of the property line between the east half of Lot 13 and the west ¼ of Lot 13, Concession 8. Station 0+835 to Station 0+836 is to be an enclosed system – maintained solely by the owner of the property on which the tile system is located.

Station 0+835 through station 0+567 is to be converted from the current open channel to an enclosed system. The proposed enclosure is to be comprised of a 12" diameter dual wall, perforated pipe, with a Higgenbottom structure located at the current termination point of the upstream tile drain (Station 0+835-0+836).

The enclosure will terminate at Station 0+567, 3m upstream of the 90 degree turn at Station 0+570, where the drain turns in a northerly direction. The open channel then continues in a northerly direction on the property line between Part of the west half of the east half of Lot 14 and the east ¼ of Lot 14, Concession 8 for approximately 570 m, outletting to the Quirouette Drain at approximately Station 22+62 (Quirouette Drain Stations, 1978).

The total maintained portion of the drain is approximately 836 m, serving a watershed of approximately 62 acres.

4.5 2022 ENCLOSURE

As noted in Section 4.4, Station 0+567 through Station 0+835 is proposed to be enclosed at the request of the subject landowner (Landowner ID #2). The proposed enclosure is to consist of a 12" diameter dual wall, smoothwall, perforated pipe. A Higgenbottom structure is to be connected at the top end of the new enclosure, with a tee connection between the existing (assumed) 4" tile drain from Landowner ID #3 – offering a direct connection to the new 12" diameter pipe. For more details on the enclosure, refer to the Plan and Profile drawings as included in Appendix B. Details associated with the design considerations for the enclosure have been included in Section 7.5 of this report.

5.0 PLAN

Enclosed in Appendix B is a Plan View which includes:

- The limits of the catchment area;
- The 2022 alignment which is to be adopted by way of this report;
- Approximate property lines as supplied by the United Counties of Prescott and Russel from their Geographic Information System (GIS) "A La Carte".
- Numbered labels for each property which can be referenced back to the assessment schedule enclosed in Appendix C.

6.0 PROFILE

A topographic survey was completed in April 2022 using a Spectra Precision SP60 GNSS Receiver. This information was compiled in AutoCAD – Civil 3D – and used to prepare a digital terrain model of the existing drainage cross-section and profile. This information was then used to develop an updated profile of the alignment, which is to be used for future maintenance works.

It is intended that the accompanying plan, profile and specifications form a part of this report, and that altogether they govern the performance of this work.

The proposed design profile has been enclosed in Appendix B.

7.0 DESIGN CONSIDERATIONS

7.1 WATERSHED

Given the changes in the alignment of the ditch, an update to the watershed was warranted to reflect the current site conditions.

SGL conducted a visual review of the watershed in April 2022. The updated watershed boundary has been shown on the Watershed Map Plan View as enclosed in Appendix B.

The entirety of the watershed remains as active agricultural lands. The terrain is very flat, with limited elevation changes throughout. Tile drain serves as a key component to the successful drainage of the lands. Tile drainage maps were not available for the entirety of the watershed, although we understand that the majority of the watershed is tile drained. Consultation was undertaken with a local tile drain contractor who is familiar with the area. The tile drain contractor was able to provide guidance on the approximate watershed boundary based on the existing subsurface tile drainage systems. The final watershed boundary has been included in Appendix B.

7.2 FARM CROSSING

At the time of this report, only a single farm crossing was present within the system – located on Property ID #2, at approximately Station 0+695. Given the proposed enclosure, this culvert is to be removed and abandoned. No farm crossings are proposed under this new report.

7.3 1978 CROSS-SECTION

The cross-section as adopted from the 1978 Engineer's Report was as follows:

Bottom width: 2 feet wide
Side Slopes: 1.5 horizontal to 1 vertical

7.4 2022 CROSS-SECTION – STATION 0+000 – 0+567

As the primary purpose of this report was to address the realignment of the system; and as no concerns with respect to capacity, on-going erosion, etc. were brought forth at the on-site meeting, no changes are proposed to the cross-section of the drain, as history would suggest the system as it has operated for the past ~44 years appears to be adequate to meet the needs of the landowners who benefit from it.

As such, the continued cross-section for future maintenance of the open channel shall be:

Bottom width: 2 feet wide
Side Slopes: 1.5 horizontal to 1 vertical

7.5 2022 ENCLOSURE – STATION 0+567 – 0+835

At the request of the subject landowner, an enclosure has been designed for Station 0+567 through 0+835 of the Adam Municipal Drain. The enclosure was designed in consultation with a local, experienced Tile Drain Contractor, who is familiar with the lands in questions. Based on a total contributing area of approximately 41 acres; a pipe slope of 0.08%, a Manning's Roughness Coefficient of 0.013 (for smoothwall pipes); and a ½ inch per day design criteria, a 12 inch diameter pipe would have capacity for approximately 58 acres. Given that is greater than the 41 acres needed, this pipe is expected to perform to the service levels associated with ½ inch per day. The design was reviewed in reference to a 10 inch pipe as well and found to have inadequate conveyance capacity.

7.6 1978 PROFILE

Per the details as outlined on the 1978 Plan & Profile drawing for the Adam Municipal Drain, the 1978 design was completed based on a slope of 0.08%.

7.7 2022 PROFILE

The updated alignment for the Adam Municipal Drain is anticipated to have a slope of approximately 0.08%. This slope applies both to the open channel section and the enclosure.

To achieve this slope, a cleanout will be required of the downstream receiving system. A downstream cleanout is required for approximately 400m of the Quirouette Municipal Drain. Maintenance of the Quirouette Municipal Drain is to be performed as per the specifications of its respective Engineer's Report (1978) and assessed in accordance with the assessment schedule enclosed therein.

8.0 ASSESSMENTS

As the realignment of the Adam Municipal Drain resulted in changes to the watershed, an updated assessment schedule was established to fairly assess costs for future maintenance to those encompassed within the watershed.

As per Section 21 of the Act, *"The engineer in the report shall assess for benefit, outlet liability and injuring liability, and shall insert in an assessment schedule, in separate columns, the sums assessed for each opposite each parcel of land and road liable therefor. R.S.O. 1990, c. D.17, s. 21."* As this is an existing drain and the scope of works does not include any works that would be considered injuring to lands or roads, injuring liability is not applicable.

As the land use of today is assumed to have been the same as that of the original 1978 Engineer's Report, the overall benefit to outlet ratio of the drain has been generally considered proportional today to that of 1978. The benefit assessments have been apportioned amongst the lands within the watershed amongst the lands who meet the definition of such an assessment. Under the Act, lands eligible for benefits assessment are defined as those *"lands, roads, buildings, utilities, or other structures that are increased in value or are more easily maintained as a result of the construction, improvement, maintenance or repair of a drainage works may be assessed for benefit. R.S.O. 1990, c. D.17, s. 22."* In this case, all three properties (the entire watershed) are applicable for benefit assessment.

All lands within the watershed are assessed outlet liability, which is defined as *"lands and roads that use a drainage works as an outlet, or for which, when the drainage works is constructed or improved, an improved outlet is provided either directly or indirectly through the medium of any other drainage works or of a swale, ravine, creek or watercourse, may be assessed for outlet liability. R.S.O. 1990, c. D.17, s. 23 (1)."*

The method for determining the appropriate apportionment of benefit and outlet liability assessment is the responsibility of the appointed Drainage Engineer. The Drainage Engineer shall use their best judgement to determine an apportionment that is considered fair to all those assessed.

For the purposes of assessing outlet benefit across the lands within the watershed, the Drainage Engineer has used the Factored Areas Method. Under this method, the areas of land within the watershed are assigned a number of factors based on land use, proximity to the drain (distance factor), and general location in the watershed (sub-section factor). The summation of these

factors provides a factored area that allows lands within the watershed to be compared on a fair basis. This method takes into account different volumes and rates of flow of water coming off the land, based on the above noted factors. Each of these parameters (i.e. land use, distance of flow and length of drain) can be connected back to estimated volumes and peak flow rates off the land for each property.

Special benefit has been included for the purposes of apportioning the costs associated with the engineering under this report and for the proposed enclosure. Special benefits may be used where, for example, the relocation or realignment of a drain is to the benefit of one specific property. In this case, a special benefit has been used to assess the engineering costs in what this engineer considers to be a fair apportionment amongst those within the watershed, in consideration of both the realignment, the enclosure, and the abandonment.

8.1 LAND USE FACTORS

As all lands within the watershed have the same use, each property was assigned a land use factor of 1.0.

8.2 DISTANCE FACTORS

As the offsetting distance from the drain was generally the same for each property, each property was assigned a distance factor of 1.0.

8.3 SUB-SECTION FACTORS

Each property was assigned a sub-section factor based on their location on the drain.

Property ID #3 benefits from the entire length of the drain and requires the drain as an outlet for their property and as such, was assigned a sub-section factor of 1.0;

Properties #2 and #1 make use of less of the drain and were assigned corresponding factors based on their relative use of the drain.

The summation of these factors was then used to determine an equivalent area, which was used to determine the apportionment of the associated outlet liability.

9.0 2022 ENGINEERING COSTS

The cost associated with the preparation of this report are estimated to be \$18,500 + HST. This estimate does not factor in any appeals through the Court of Revisions, Tribunal or the Referee, but does include for attendance at the first mandated Court of Revisions meeting. Should there be appeals, the total cost will be amended prior to the final adoption of this report.

These engineering costs are to be assessed in accordance with the special benefit assessments as outlined in the Assessment Schedule as enclosed in **Appendix C**. The Assessment Schedule has been prepared based on the above noted costs. Actual final billing may vary.

10.0 2022 CONSTRUCTION COSTS

The scope of work associated with this project are generally consistent with maintenance works for the open channel and the enclosure of a portion of the drain. For the purposes of fairly assessing costs, the works have been split into two assessment schedules.

Schedule 'A' – which includes the aforementioned engineering costs associated with the preparation of this report, also includes the anticipated construction / maintenance costs associated with the open channel from Station 0+000 – 0+567.

Our estimate has been prepared based on the following works:

- Bottom cleanout ~567m open channel per attached plans;
- Install rip-rap at discharge point to the Quirouette Municipal Drain;
- Install rip-rap at 90 degree bend (~Station 0+570 per attached plans);
- Install temporary erosion and sediment control measures during construction to the satisfaction of the applicable approval agencies.

The estimated construction cost associated with the proposed open channel works is estimated at \$7,500 (exclusive of HST). Note that this is an estimate only and actual construction costs may vary. As per Section 59 of the Drainage Act, should the received construction maintenance bids exceed 133% of the estimated construction costs (in this case – that would suggest an upset limit of \$9,975), council shall call a meeting in accordance with Section 41, 42 and 43 and proceed according to the specifications of *the Act*.

Maintenance works required on the Quirouette Drain *have not* been included in the above noted construction costs – as it has been assumed those works will be performed in accordance with the specifications and details as outlined in the associated Engineer's Report (under separate cover).

Schedule 'B' has been prepared with respect to the proposed enclosure. Works are to be assessed in accordance with the distributions as shown in Schedule 'B'. The apportionment of costs has been prepared in consideration of what anticipated maintenance costs would have been on an open channel. These maintenance costs have been used as the baseline, with costs beyond that assessed to the landowner requesting the enclosure.

Our estimate has been prepared based on the following works:

- Bottom cleanout ~270m as required to set pipe at correct elevation;
- Pipe installation;
- Backfill;
- Install temporary erosion and sediment control measures during construction to the satisfaction of the applicable approval agencies.

The estimated construction cost associated with the proposed enclosure works is estimated at \$38,000 (exclusive of HST). Note that this is an estimate only and actual construction costs may vary. As per Section 59 of the Drainage Act, should the received construction maintenance bids exceed 133% of the estimated construction costs (in this case – that would suggest an upset limit of \$50,540), council shall call a meeting in accordance with Section 41, 42 and 43 and proceed according to the specifications of *the Act*.

Per discussions with the Township's Drainage Superintendent, the Township will administer and oversee the proposed works as required. Per discussions with the Township's Drainage Superintendent, it is understood that the Township will also coordinate all necessary permitting as required to conduct the above noted works.

Construction specifications have been included in Appendix D for the above noted works.

11.0 FUTURE MAINTENANCE

Future maintenance works of the Adam Municipal Drain are to be performed in accordance with the plans and specifications detailed herein.

So as to provide for a fair apportionment of future maintenance costs, different assessment schedules have been prepared for the open channel versus the enclosure. Specifically, the following assessment schedules are to be considered applicable for future maintenance:

- Future maintenance of open channel (0+000 – 0+567) – As per Schedule 'A'. Special benefit is **not** to be used.
- Future maintenance / upkeep of enclosure (0+567 – 0+835) – As Per Schedule 'C'
- Future replacement of enclosure (0+567 – 0+835) – As Per Schedule 'D'

The costs associated with these works is to be assessed against the lands in the apportionments as outlined in the assessment schedules enclosed in **Appendix C**.

The alignment shall be maintained in accordance with that which is outlined on the Watershed Map Plan View as enclosed in **Appendix B**, while the profile shall be maintained in accordance with the profile enclosed in **Appendix B**.

12.0 GRANTS

Properties that are registered with the Ontario Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs (OMAFRA) for the Farm Property Class Tax Rate Program may be eligible for a 1/3 grant from the Province. This anticipated grant has been reflected on Schedule 'A', however the Province does reserve the right to cancel this program at any time, and as such, this grant is *not guaranteed*.

Furthermore, the current program limits grant eligibility on enclosures. Per current Agricultural Drainage Infrastructure Program: Administrative Policies (ADIP Policies):

- a. *The cost of enclosing or replacing an existing open ditch municipal drain with a buried pipe is not eligible for grant if, using normal design standards, more pipe flow capacity is required than can be provided by a single 300 millimetre (mm) diameter corrugated plastic pipe (or equivalent capacity). An exception may be made if evidence is provided to the satisfaction of the Director that a drain enclosure is required to address bank slumping or erosion problems on the drain, and the Director's written approval is provided in advance.*
- b. *Where an existing open ditch municipal drain can be enclosed or replaced with a single 300 mm diameter corrugated plastic pipe (or equivalent capacity), grant will be provided under the following conditions:*
 - i. *The required pipe capacity is calculated using no less than a 12 mm (0.5 inch) drainage design coefficient.*
 - ii. *On a single property, the total cost to enclose/replace an open ditch is no more than \$15,000 per drain. If the cost to enclose the drain across a property is greater than \$15,000, grant will be paid on the first \$15,000 only. A drain is considered to be the main channel and any branches that outlet into the main channel on that property.*

Source: http://omafra.gov.on.ca/english/landuse/facts/adip_admin.htm, accessed August 16, 2022

As such, the proposed enclosure is anticipated to be limited in grant eligibility as the total anticipated construction estimate exceeds \$15,000.

13.0 CLOSING

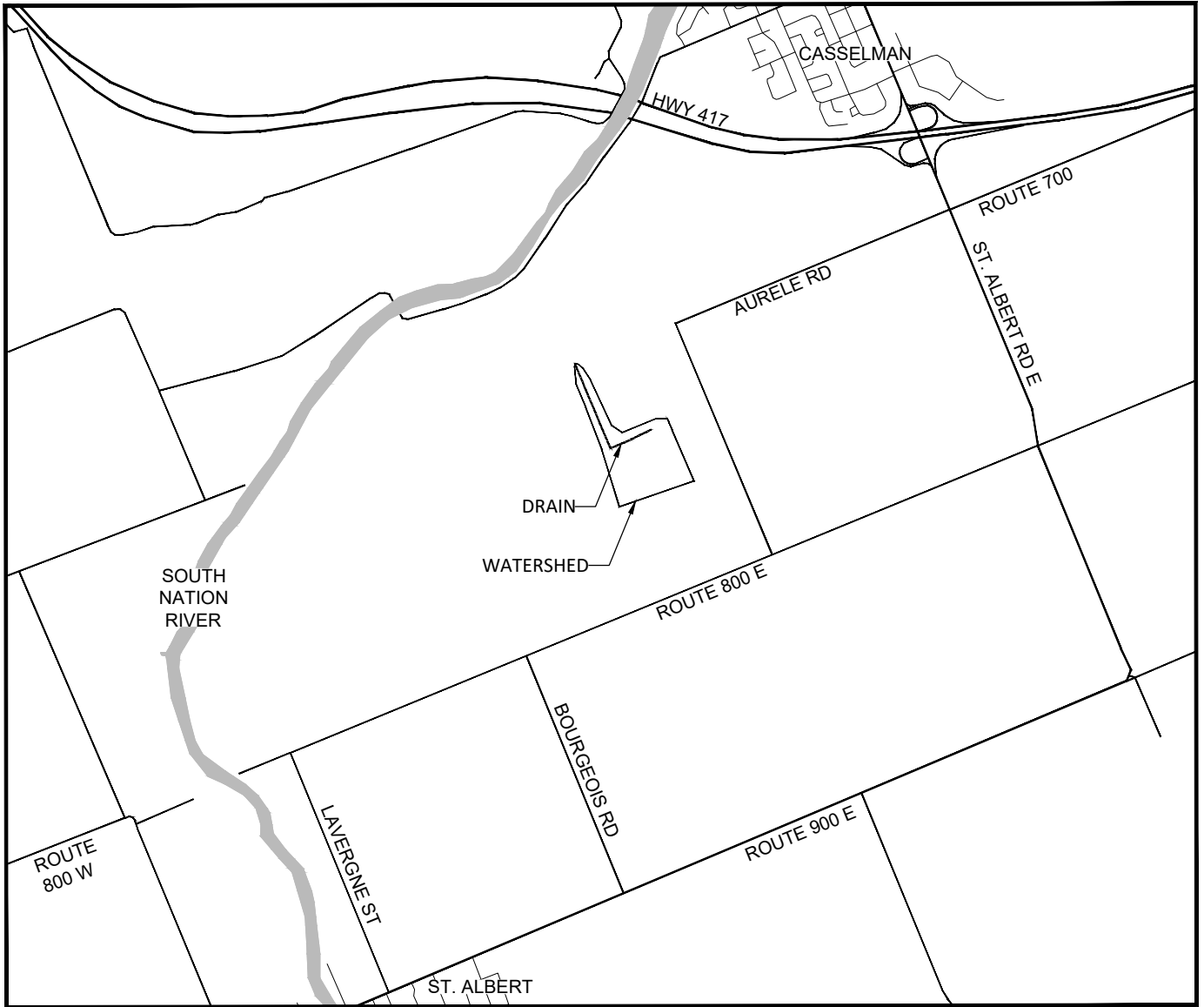
This report is respectfully submitted to the Council of the Nation Municipality this August xx 2022.

Should you have any questions or concerns, please do not hesitate to contact the undersigned.

Monica Shade, P. Eng.
Drainage Engineer
Shade Group Inc.

DRAFT

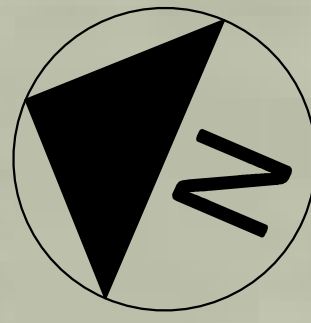
APPENDIX A
LOCATION PLAN



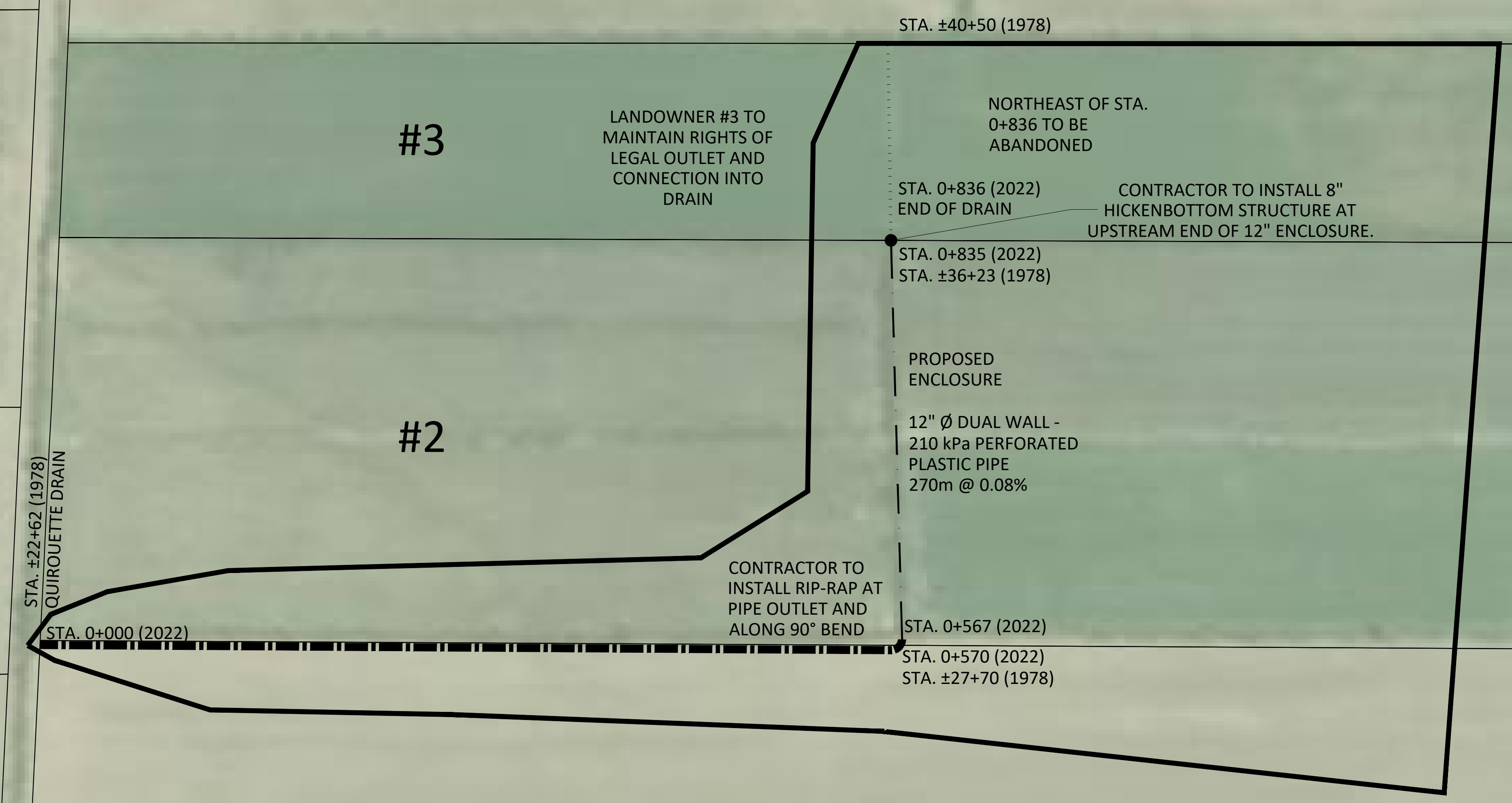
LOCATION PLAN
N.T.S.

DRAFT

APPENDIX B
DRAINAGE PLANS



ADAM MUNICIPAL DRAIN



STA. ±22+62 (1978)
QUIROUETTE DRAIN

LANDOWNER #3 TO MAINTAIN RIGHTS OF LEGAL OUTLET AND CONNECTION INTO DRAIN

STA. ±40+50 (1978)

NORTHEAST OF STA. 0+836 TO BE ABANDONED

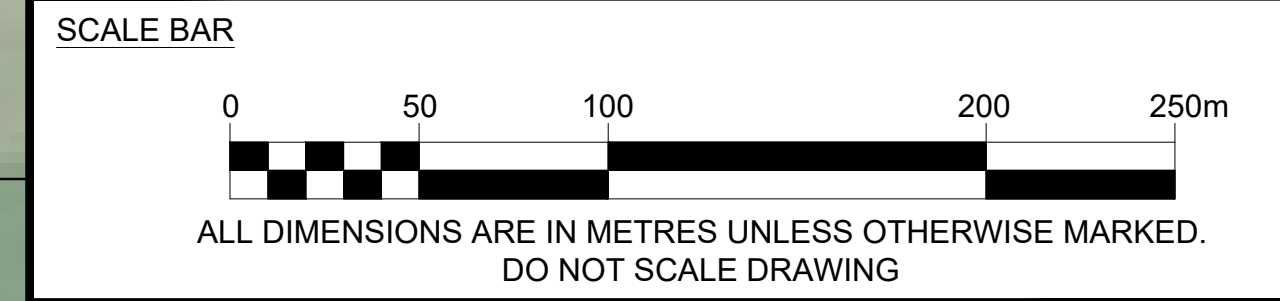
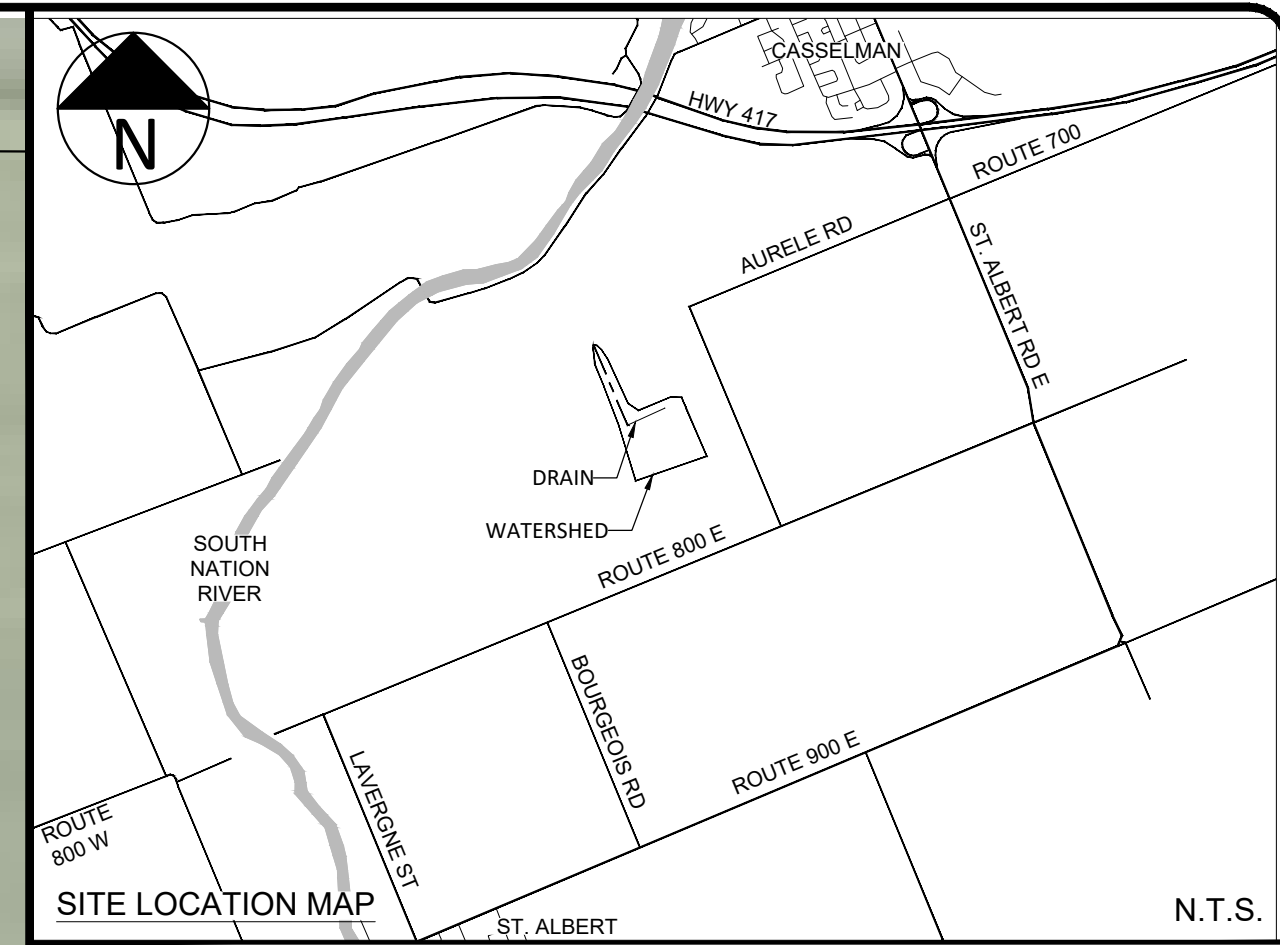
CONTRACTOR TO INSTALL 8" HICKENBOTTOM STRUCTURE AT UPSTREAM END OF 12" ENCLOSURE.

STA. 0+835 (2022)
STA. ±36+23 (1978)

PROPOSED ENCLOSURE
12" Ø DUAL WALL - 210 kPa PERFORATED PLASTIC PIPE
270m @ 0.08%

CONTRACTOR TO INSTALL RIP-RAP AT PIPE OUTLET AND ALONG 90° BEND

STA. 0+567 (2022)
STA. 0+570 (2022)
STA. ±27+70 (1978)



PAGE SIZE 24" x 36" SCALE 1:2000

SHADE GROUP INC.
P.O. BOX 1716
ALMONTE, ON
K0A 1A0



LEGEND

- 2022 PROPERTY LINES (GIS DATA)
- ADAM MUNICIPAL DRAIN ALIGNMENT
- ADAM MUNICIPAL DRAIN WATERSHED BOUNDARY
- ENCLOSED SECTION OF THE ADAM MUNICIPAL DRAIN (NEW)
- FORMER ADAM MUNICIPAL DRAIN - TO BE ABANDONED
- 0+000 STATIONS (m)
- 27+70 APPROX. PREVIOUS STATIONS (FT) PER 1978 ENGINEER'S REPORT
- #1 PROPERTY ID REFERENCE - REFER TO ASSESSMENT SCHEDULES - SCHEDULE 'A' - 'D'

NOTES

1. ALL STATIONS LABELED ARE IN FEET AND ARE IN ACCORDANCE WITH THE PREVIOUS ADOPTED 1979 ENGINEER'S REPORT. THIS MAP IS FOR INFORMATION PURPOSES ONLY AND IMPLIES NO GUARANTEE OF ACCURACY. DO NOT SCALE DRAWING.
2. STATIONS HAVE BEEN PROVIDED FOR REFERENCE TO 1979 ENGINEER'S REPORT. ALL FUTURE MAINTENANCE AS IT RELATES TO MAINTENANCE OF THE CHANNEL SHALL BE IN ACCORDANCE WITH THE ENCLOSED PROFILE.
3. MAINTENANCE WORKS SHOULD BE COMPLETED IN ACCORDANCE WITH THE SPECIFICATIONS FOUND WITHIN THE 2022 ENGINEER'S REPORT AS PREPARED BY SHADE GROUP INC.
4. ALL PROPERTY LINES ARE AS SUPPLIED BY THE UNITED COUNTIES OF PRESCOTT AND RUSSELL, AS ACQUIRED FROM THEIR GEOGRAPHIC INFORMATION SYSTEM (GIS) MAY 2022.
5. THIS MAP AND THE ASSOCIATED REPORT IS IN REFERENCE TO THE ADAM MUNICIPAL DRAIN ONLY; ALL WORKS ASSOCIATED WITH THE DOWNSTREAM AND ADJACENT DRAINS AS ADOPTED UNDER THE 1979 REPORT SHALL REMAIN.

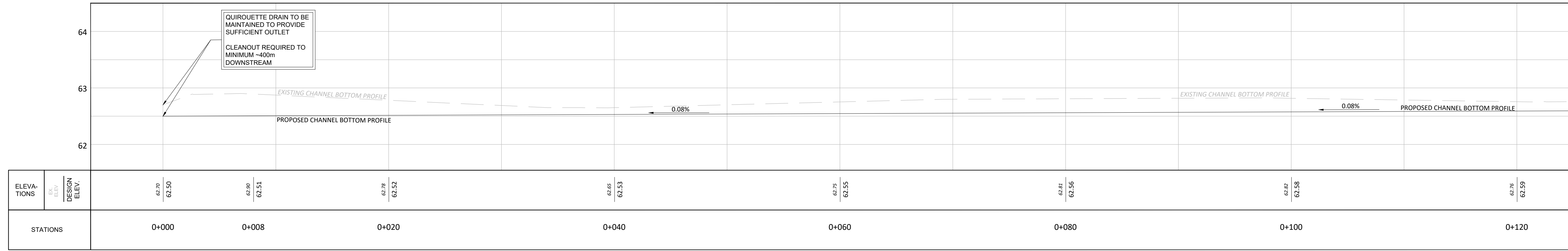
REV. #	REVISION DESCRIPTION	DATE

STAMP

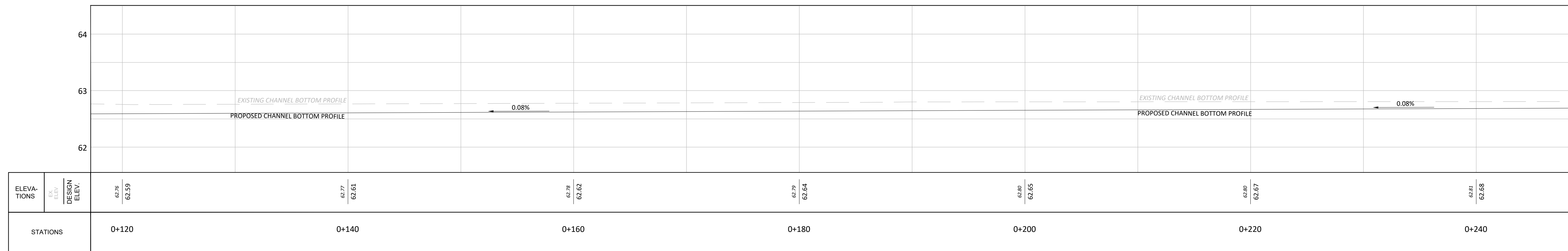
DRAFT

PROJECT TITLE	ADAM MUNICIPAL DRAIN THE NATION MUNICIPALITY
DRAWING TITLE	WATERSHED MAP PLAN VIEW
DRAWING NO.	1 OF 3

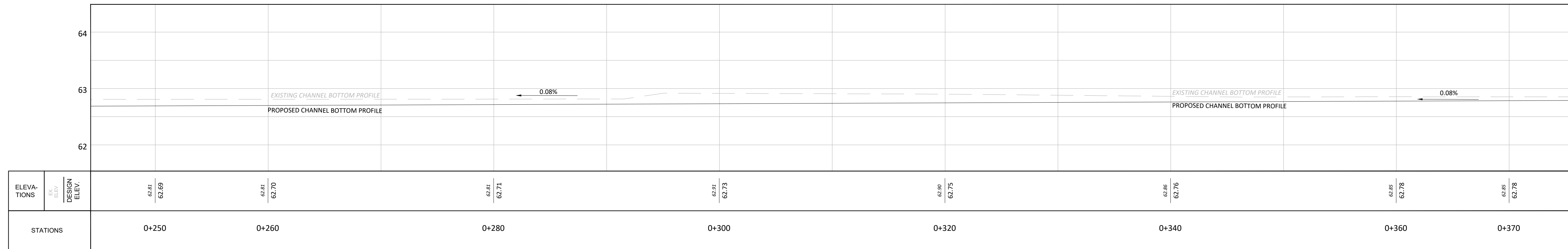
ADAM MUNICIPAL DRAIN
STA. 0+000 - 0+120



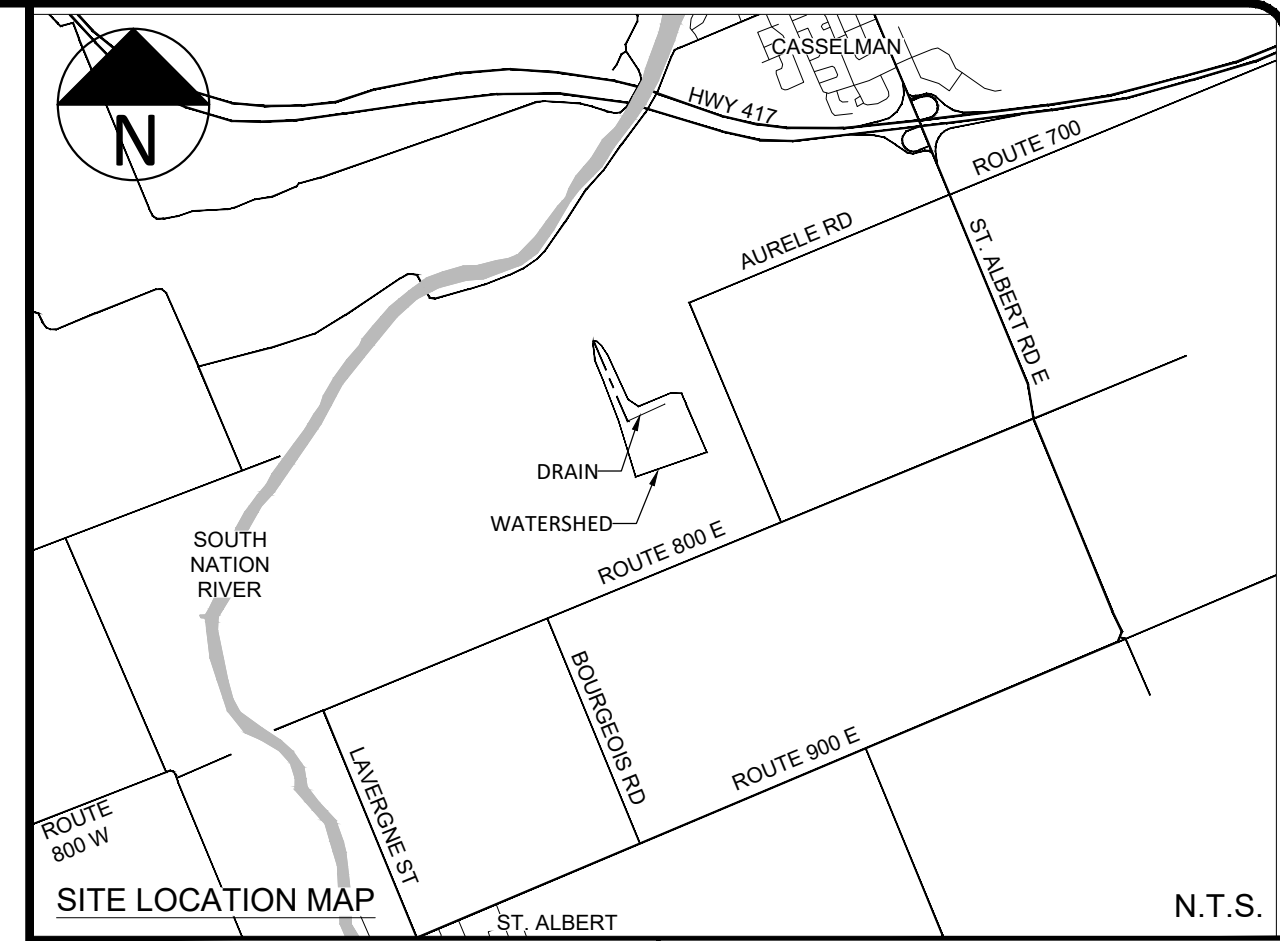
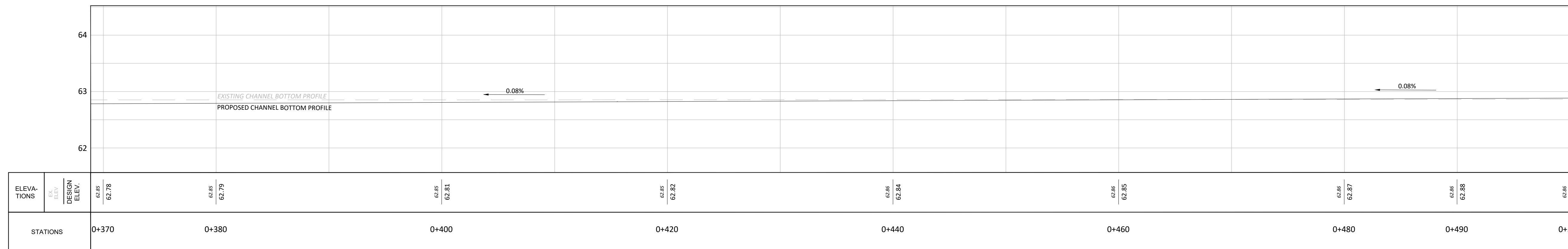
ADAM MUNICIPAL DRAIN
STA. 0+120 - 0+250



ADAM MUNICIPAL DRAIN
STA. 0+250 - 0+370



ADAM MUNICIPAL DRAIN
STA. 0+370 - 0+500



SITE LOCATION MAP N.T.S.
PAGE SIZE 24" x 36" SCALE H 1:200 V 1:40

SHADE GROUP INC.
P.O. BOX 1716
ALMONTE, ON
K0A 1A0

DRAIN CROSS-SECTION

CROSS-SECTION TO MATCH 1978 ENGINEER'S REPORT
SIDE SLOPES 1.5 HORIZONTAL TO 1 VERTICAL
BOTTOM WIDTH 0.61m (2 FT)

GENERAL NOTES

- ALL TOPOGRAPHY, GROUND ELEVATIONS AND SURVEY DATA ARE SHOWN FOR INFORMATION PURPOSES ONLY AND IMPLY NO GUARANTEE OF ACCURACY. ALL DIMENSIONS AND ELEVATIONS TO BE VERIFIED BY THE CONTRACTOR PRIOR TO CONSTRUCTION. ALL ELEVATIONS SHOWN ARE GEODETIC.
- THIS IS NOT A LEGAL SURVEY. PROPERTY LINES SHOWN ARE PER INFORMATION SUPPLIED FROM THE STORMWATER, DUNDAS AND GLENGARRY GIS SYSTEM AND IMPLY NO GUARANTEE OF ACCURACY FOR EXACT PROPERTY LINES.
- ALL DISTURBED AREAS ARE TO BE SEEDED AS SOON AS FEASIBLE.
- WORKS SHALL BE COMPLETED IN THE LOW OR NO FLOW CONDITIONS.
- ANY CHANGES MADE TO THIS PLAN ARE TO BE VERIFIED AND APPROVED BY SHADE GROUP INC.

EROSION AND SEDIMENT CONTROL

- THE CONTRACTOR SHALL IMPLEMENT BEST MANAGEMENT PRACTICES TO PROVIDE FOR PROTECTION OF THE SUBJECT AND DOWNSTREAM RECEIVING WATERBODIES AND WATERCOURSES.
- THE CONTRACTOR SHALL IMPLEMENT TEMPORARY EROSION AND SEDIMENT CONTROL MEASURES DURING CONSTRUCTION AND SHALL ENSURE THESE MEASURES ARE APPROPRIATELY MAINTAINED THROUGHOUT THE DURATION OF THE PROJECT.
- THE CONTRACTOR SHALL FOLLOW INDUSTRY STANDARD FOR ALL MAINTENANCE OF EROSION AND SEDIMENT CONTROL MEASURES, AS APPLICABLE.

REV. #	REVISION DESCRIPTION	DATE

STAMP

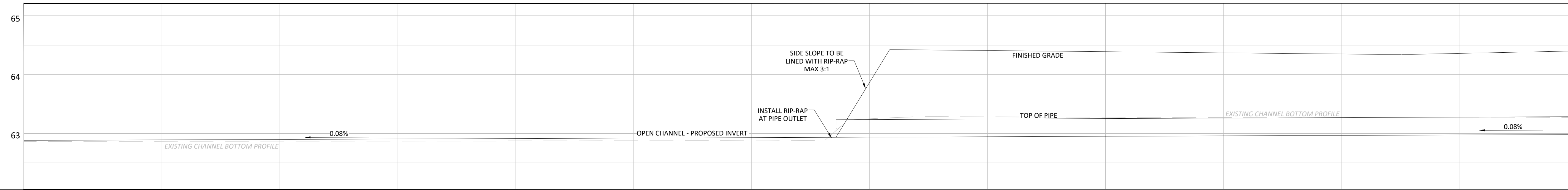
DRAFT

PROJECT TITLE **ADAM MUNICIPAL DRAIN
THE NATION MUNICIPALITY**

DRAWING TITLE **PROFILE VIEW
STA. 0+000 - 0+500**

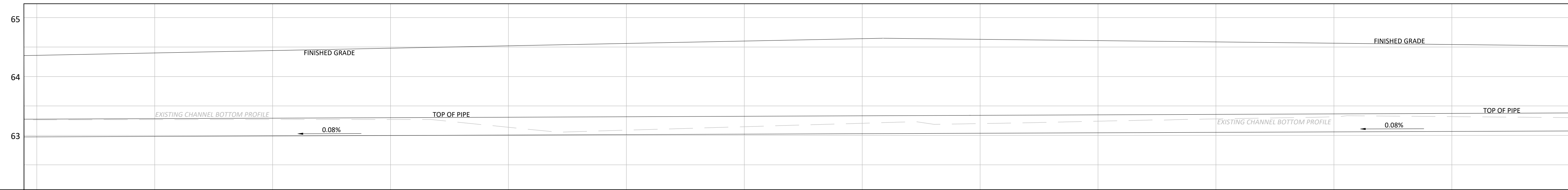
DRAWING NO. **2 OF 3**

ADAM MUNICIPAL DRAIN
STA. 0+500 - 0+620



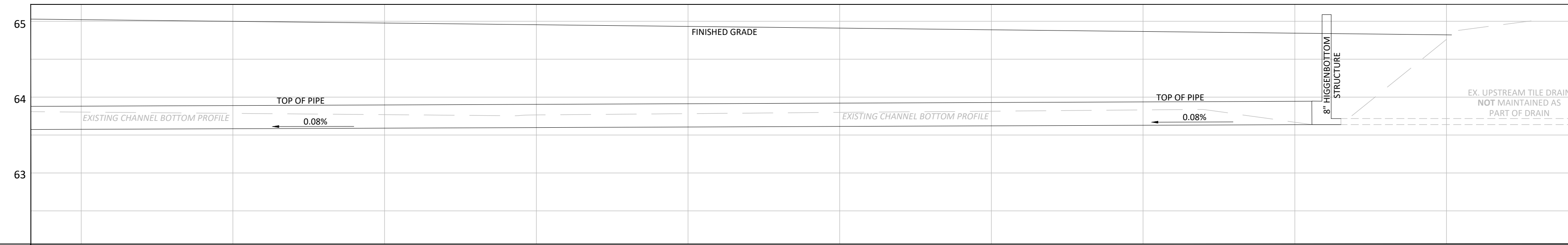
ELEVATIONS	AS BUILT ELEV.	DESIGN ELEV.	STATIONS
	62.86	62.88	0+500
	62.87	62.90	0+520
	62.87	62.91	0+540
	62.87	62.93	0+560
	62.85	62.93 (PIPE INV)	0+567
	62.84	62.96 (PIPE INV)	0+580
	62.87	62.96 (PIPE INV)	0+600
	62.86	62.98 (PIPE INV)	0+620

ADAM MUNICIPAL DRAIN
STA. 0+620 - 0+750

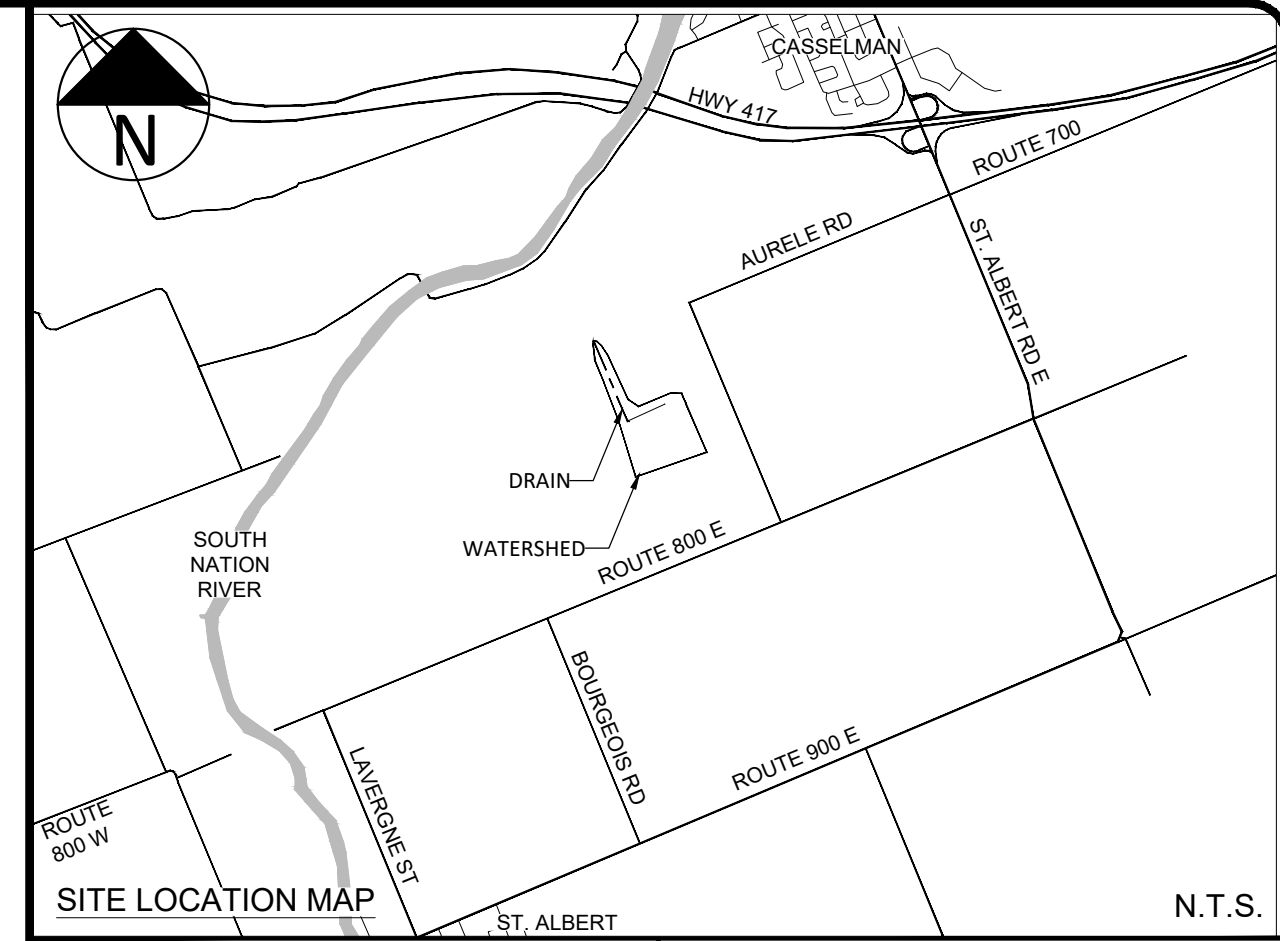


ELEVATIONS	AS BUILT ELEV.	DESIGN ELEV.	STATIONS
	62.98	62.98 (PIPE INV)	0+620
	62.97	62.97 (PIPE INV)	0+640
	62.94	63.01 (PIPE INV)	0+660
	62.95	63.02 (PIPE INV)	0+680
	62.97	63.04 (PIPE INV)	0+700
	62.98	63.05 (PIPE INV)	0+720
	62.92	62.97 (PIPE INV)	0+740
	62.92	63.07	0+750

ADAM MUNICIPAL DRAIN
STA. 0+750 - 0+840



ELEVATIONS	AS BUILT ELEV.	DESIGN ELEV.	STATIONS
	62.90	63.07 (PIPE INV)	0+750
	62.92	63.08 (PIPE INV)	0+760
	62.95	63.10 (PIPE INV)	0+780
	62.90	63.11 (PIPE INV)	0+800
	62.92	63.13 (PIPE INV)	0+820
	62.97	63.14 (PIPE INV)	0+830
			0+836



PAGE SIZE 24" x 36" SCALE H 1:200 V 1:40 N.T.S.

SHADE GROUP INC.
P.O. BOX 1716
ALMONTE, ON
K0A 1A0



DRAIN CROSS-SECTION

CROSS-SECTION FOR OPEN CHANNEL TO MATCH 1978 ENGINEER'S REPORT

SIDE SLOPES 1.5 HORIZONTAL TO 1 VERTICAL

BOTTOM WIDTH 0.61m (2 FT)

ENCLOSURE

12" DIAMETER DUAL WALL PLASTIC PIPE - SMOOTHWALL INTERIOR
210 kPa - PERFORATED PIPE

BACKFILL WITH NATIVE MATERIAL

GENERAL NOTES

- ALL TOPOGRAPHY, GROUND ELEVATIONS AND SURVEY DATA ARE SHOWN FOR INFORMATION PURPOSES ONLY AND IMPLY NO GUARANTEE OF ACCURACY. ALL DIMENSIONS AND ELEVATIONS TO BE VERIFIED BY THE CONTRACTOR PRIOR TO CONSTRUCTION. ALL ELEVATIONS SHOWN ARE GEODETIC.
- THIS IS NOT A LEGAL SURVEY. PROPERTY LINES SHOWN ARE PER INFORMATION SUPPLIED FROM THE STORMONT, DUNDAS AND GLENGARRY GIS SYSTEM AND IMPLY NO GUARANTEE OF ACCURACY FOR EXACT PROPERTY LINES.
- ALL DISTURBED AREAS ARE TO BE SEEDDED AS SOON AS FEASIBLE.
- WORKS SHALL BE COMPLETED IN THE LOW OR NO FLOW CONDITIONS.
- ANY CHANGES MADE TO THIS PLAN ARE TO BE VERIFIED AND APPROVED BY SHADE GROUP INC.

EROSION AND SEDIMENT CONTROL

- THE CONTRACTOR SHALL IMPLEMENT BEST MANAGEMENT PRACTICES TO PROVIDE FOR PROTECTION OF THE SUBJECT AND DOWNSTREAM RECEIVING WATERBODIES AND WATERCOURSES.
- THE CONTRACTOR SHALL IMPLEMENT TEMPORARY EROSION AND SEDIMENT CONTROL MEASURES DURING CONSTRUCTION AND SHALL ENSURE THESE MEASURES ARE APPROPRIATELY MAINTAINED THROUGHOUT THE DURATION OF THE PROJECT.
- THE CONTRACTOR SHALL FOLLOW INDUSTRY STANDARD FOR ALL MAINTENANCE OF EROSION AND SEDIMENT CONTROL MEASURES, AS APPLICABLE.

REV. #	REVISION DESCRIPTION	DATE

STAMP
DRAFT

PROJECT TITLE **ADAM MUNICIPAL DRAIN
THE NATION MUNICIPALITY**

DRAWING TITLE **PROFILE VIEW
STA. 0+500 - 0+836**

DRAWING NO. **3 OF 3**

DRAFT

APPENDIX C

ASSESSMENT SCHEDULES

Assessment Schedule - Updated 2022

Schedule 'A'

2022 Engineering + Maintenance (0+000 - 0+567)

Use for Future Maintenance of Open Channel (0+000 - 0+567)

Property ID No.	Roll No.	Lot/Con	Area Drained (acres)	Outlet (\$)	Benefit (\$)	Special Benefit (\$)*	Est. Farm Credit (\$)	Net Assess. (\$)
1	0212001-008-03200	CON 8 PT LOT 13	44.9	\$ 592.62	\$ 1,125.00	\$ 8,500.00	\$ 3,405.87	\$ 6,811.75
2	0212001-008-03002	CON 8 PT LOTS 13;AND 14	51.3	\$ 1,354.41	\$ 1,350.00	\$ 8,500.00	\$ 3,734.80	\$ 7,469.61
3	0212001-008-03002	CON 8 W PT LOT 14	21.3	\$ 1,052.96	\$ 2,025.00	\$ 1,500.00	\$ 1,525.99	\$ 3,051.98
Sub-Total				\$ 3,000.00	\$ 4,500.00	\$ 18,500.00	\$ 8,666.67	\$ 17,333.33

*Do not use special benefit column for future maintenance

Assessment Schedule - Updated 2022
 Schedule 'B'
 Proposed Enclosure (0+567 - 0+835)
NOT TO BE USED FOR FUTURE WORKS

Property ID No.	Roll No.	Lot/Con	Area Drained (acres)	Outlet (\$)	Benefit (\$)	Special Benefit (\$)	Net Assess. (\$)
2	0212001-008-03002	CON 8 PT LOTS 13;AND 14	51.3	\$ 1,316.21	\$ 1,200.00	\$ 33,000.00	\$ 35,516.21
3	0212001-008-03002	CON 8 W PT LOT 14	21.3	\$ 683.79	\$ 1,800.00	\$ -	\$ 2,483.79
Sub-Total				\$ 2,000.00	\$ 3,000.00	\$ 33,000.00	\$ 38,000.00

Assessment Schedule - Updated 2022
Schedule 'C'

For Future Maintenance of Enclosure (0+567 - 0+835)

Property ID No.	Roll No.	Lot/Con	Area Drained (acres)	Outlet (\$)	Benefit (\$)	Net Assess. (\$)
2	0212001-008-03002	CON 8 PT LOTS 13;AND 14	51.3	\$ 394.86	\$ 360.00	\$ 754.86
3	0212001-008-03002	CON 8 W PT LOT 14	21.3	\$ 205.14	\$ 540.00	\$ 745.14
Sub-Total				\$ 600.00	\$ 900.00	\$ 1,500.00

Assessment Schedule - Updated 2022
Schedule 'D'

For Future Replacement of Enclosure (0+567 - 0+835)

Property ID No.	Roll No.	Lot/Con	Area Drained (acres)	Outlet (\$)	Benefit (\$)	Special Benefit (\$)	Net Assess. (\$)
2	0212001-008-03002	CON 8 PT LOTS 13;AND 14	51.3	\$ 1,316.21	\$ 1,200.00	\$ 16,000.00	\$ 18,516.21
3	0212001-008-03002	CON 8 W PT LOT 14	21.3	\$ 683.79	\$ 1,800.00	\$ -	\$ 2,483.79
Sub-Total				\$ 2,000.00	\$ 3,000.00	\$ 16,000.00	\$ 21,000.00

DRAFT

APPENDIX D
CONSTRUCTION SPECIFICATIONS

The following construction specifications have been prepared in reference to the 1978 Engineer's Report for the Adam Municipal Drain, with updates as required to reflect today's standards and practices.

Excavation of Ditch

The bottom of the ditch shall be excavated to an even grade so that no water may lie stagnant therein.

The channel shall be excavated in conformance with the specifications outlined herein.

Design Criteria	Specification
Side Slopes	1.5 Horizontal to 1 Vertical
Grade	0.08%
Bottom Width	0.60 m (2 ft)

It is essential that the side slopes shall not be greater than that specified. The Contractor shall not be allowed to increase the bottom width without maintaining the specified side slopes.

Works shall be completed in low or no flow conditions. Works shall be completed as efficiently as possible; works should not be left partially started and unattended for long periods of time.

Works shall be completed in conformance with the permit specifications from the applicable approval agencies. For the purposes of this report, it has been assumed that the Township Drainage Superintendent will be overseeing the acquisition of permits; as the Township will also be looking after the tendering and contract administration of the works described herein.

Excavated material as removed from the channel is to be spread on the adjoining farmland. Material from Stations 0+000 to 0+570 is to be spread on the west side of the channel, while material from Station 0+570 – 0+836 is to be spread along the north side of the channel.

Material is to be taken back at least 10 feet from the edge of the finished ditch so as to leave a berm of 10 feet in width if the spreading is done in cultivated land. Excavated material shall be spread and leveled by means of a bulldozer or similar equipment so that the finished work presents a neat appearance and leaves the lands so that it can easily be worked by the farmer, and spread in such a manner that the average elevation at any particular location does not exceed the elevation of the adjoining lands by more than 6 inches.

Install Temporary Erosion and Sediment Control Measures

Temporary erosion and sediment control measures are anticipated to include (at a minimum) straw bale check dams installed within the drain alignment, to allow for temporary erosion and sediment control protection until such a time that grass or vegetation can be established on the banks and bottom of the channel. Additional temporary measures may also be required to the

satisfaction of the permitting agencies. It shall be the contractor's responsibility to maintain these measures after every rainfall event (>10mm) and as required throughout construction to ensure they are operating as per standard industry practice. On-going maintenance of the temporary erosion and sediment control measures is to be continued until such a time as sufficient vegetation has established to stabilize the banks and bottom of the system; to the satisfaction of the engineer or Drainage Superintendent.

Rip-rap Installation

Rip-rap shall be installed at the start of the channel where the alignment meets with the Quirouette Drain so as to provide for channel protection and bank stabilization against the inflow from the Adam Municipal Drain. Rip-rap is also to be installed at Station 0+570, where the drain makes a 90 degree turn; once again to allow for channel protection and bank stabilization. This rip-rap at Station 0+570 will also allow for channel protection against the discharge point from the enclosure.

Rip-rap shall be underlain with geotextile and shall be placed with machinery capable of controlling the drop of the rock, rather than dumped over the edge of the bank. Rip-rap shall be placed immediately following preparation of the banks. The minimum thickness of the riprap shall be 1.5 times the mean diameter. Rip-rap shall be installed along both the inner and outer bank, as well as along the bottom width.

Enclosure Installation

The contractor shall first excavate the bottom of the ditch to the appropriate elevation as per the enclosed Profile Drawings. Excavated material is to be spread beside the drain in fitting with the specifications as outlined in the "Excavation of the Ditch" specification provided on the previous page. Material is to be spread along the north side of the channel.

The contractor shall install the dual wall perforated pipe as per manufacturer specifications.

Following installation of the pipe, the ditch is to be backfilled with suitable backfill material. Backfill material shall take into consideration the intended land use; in that the area is expected to be farmed after completion. Backfill with significant large blocks of concrete or large stones should be avoided.

**EXEMPTION FROM PART LOT CONTROL BY-LAW
CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY
BY-LAW NO. 117-2022**

"Being a By-law to exempt certain lands from Part Lot Control, in Registered Plan 50M316, on a Street legally named ADAM STREET, in the Nation Municipality and in the County of Russell."

WHEREAS pursuant to a request from DARIUS ARTHUR FARSI, JENNIFER OLSEN AND JESSICA AFTON FARSI., it is expedient to exempt from Part Lot Control certain lands being LOT 41, Registered Plan 50M316 on a Street legally named Adam Street;

WHEREAS the Planning Act, R.S.O. 1990, c.P.13, as amended, (the "Planning Act") subsection 50(5) provides that all lands within a plan of subdivision are subject to part lot control;

WHEREAS authority is vested in Council of municipalities by the Planning Act, subsection 50(7) to enact by-laws which provide that subsection 50(5) does not apply to lands that are within a registered plan of subdivision as are designated in the by-law;

AND WHEREAS the Planning Act, subsection 50(7.1) does not come into effect until approved by the United Counties of Prescott and Russell;

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

1. a) THAT LOT 41, Registered Plan 50M316, being Parts 1, 2 and 3 on Reference Plan 50R11338, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "A", is/are hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.

b) THAT LOT 41, Registered Plan 50M316, being Parts 4 and 5 on Reference Plan 50R11338, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "B", is/are hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.
2. That this By-Law shall come into force upon approval and shall expire on October 3, 2024 unless the Council of the Corporation of the Nation Municipality has provided an extension by amendment to this by-law prior to its expiry.
3. THAT this By-law comes into force and effect when it is approved by the United Counties of Prescott and Russell.
4. THAT this by-law shall not be construed as to permit the further resubdivision or severance of any such parcel.
5. Registration of this by-law in the proper land registry office is authorized and this by-law shall thereupon become effective.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND FINALLY PASSED THIS 3rd DAY OF OCTOBER, 2022.

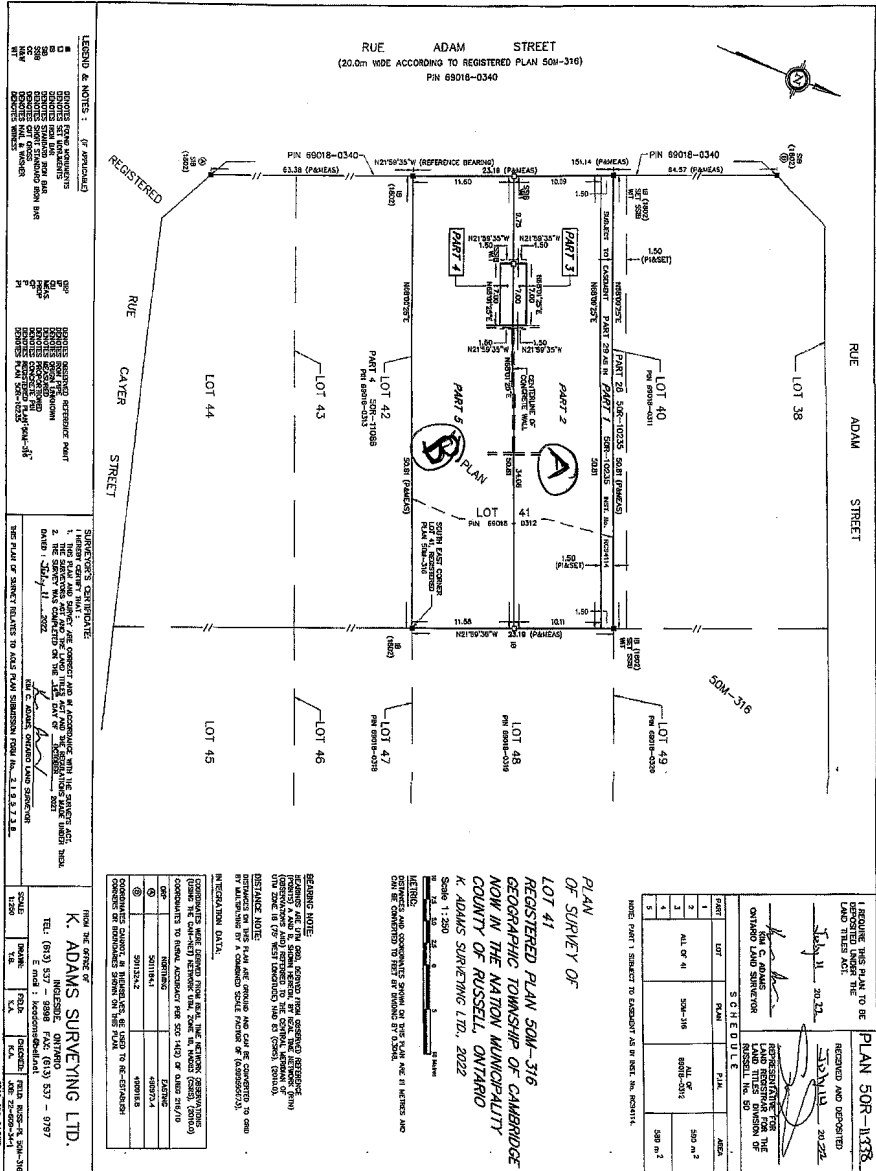
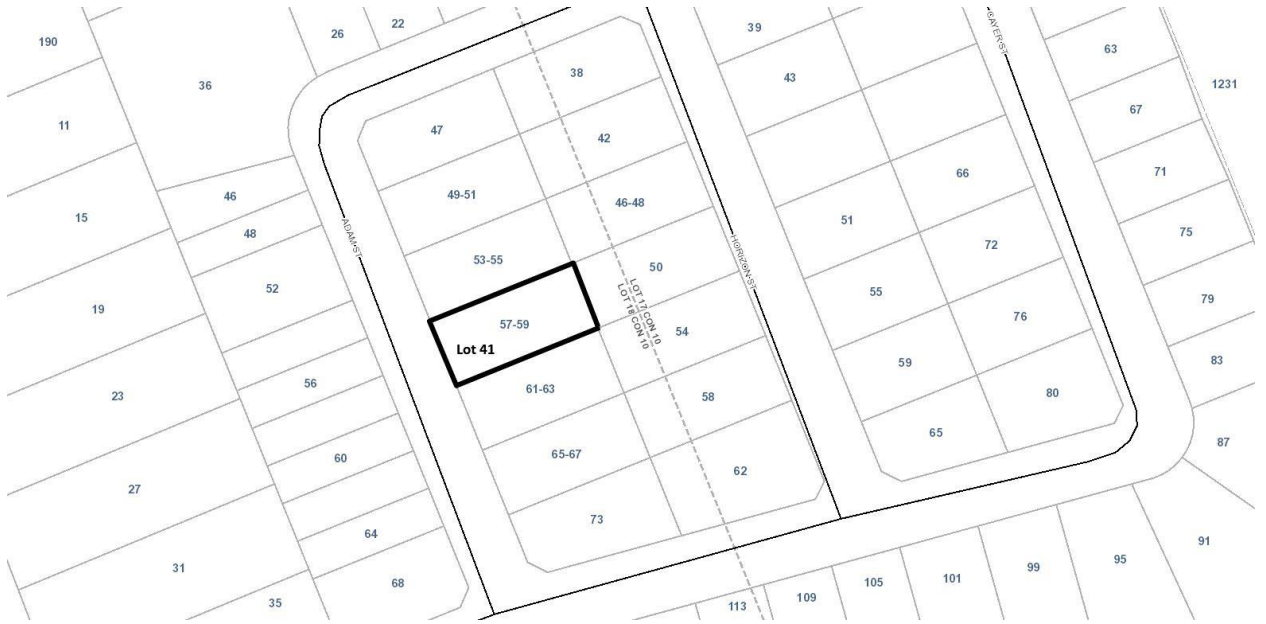
Mayor

Clerk

Pursuant to the United Counties of Prescott and Russell By-Law 2020-16, this by-law, having met the criteria for Part Lot Control exemption, is hereby APPROVED under Section 50(7) of the Planning Act, R.S.O. 1990, as amended.

, United Counties of Prescott and Russell

INFORMATION SKETCHES NOT PART OF BY-LAW



Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 09/28/2022 To 10/04/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
12967	C	10/04/2022	248	LEGAULT MARCEL	\$200.00	O
12968	C	10/04/2022	288	MIKE'S LOCK SHOP	\$1,326.62	O
12969	C	10/04/2022	290	MINISTER OF FINANCE	\$136,583.00	O
12970	C	10/04/2022	473	WILSON FARMS (1980)	\$843.76	O
12971	C	10/04/2022	577	EMCO WATERWORKS	\$2,228.08	O
12972	C	10/04/2022	833	BELISLE JACQUES	\$1,500.00	O
12973	C	10/04/2022	939	SSQ INSURANCE COMPANY INC.	\$92.81	O
12974	C	10/04/2022	1172	POMMAINVILLE DENIS	\$250.00	O
12975	C	10/04/2022	1798	WATHIER GUYLAIN	\$1,000.00	O
12976	C	10/04/2022	1984	DANS LE SENS DU GRAIN	\$5,480.50	O
12977	C	10/04/2022	2456	SYSTEMES D'ENTREE ASSA ABLOY	\$389.15	O
12978	C	10/04/2022	3093	SHOP3D CANADA PRINTING SUPLIES LTD.	\$9,006.00	O
12979	C	10/04/2022	3176	ST-DENIS, JOEL	\$100.00	O
12980	C	10/04/2022	3177	OWENS, STEVEN	\$100.00	O
12981	C	10/04/2022	3180	DUPONT, JOCELYN	\$100.00	O
12982	C	10/04/2022	3181	LAVICTOIRE, VICKY	\$1,500.00	O
12983	C	10/04/2022	3182	MAISON ILM	\$1,500.00	O
12984	C	10/04/2022	3183	CORRIVEAU, MATHIEU	\$1,500.00	O
12985	C	10/04/2022	3184	CORNAY, LAURIE	\$1,500.00	O
12986	C	10/04/2022	3185	MORIN, LISE	\$1,500.00	O
12987	C	10/04/2022	3186	BAYNE, GAMAAL	\$1,500.00	O
63933	E	10/04/2022	9	AALTO TECHNOLOGIES	\$965.13	O
63934	E	10/04/2022	66	BRENNTAG CANADA INC	\$6,194.24	O
63935	E	10/04/2022	71	BYTOWN LUMBER	\$1,915.90	O
63936	E	10/04/2022	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$7,833.42	O
63938	E	10/04/2022	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$487.29	O
63939	E	10/04/2022	119	CRANE SUPPLY	\$810.97	O
63940	E	10/04/2022	206	JEAN-CLAUDE CAYER ENTREPRISES	\$641.83	O
63941	E	10/04/2022	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$8,790.42	O
63942	E	10/04/2022	264	LEVAC PROPANE INC	\$45.30	O
63943	E	10/04/2022	269	LOCATION SHALKA RENTAL LTD	\$73.90	O
63944	E	10/04/2022	382	SANI-SOL INC	\$502.31	O
63945	E	10/04/2022	450	UNITED COUNTIES OF PRESCOTT &	\$419,748.46	O
63946	E	10/04/2022	453	UPPER CANADA ELEVATORS	\$328.00	O
63947	E	10/04/2022	514	GENDRON RICHARD	\$200.00	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 09/28/2022 To 10/04/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
63948	E	10/04/2022	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$4,596.07	O
63949	E	10/04/2022	1336	ON CALL CENTRE	\$272.88	O
63950	E	10/04/2022	1602	SKS LAW LLP/SRL	\$3,267.08	O
63951	E	10/04/2022	2261	MD AUTO CARE INC	\$190.97	O
63952	E	10/04/2022	2681	DENIS PICHÉ	\$200.00	O
63953	E	10/04/2022	3029	RC STRATEGIES INC.	\$9,928.07	O
63954	E	10/04/2022	3041	AIRON HVAC AND CONTROL LTD.	\$1,078.87	O
63955	E	10/04/2022	3190	PHARAND, STEPHANIE	\$133.00	O
BELL CANADA	E	09/28/2022	46	BELL CANADA	\$253.12	O
BELL CANADA	E	10/04/2022	46	BELL CANADA	\$343.04	O
BELL MOBILITY INC.	E	10/04/2022	47	BELL MOBILITY INC.	\$2,491.30	O
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	E	10/04/2022	3017	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	\$34,095.16	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	09/28/2022	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$254.22	O
IMPERIAL - FIRE #188891	E	10/04/2022	199	IMPERIAL - FIRE #188891	\$383.04	O
THE BEER STORE	E	10/04/2022	42	THE BEER STORE	\$4,899.56	O
WORKPLACE SAFETY INSURANCE	E	10/04/2022	475	WORKPLACE SAFETY INSURANCE	\$763.54	O

TOTAL**\$679,887.01**



groupeaction

pour l'enfant, la famille et la communauté de Prescott-Russell



Maison de la famille d'Embrun

100 rue Mahou, C.P. 358 Embrun, Ontario K0A 1W0

613-443-1614 Courriel : maisonembrun@bellnet.ca www.groupeaction.ca

Le 16 septembre 2022

Municipalité La Nation
Conseiller Danik Forgues



Sujet : Campagne de collecte de fonds pour les habits de neige 2022

Monsieur Forgues,

Fiers de nos enfants/Maison de la famille d'Embrun lance sa 16^{ième} campagne d'habits de neige. Cette campagne vise à amasser des fonds pour offrir des habits de neige gratuitement aux familles éligibles qui ont des enfants âgés de la naissance à 12 ans.

Nous savons tous à quel point le coût de la vie a augmenté depuis la pandémie et nous nous attendons à ce que les demandes soient plus nombreuses cette année. Nous sollicitons votre générosité afin de s'assurer que chaque enfant sera habillé convenablement pour affronter l'hiver en toute dignité.

Vous pouvez effectuer votre don par virement Interac ou par chèque libellé à l'ordre de Groupe Action pour l'enfant, la famille et la communauté de Prescott-Russell. Groupe Action est un organisme à but non-lucratif qui gère le programme Fiers de nos enfants/Maisons de la famille. Veuillez nous aviser si vous désirez un reçu pour fin d'impôt. Pour les procédures de dons, visitez notre site web à www.groupeaction.ca.

Nous vous remercions à l'avance de votre générosité et si vous avez des questions n'hésitez pas à communiquer avec Mme Judith Gour au 613-632-7837.

Sincèrement,

Stephanie Piche EPEI

Allison Wilson EPEI



www.groupeaction.ca

250 rue Main Street est / East, suite 210, Hawkesbury ON K6A 1A5
Tel.: 613 632-7837 ou / or 1-866-363-3210 • Téléc. / Fax.: 613 632-5648

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2022-09-28

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Cornwall Community Hospital 6 South	Cornwall	COVID	COVID	2022-09-26		2022-09-26
Iakhihsotha Lodge	Akwesasne	COVID	COVID	2022-09-22		2022-09-22
Heartwood LTC	Cornwall	COVID	COVID	2022-09-21		2022-09-21
Cornwall Community Hospital 6 South	Cornwall	MSRA	MSRA	2022-09-20		2022-09-20
Russell Meadows Retirement Home	Russell	COVID	COVID	2022-09-20		2022-09-20
Heritage Manor	Cornwall	COVID	COVID	2022-09-20		2022-09-20
Cornwall Community Hospital - 1700 POD	Cornwall	COVID	COVID	2022-09-16		2022-09-16
St- Joseph's Complex Continuing Care (Mantel House)	Cornwall	COVID	COVID	2022-09-14	2022-09-22	2022-09-22
St Joseph's Continuing Care Centre (McNeil House)	Cornwall	COVID	COVID	2022-09-12		2022-09-13
Riverdale Terrace	Cornwall	COVID	COVID	2022-09-12		2022-09-12
Caessant Care Nursing Home	Bourget	COVID	COVID	2022-09-10		2022-09-12
Naomi's Family Resource Center	Winchester	COVID	COVID	2022-09-08	2022-09-20	2022-09-20
Heritage Manor	Cornwall	Entérique	Inconnu	2022-09-08	2022-09-20	2022-09-20
St-Joseph's Continuing Care Centre (Quinn House)	Cornwall	COVID	COVID	2022-09-08		2022-09-08
Cornwall Community Hospital 2500 POD	Cornwall	COVID	COVID	2022-09-06	2022-09-13	2022-09-13
Residence Aquatria	Casselman	COVID	COVID	2022-09-06	2022-09-26	2022-09-26
St-Jacques Nursing Home	Embrun	COVID	COVID	2022-09-02	2022-09-16	2022-09-16
Cornwall Community Hospital - 2600 POD	Cornwall	COVID	COVID	2022-08-31	2022-09-19	2022-09-21
Château Glengarry	Alexandria	COVID	COVID	2022-08-31	2022-09-09	2022-09-09
Chartwell Hartford Retirement Residence	Morrisburg	COVID	COVID	2022-08-30	2022-09-09	2022-09-09
St-Joseph's Continuing Care Centre (Kane House) LTC	Cornwall	COVID	COVID	2022-08-29	2022-09-22	2022-09-22
McGill Manor 1	Hawkesbury	COVID	COVID	2022-08-22	2022-09-13	2022-09-13
Glengarry Memorial Hospital (Medicine & Rehab units)	Alexandria	MSRA	MSRA	2022-08-18	2022-09-23	2022-09-23

Parisien Manor ÉTABLISSEMENT	Cornwall LIEU	COVID TYPE DE FLAMBÉE	COVID ORGANISME IDENTIFIÉ	2022-08-17 SIGNALÉ RAPPORTÉ	2022-09-12 DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	2022-09-12 DERNIÈRE MISE À JOUR
St- Joseph's Complex Continuing Care (Cobey House)	Cornwall	COVID	COVID	2022-08-12	2022-09-09	2022-08-12

Définition d'une éclosion de COVID-19 dans un établissement

À partir du 3 février 2022, la définition d'une éclosion de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés parmi les résidents et/ou le personnel/autres visiteurs dans une résidence, chacun avec un test PCR OU un test moléculaire rapide OU un test antigène rapide positif, ET qui sont reliés par un lien épidémiologique, dans une période de 10 jours.

Activité grippale dans la région

Des cas sporadiques d'influenza A sont signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)
- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)

- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)
- [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)



CORNWALL • ALEXANDRIA • CASSELMAN • HAWKESBURY • ROCKLAND • WINCHESTER

www.EOHU.ca • 1 800 267-7120 • www.BSEO.ca

From: Ag Info <ag.info.omafra@ontario.ca>
Date: September 23, 2022 at 3:46:00 PM EDT
To: Josée Brizard <JBrizard@nationmun.ca>
Subject: Letter from the Chief Veterinarian for Ontario

Ministry of Agriculture,
Food and Rural Affairs

1 Stone Road West, 5th Floor
Guelph, Ontario N1G 4Y2
Tel: 519-826-3577
Fax: 519-826-4375

Ministère de l'Agriculture, de
l'Alimentation et des Affaires rurales

1, rue Stone ouest, 5e étage
Guelph (Ontario) N1G 4Y2
Tél. : 519 826-3577
Télééc. : 519-826-4375



Office of the Chief Veterinarian for Ontario (OCVO)

September 23, 2022

Josée Brizard
The Nation Municipality
CAO/Clerk
jbrizard@nationmun.ca

Dear Josée Brizard:

The Canadian Food Inspection Agency (CFIA) has confirmed cases of highly pathogenic avian influenza (H5N1) in Ontario domestic poultry.

While the CFIA leads the disease response for highly pathogenic avian influenza and may impose [permitting requirements in defined areas of the province](#), I am writing to inform you and your members of the action that the province is taking to help limit the spread of the virus.

On my advice and recommendation as Chief Veterinarian for Ontario, the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs has issued a [Minister's Order](#) under the *Animal Health Act, 2009*, for the purpose of limiting the commingling of birds from different locations in Ontario to reduce the likelihood of disease transmission in domestic birds by limiting direct contact.

Effective September 23, 2022, this Order temporarily prohibits events where birds commingle, such as bird shows, bird sales and swaps, portions of fairs where birds are exhibited, sport and educational displays where birds are brought from multiple locations, vaccination gatherings for birds from multiple locations, and prohibits the movement of birds to those

events. Temporarily reducing direct contact between birds from different locations will limit the spread of avian influenza and protect flock health.

This Order will expire on October 22, 2022 but may be extended if required. This Order is similar to the one issued during the Spring 2022 wave of the avian influenza outbreak, with which you may already be familiar.

I also encourage your members to maintain strict biosecurity measures to help reduce the risk of introducing avian influenza to their birds.

Avian influenza is not a threat to food safety but impacts domesticated and wild birds. Ontario poultry and eggs are safe to eat when, as always, proper handling and cooking takes place. People working with poultry should take additional precautions and are strongly encouraged to follow all public health guidelines and maintain strict biosecurity.

For more information on the Minister's Order, please visit [OMAFRA's Avian Influenza webpage](#).

I continue to monitor this quickly developing situation and may implement further measures as part of the response to this disease.

I appreciate your cooperation in working together to enhance biosecurity and reduce the spread of avian influenza.

Sincerely,

Original signed by

Cathy Furness, DVM
Chief Veterinarian for Ontario



Good things grow in Ontario
À bonne terre, bons produits

Ministry Headquarters: 1 Stone Road West, Guelph, Ontario N1G 4Y2
Bureau principal du ministère: 1 Stone Road West, Guelph (Ontario) N1G 4Y2

Un message du Dr Paul sur la COVID-19 et d'autres maladies respiratoires à l'arrivée de l'automne

Maintenant qu'est arrivé l'automne et le début de la période des maladies respiratoires, j'ai voulu prendre un moment pour discuter de l'état de la pandémie de COVID-19 et de quelques précautions que nous pouvons tous prendre pour empêcher qu'elle se propage pendant l'automne et l'hiver, en plus des autres maladies respiratoires.

Mise à jour sur les cas de COVID-19 et la gestion des contacts

Comme vous le savez probablement, le ministère de la Santé de l'Ontario a récemment actualisé ses directives visant les personnes qui ont soit présenté des symptômes de la COVID-19, testé positif à la COVID-19, ou été en contact étroit avec une personne qui a la COVID-19.

Directives visant les personnes présentant des symptômes

Afin de prévenir la propagation de la COVID-19 et des autres virus respiratoires comme le rhume ou la grippe, la Province indique maintenant aux personnes présentant des symptômes de la COVID-19 de rester à la maison pendant qu'elles sont malades, quels que soient les résultats d'un test. Dès que leurs symptômes se sont améliorés depuis 24 heures (dans le cas de symptômes respiratoires) ou 48 heures (advenant des symptômes gastrointestinaux), ces personnes peuvent sortir de chez elles mais doivent continuer à porter un masque pendant 10 jours depuis le moment où elles sont tombées malades. Elles doivent également éviter les visites non essentielles aux personnes vulnérables ou dans les endroits à risque élevé tels que les établissements de soins de longue durée pendant 10 jours.

Directives visant les personnes sans symptômes

Les personnes qui ont obtenu un résultat de test positif à la COVID-19, mais qui n'ont pas de symptômes ne sont plus obligées de s'isoler. Cependant, elles doivent porter un masque lorsqu'elles se trouvent en public et éviter les personnes vulnérables et les endroits à risque élevé pendant 10 jours depuis l'obtention du résultat positif au test. Si la situation évolue et qu'elles présentent des symptômes, elles doivent s'isoler immédiatement.

Directives visant les contacts étroits

Les personnes qui sont exposées à un cas confirmé de COVID-19 ne sont plus obligées de s'isoler, quel que soit leur statut vaccinal. Elles doivent cependant porter un masque pendant 10 jours depuis leur dernière exposition et éviter les visites non essentielles aux personnes vulnérables ou dans les endroits à risque élevé. Encore une fois, elles doivent s'isoler immédiatement si elles présentent des symptômes.

Tenir à jour votre vaccination contre la COVID-19

Une vaccination anti-COVID-19 à jour demeure la meilleure façon de se protéger ainsi que ceux qui nous entourent, contre des maladies graves causées par la COVID-19. Plus le nombre de personnes qui se tiennent à jour est élevé, plus il sera possible de prévenir la transmission de la COVID-19 dans nos communautés et de protéger les plus vulnérables, telles les personnes dans les foyers de soins de longue durée et les maisons de retraite.

Combinés à d'autres mesures de précaution telles que faire un dépistage quotidien des symptômes, se laver les mains souvent et rester à la maison en cas de maladie, les vaccins

aident également à diminuer le fardeau pour notre système de santé et à protéger les membres de la communauté les plus vulnérables.

Le vaccin de rappel bivalent contre la COVID-19

Les vaccins bivalents offrent une protection contre la souche originale de la COVID-19 ainsi que du variant BA.1 d'Omicron. Les résultats de recherche préliminaires indiquent que les vaccins bivalents protégeront également contre les sous-variants BA.4 et BA.5 d'Omicron. Le vaccin bivalent de rappel contre la COVID-19 est maintenant disponible pour tous les Ontariens âgés de 18 ans et plus.

Vaccins contre la COVID-19 pour les enfants

Je souhaite aussi rappeler aux parents que faire vacciner leurs enfants contre la COVID-19 peut aider à prévenir la maladie grave et la longue COVID, surtout parmi les plus vulnérables. Une série primaire de vaccins anti-COVID-19 est disponible aux enfants âgés de 6 mois à 4 ans, et les enfants de 5 à 11 ans ont maintenant accès à un vaccin de rappel comme troisième dose.

Un regard optimiste vers l'avenir

Enfin, je désire remercier tout le monde parmi vous d'avoir fait votre part pour assurer la sécurité de vos proches et de nos communautés pendant la pandémie. Il n'y a pas de doute – ce fut une période difficile. Cependant, la situation aujourd'hui est bien différente de ce qu'elle était au début de 2020. Les vaccinations et les infections naturelles ont mené à une plus forte immunité communautaire. Nous avons également accès à des traitements antiviraux pour prévenir la maladie grave parmi les personnes vulnérables qui contractent la COVID-19. Bien que la pandémie ne soit pas encore terminée, je suis heureux de dire que grâce à toutes les couches de protection et les mesures de précaution mentionnées ci-dessus, nous sommes bien équipés pour rester dans la voie qui nous mènera vers une vie plus normale.

Soyez prudent,

Dr Paul Roumeliotis, MD, CM, MPH, FRCP(C), CCPE
Médecin hygiéniste
Bureau de santé de l'est de l'Ontario

**Ministry of
Municipal Affairs
and Housing**

Office of the Minister

777 Bay Street, 17th Floor
Toronto ON M7A 2J3
Tel.: 416 585-7000

**Ministère des
Affaires municipales
et du Logement**

Bureau du ministre

777, rue Bay, 17^e étage
Toronto ON M7A 2J3
Tél. : 416 585-7000



234-2022-4150

Le 26 septembre 2022

Aux présidentes et présidents de conseil municipal,

Notre gouvernement sait qu'il faut rationaliser les approbations d'aménagement du territoire pour favoriser l'aménagement de 1,5 million de domiciles d'ici 2031. Notre gouvernement continuera de collaborer avec vous pour cerner les possibilités et les solutions innovantes qui nous aideraient à traiter efficacement la crise du logement.

Je vous écris aujourd'hui au sujet d'une [consultation publique](#) sur le processus d'aménagement du territoire. La *Loi sur l'aménagement du territoire* exige la tenue de réunions publiques avant la prise de certaines décisions d'aménagement afin de donner aux membres du public l'occasion de donner leur avis sur le dossier étudié.

Par exemple, votre conseil municipal peut envisager de respecter les exigences de la *Loi sur l'aménagement du territoire* par divers moyens, notamment des réunions en personnes et des plateformes électroniques ou virtuelles – séparément ou ensemble – pour assurer la participation et solliciter les observations du public à l'égard des questions d'aménagement du territoire. Vous pourriez utiliser un mélange de technologies et d'approches pour répondre aux besoins publics locaux (par exemple, réunions en personnes, webinaires, vidéoconférences, téléconférences encadrées). Aucune disposition de la *Loi sur l'aménagement du territoire* n'exige la tenue de multiples types de réunions (par exemple, à la fois une réunion en personne et une réunion virtuelle).

Merci du travail que vous accomplissez pour assurer la participation des membres du public et pour leur permettre de s'exprimer sur les questions d'aménagement de la manière qui fonctionne le mieux dans votre collectivité locale.

Veuillez agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le ministre,

A handwritten signature in blue ink that reads "Steve Clark".

Steve Clark

POLICE SERVICES BOARD

September 22nd, 2022

To All Ontario Police Services Boards:

The Municipality of East Ferris Police Services Board is concerned that not enough is being done to protect children getting on and off school buses. Since the beginning of the 2022 school year, all school buses operating in Ontario have been equipped with a new eight-light amber light system, as well as text added to the back of the bus to remind drivers not to pass when the red lights are flashing. These changes are all intended to help drivers do the right thing. Unfortunately, the results since the beginning of this school year show no change in driver behavior. The East Ferris Police Services Board is convinced we must now proceed with the addition of the third component of the school bus safety program: camera equipped stop arms to ensure safety compliance.

A recent study by Nipissing-Parry Sound Student Transportation Services regarding illegal school bus passing found 552 incidents for the school year 2021 / 22 or 2.95 per school day. As part of the "Let's Remember Adam" campaign in the Municipality of East Ferris, illegal passing noted in the first three weeks of the 2022 / 23 school year by buses carrying East Ferris children shows no change in driver behavior. Therefore, it is time to move to Step 3: mandatory installation of cameras on all school buses. For change to happen, education plus enforcement are needed. The East Ferris Police Services Board is asking all Police Services Boards, given their mandate to ensure safety and well-being, to bring forward to their next Police Services Board Meeting the following resolution to adopt and circulate to the appropriate parties in their area.

WHEREAS in Ontario it is unlawful for a stopped school bus to fail to stop when the red overhead lights or the stop arm is activated, and

WHEREAS, an eight-light yellow and red light system and education campaign to encourage drivers to stop is now in place in Ontario, and

*WHEREAS data collected to date by the East Ferris Police Services Board indicates that there has been no change in driver habits since the beginning of the 2022 school year; and
WHEREAS over 837,000 students travel in a school vehicle in Ontario each school day; and*

T: 705-752-2740

E: municipality@eastferris.ca

390 Hwy 94, Corbeil, ON. P0H 1K0



WHEREAS the East Ferris Police Services Board believes that school buses should be as safe as possible and that safety standards should be higher than they are;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Police Services Board of the Municipality of East Ferris request the Attorney General of Ontario to enforce laws that protect students by prohibiting drivers from passing a school bus when dropping off or picking up passengers.

FURTHER, that the Attorney General request that the appropriate provincial government officials review recent proposed changes to school bus regulations by Transport Canada regarding required equipment, including:

- Infraction cameras*
- Extended stop sign arms*
- 360 degree exterior cameras*

FURTHER, that the Attorney General examine the application of camera and fine collection technologies similar to those used on electronically controlled toll highways to ensure that no offending driver is excluded from the law.

FURTHER, that a copy of this resolution be forwarded to Nipissing MPP Vic Fedeli, local school boards and the Ontario Good Roads Association.

In closing, the Municipality of East Ferris Police Services Board wish to thank you for your support on this matter.

Regards,

Pauline Rochefort
Pauline Rochefort, Chair
East Ferris Police Services Board



August 31, 2022

Association of Municipalities of Ontario (AMO)
200 University Ave., Suite 801
Toronto, ON M5H 3C6
Sent via email: resolutions@amo.on.ca

RE: RESOLUTION – OMAFRA Ontario Wildlife Damage Compensation Program Administrative Fee

The Council of the Corporation of Tay Valley Township at its Council meeting on August 23rd, 2022 adopted the following resolution:

RESOLUTION #C-2022-08-42

“WHEREAS, the Ontario Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs (OMAFRA) administers the Ontario Wildlife Damage Compensation Program to provide compensation to farm producers for livestock killed by wildlife;

AND WHEREAS, Ontario Municipalities administer the Program on behalf of OMAFRA by appointing a Livestock Investigator and staff to work on wildlife damage claims;

AND WHEREAS, the costs associated with wildlife damage claims typically exceed the administration fee of \$50.00 per claim as provided to the Municipality from OMAFRA;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT, the Council of Tay Valley Township request the Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs to review the administrative fee provided to Municipalities for the administration of the Ontario Wildlife Damage Compensation Program;

AND FURTHER THAT, this resolution be circulated to the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and all Ontario Municipalities for their consideration and support.”

ADOPTED



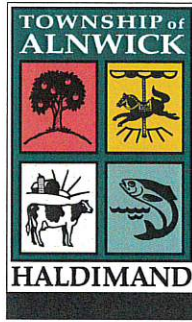
If you require any further information, please do not hesitate to contact the undersigned at (613) 267-5353 ext. 130 or deputyclerk@tayvalleytwp.ca.

Sincerely,

A handwritten signature in blue ink that reads "Janie Laidlaw". The signature is written in a cursive style with a large initial "J".

Janie Laidlaw, Deputy Clerk

cc: All Municipalities of Ontario



September 23, 2022

Association of Municipalities of Ontario (AMO)
200 University Avenue, Suite 801
Toronto, ON M5H 3C6
resolutions@amo.on.ca

Re: Support of Resolution – OMAFRA Ontario Wildlife Damage Compensation Program Administrative Fee

At the Township of Alwicks/Haldimand's Regular Council Meeting held on September 15, 2022, Council received the resolution sent by Tay Valley Township regarding a request to the Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs to review the administrative fee provided to municipalities for the administration of the Ontario Wildlife Damage Compensation Program. Council of the Township of Alwicks/ Haldimand supported and passed the following resolution:

R-336-2022

Moved by Deputy Mayor Sherry Gibson, seconded by Councillor Jim Hogg;

"Be it resolved that the correspondence from Tay Valley Township dated August 31, 2022, RE: Support of Resolution - OMAFRA Ontario Wildlife Damage Compensation Program Administrative Fee, be received; and

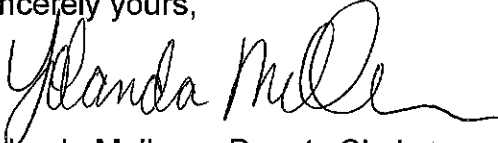
Further that Council of the Township of Alwicks/Haldimand supports the resolution from Tay Valley Township to request the Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs to review the administrative fee provided to the Municipalities for the administration of the Ontario Wildlife Damage Compensation Program; and

Further that this resolution be circulated to the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and all Ontario Municipalities for their consideration and support.

CARRIED

A copy of the above noted resolution from Tay Valley Township is attached for your reference.

Sincerely yours,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Yolanda Melburn". The signature is fluid and cursive, with a long horizontal flourish extending to the right.

Yolanda Melburn, Deputy Clerk
Township of Alnwick/Haldimand
905-349-2822 ext. 32
ymelburn@ahtwp.ca

cc: Ontario Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs (minister.omafra@ontario.ca)
All Ontario Municipalities, MPP David Piccini (david.piccinico@pc.ola.org)

From: AMO Communications <Communicate@amo.on.ca>
Sent: Thursday, September 29, 2022 10:01 AM
To: Aimée Roy
Subject: AMO Watchfile - September 29, 2022

AMO Watchfile not displaying correctly? [View the online version](#)
Add Communicate@amo.on.ca to your safe list



September 29, 2022

In This Issue

- Register for Bill 109 implementation and best practices webinar.
- *Railways and Drainage Act* survey.
- Third funding round for the Skills Development Fund.
- MNRF webinar training sessions on *Conservation Authorities Act*.
- Federal Enabling Accessibility Fund applications open.
- Legislative review of the *Cannabis Act* announced.
- AMO 2022-2023 training roster available now.
- AMO's iconic New Head of Council Training & New Councillor Training is back.
- ROMA 2023 Conference information.
- Blog: How a Net Zero Fire Hall Came to Be.
- Canoe vendor spotlight: Firetrucks Unlimited (Ambulance Remount).
- Investments 101 Workshops - Registration open!
- Hurricane Fiona in Canada appeal.
- Ontario's 2022 Cybersecurity Conference.
- FCM's Male Allyship training invitation to AMO members.
- Careers: OPSBA, Niagara Region, Barmpton, Simcoe County and PSDSSAB.

AMO Matters

Join AMO for a webinar on Wednesday, October 5 from 12:00 to 1:30 pm to discuss Bill 109 changes, featuring a panel of municipal planners. You can [register here](#).

AMO and the Drainage Superintendents Association of Ontario (DSAO) circulated a *Railways and Drainage Act* survey to municipal staff members on September 20. Members are encouraged to complete the survey by October 7. For more information, contact [Lianne Sauter](#), Policy Advisor.

Provincial Matters

The [Skills Development Fund](#) offers funding for innovative projects that address challenges to hiring, training, or retaining workers. Municipalities are eligible to apply. Applications open September 29-January 31.

MNRF is hosting *Conservation Authorities Act* webinars on October 12, 1:30 pm (Phase 1 Regulations Refresher), October 20, 10:00 am (Phase 2 Regulation and Policy Overview) and November 3, 1:30 pm (Phase 2 Regulations for Practitioners involved in CA budgets and municipal levy apportionment). Email ca.office@ontario.ca to register.

Federal Matters

The Government of Canada announced a call for proposals under the Enabling Accessibility Fund to support infrastructure improvements such as the renovation, construction or retrofit of ramps, accessible doors, accessible washrooms, elevators and lifts, accessible communications technology, accessible playgrounds, and multi-sensory rooms. Municipalities are eligible to apply. Apply online by November 1.

An Expert Panel will lead the review of the *Cannabis Act* over 18 months. Initial engagement is open until November 21 including a questionnaire for all Canadians and a paper for feedback from Indigenous peoples.

Eye on Events

AMO has released its current roster of training for 2022-2023. This includes the modernized New Head of Council and New Councillor training. Click here to see everything AMO is offering its members to build skill, insight and understanding to support you in your important role.

AMO has modernized its training to reflect the realities, responsibilities, challenges and opportunities of municipally elected officials in today's context. Essential information on legislation, policy, roles, responsibilities and managing relationships are only some of the things attendees will gain insight and tools on. Register today for New Head of Council and New Councillor training.

ROMA 2023: Breaking New Ground conference information, including hotel, program, and exhibitor/sponsor details, is available here. Registration information will be available soon. For questions, contact events@ROMA.on.ca.

LAS

Read our latest blog about how the Municipality of Central Elgin's Council identified a priority in its strategic plan to be both environmentally and financially sustainable by approving construction of a net zero fire station.

Looking for a cost-effective way to keep your ambulances on the road? Firetrucks Unlimited offers ambulance remounts as part of the Canoe Procurement Group. Get a new chassis under your refurbished patient module, saving time and money while keeping your community safe. Contact Simon to learn more.

ONE Investment

Calling municipal finance staff Investment Basics and Beyond workshops are coming to a location near you - Milton, London, Barrie and London. For more details and registration information click on the following link.

Municipal Wire*

The Canadian Red Cross is working to get help to people in and around affected areas

as quickly as possible and provide humanitarian assistance for new needs as they arise. Money raised will enable the Red Cross to carry out relief, recovery, resiliency and risk reduction activities in and beyond the region at the individual and community levels.

On October 3, join the Government of Ontario for a free, full-day, hybrid conference that focuses on how employees and organizations can best protect themselves from the ever-evolving cyber threats faced in today's digital age. [Register now](#).

FCM's CanWILL project is inviting AMO male elected officials to join training to strengthen their ability to be allies to women confronted with sexism, racism and other harassment - if interested, [complete this form](#) by October 3.

Careers

[Executive Director - Ontario Public School Boards' Association](#). Serve as an outstanding relationship-builder and communicator capable of leading and supporting OPSBA. Apply to resumes@promeus.ca by October 26.

[Claims Examiner - Niagara Region](#). Responsible for the administration of claims, including claim response, assessment, defense, settlement negotiation, and the disposing of claims. [Apply online](#) by October 10.

[Manager, Innovation and Transformation - City of Brampton](#). Plan for short and long-term business plans, through research, analysis and monitoring of relevant factors. [Apply online](#) by October 12.

[Manager, Collections - County of Simcoe](#). Oversees all waste collection, processing and support services. [Apply online](#) by October 10.

[Financial Analyst - District of Parry Sound Social Services Administration Board](#). Accounting duties in the verification, maintenance, reconciliation, analysis and reporting of the financial accounts and records. Apply to jobs@psdssab.org by October 17.

[HR Coordinator - District of Parry Sound Social Services Administration Board](#). Responsible for the recruitment process, as well as other core human resources functions. Apply to jobs@psdssab.org by October 17.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)



September 26, 2022

Ministry of the Solicitor General
Hon. Michael Kerzner
25 Grosvenor Street
Toronto, ON M7A 1Y6

Sent via email: Michael.kerzner@ontario.ca

Hon. Minister Kerzner:

Re: Grey Highlands Municipal Resolution 2022-571 re: Increased Speeding Fines

Please be advised that the following resolution was passed at the September 7, 2022 meeting of the Council of the Municipality of Grey Highlands.

2022-571

Dane Nielsen, Danielle Valiquette

**Whereas speeding has become a growing concern on our residential streets;
and**

**Whereas the culture of driver's is that 20 km/h over the speed limit is
considered normal; and**

**Whereas the fines for street racing have increased significantly and we have
seen a reduction in number of charges laid; and**

Whereas the fines for other speed infractions have remained unchanged; now

**Therefore be it resolved that the municipality of Grey Highlands lobby the
Ministry of the Solicitor General to increase the fines for all levels of speeding;
and**

**That this motion be sent to AMO, ROMA, and all municipalities of Ontario to
garner support.**

CARRIED.

If you require anything further, please contact this office.

Sincerely,



Raylene Martell
Director of Legislative Services/Municipal Clerk
Municipality of Grey Highlands

Cc: Association of Municipalities of Ontario
Rural Ontario Municipalities
All Ontario Municipalities

From: La chambre de commerce de Prescott-Russell Chamber of Commerce
<communications@ccprcc.com>
Sent: Friday, September 30, 2022 8:49 AM
To: * Old User - Marc Léveillé
Subject: Dernier Rappel pour Ateliers offerts en collaboration avec les 3 chambres de commerces de Prescott-Russell!



Bonjours chers membres et partenaires,

Ceci est un dernier rappel au sujet des ateliers offerts au mois d'octobre en collaboration avec les 3 chambres de commerces. Les 3 chambres de Prescott-Russell s'allient pour vous offrir 3 ateliers GRATUIT visant à accroître vos compétences interculturelles et permettre la création de milieux de travail plus inclusifs. Ne manquez pas ces opportunités, enregistrer vous dès maintenant!

Voici les détails pour les 3 ateliers offerts. Ce sont les liens vers le site internet du CSEPR sous l'onglet calendrier.

4 octobre / CASSELMAN:

LEADERSHIP INCLUSIF AU XXIE SIECLE: PENSER GLOBALEMENT, AGIR LOCALEMENT

<https://csepr.ca/calendrier/ateliers-pour-employeurs/atelier-1-leadership-inclusif-au-xxie-siecle-penser-globalement-agir-localement-3>

18 octobre / HAWKESBURY:

CRÉER DES MILLIEU DE TRAVAIL JUSTES, ÉQUITABLES ET INCLUSIF

<https://csepr.ca/calendrier/ateliers-pour-employeurs/atelier-2-favoriser-une-culture-axee-sur-l-antiracisme-et-l-equite-ethnoculturelle-3>

1er novembre / ROCKLAND:

PRÉVENIR ET GERER LES CONFLITS: POUR UN MILLIEU DE TRAVAIL ACCEUILLANT, POSITIF ET INCLUSIF

<https://csepr.ca/calendrier/ateliers-pour-employeurs/atelier-3-prevenir-et-gerer-les-conflits-pour-un-milieu-de-travail-accueillant-positif-et-inclusif-3>

Merci et bonne journée!



Sent to: mleveille@nationmun.ca

[Unsubscribe](#)

CCPR Inc., C.P. 734, Embrun, ON K0A 1W0, Canada

Le Service de police de Cornwall et le Bureau de santé de l'est de l'Ontario alertent à l'augmentation des surdoses liées aux drogues dans Cornwall et la région

Le Service de police de Cornwall (SPC) et le Bureau de santé de l'est de l'Ontario (BSEO) alertent les résidents à l'augmentation des surdoses liées aux drogues non seulement dans la ville de Cornwall mais aussi dans ses alentours. Bon nombre des surdoses semblent liées aux opioïdes comme « l'héroïne mauve » ou « purple », une substance qui contient un mélange dangereux de fentanyl, de benzodiazépines et d'autres substances. On nous signale également la présence d'autres substances diverses qui sont présentées dans une variété de couleurs à plus du mauve ou du violet.

« Des opioïdes plus forts sont plus susceptibles de causer une surdose, et il se produit dans notre région une hausse alarmante de surdoses », fait savoir le Dr Paul Roumeliotis, Médecin hygiéniste au BSEO. « Des précautions de sécurité comme les trousse de naloxone peuvent sauver la vie dans de telles conditions, mais il est aussi important d'appeler le 911 même avant d'administrer la naloxone puisque ce produit n'est pas efficace contre les benzodiazépines. Si vous utilisez les drogues de rue ou connaissez quelqu'un qui en consomme, je vous implore de vous procurer une trousse de naloxone et la formation pour savoir l'utiliser, toutes deux gratuites dans notre région. Cela pourrait très bien sauver une vie. »

« La prévalence des opioïdes et la hausse inquiétante de surdoses dans notre communauté ont fortement touché les résidents vulnérables et leurs proches », dit l'inspecteur des opérations sur le terrain, Chad Maxwell du SPC. « Nos agents sont constamment appelés à administrer les mesures pour sauver la vie dans ces situations. C'est pourquoi nous incitons le public à prendre les mesures de prévention nécessaires pour éviter une surdose. Alors que la police incite le public d'éviter carrément l'usage de drogues illicites inconnues, il est crucial de contacter les services d'urgence advenant une surdose, pour éviter qu'un individu ne meure pour rien. »

Conseils de sécurité et de prévention pour l'usage de drogues

Le meilleur moyen de prévenir une surdose est d'éviter la consommation de drogues de rue ou de médicaments contrefaits. Cependant les personnes qui consomment des drogues de rue peuvent prendre les précautions suivantes pour diminuer les risques le plus possible :

- Ne jamais utiliser seul
- Si vous avez décidé de consommer pendant que vous êtes seul, appelez le NORS (National Overdose Response Service) au 1 888 688-6677. Un de vos pairs restera en ligne avec vous, sans vous juger, pendant environ 30 minutes pour vous donner de l'aide au besoin.
- Utiliser uniquement là où l'aide est disponible
- Ne pas mélanger les drogues
- Prendre une dose d'essai de la drogue et attendre ses effets avant d'en reprendre
- Se procurer une trousse de naloxone gratuite qui peut inverser les effets d'une surdose d'opioïdes
- N'utiliser que des accessoires de consommation de drogue neufs et éviter de partager ces fournitures pour réduire le risque de développer ou de transmettre une maladie infectieuse.

Signes d'une surdose d'opioïdes

Les opioïdes comme le fentanyl ralentissent la partie du cerveau qui contrôle la respiration, et advenant une surdose, peuvent faire cesser complètement la respiration d'un individu, causant ainsi sa mort. Les individus qui font une surdose d'opioïdes afficheront un ou plusieurs des signes suivants :

- Ils peuvent somnoler, ne pas se réveiller facilement ou ne pas réagir
- Ils peuvent respirer très lentement ou pas du tout
- Leurs lèvres et leurs ongles peuvent être bleus/gris
- Leur peau peut être froide et moite
- Leur corps peut être mou ou peut-être très tendu, ou elles peuvent trembler
- Ils peuvent ronfler ou gargouiller
- Ils peuvent baver ou vomir

Si vous êtes témoin d'une surdose, il est essentiel de contacter le 911 dès que possible. Une trousse de naloxone à elle seule peut ne pas suffire à annuler les effets mortels des opioïdes et une intervention médicale peut s'avérer nécessaire. Mais puisque le temps presse, la naloxone peut être administrée pendant que vous attendez l'arrivée des services d'urgence. La *Loi sur les bons samaritains secourant les victimes de surdose* peut fournir une certaine protection juridique aux personnes qui appellent les urgences pendant une surdose.

Pour en savoir plus sur les trousse de naloxone pour la prévention de surdose et savoir où vous en procurer, visitez [la page sur le fentanyl](#) du site Web du BSEO à www.BSEO.ca ou consultez www.ontario.ca/naloxone. Vous pouvez aussi appeler le BSEO au 613 933-1375 ou 1 800 267-7120

Dans le cadre de son mandat de santé publique, le BSEO surveille la situation locale concernant les opioïdes et les autres drogues dans la région en collaboration avec certains partenaires communautaires. Le BSEO remercie ses partenaires communautaires tels que le SPC, de leurs actions et leurs efforts pour veiller à la sécurité des résidents et des membres de la communauté.

-30-

Pour de plus amples renseignements concernant ce communiqué de presse, faites parvenir votre demande à media@eohu.ca.